

Le Producteur, journal philosophique de l'industrie, des sciences et des beaux-arts, tome 5, Paris, galerie de Bossange père, Imprimerie de David, 1826, 160 p.

Nature et origine du fichier

Ce document du site [SAINT-SIMONISME](#) est une transcription numérique entreprise initialement dans le cadre du projet de recherche « Saint-Simon et les saint-simoniens » de l'ARC 5 de la région Rhône-Alpes.

Il prend place dans le volet éditorial du projet SAINT-SIMONISME18-21 soutenu par l'Agence nationale de la recherche (ANR).

Il est mis à la libre disposition de tous, sous la seule condition, pour tout usage public, d'une mention de son origine.

Principes de transcription

Le texte de base est celui de l'unique édition originale de l'ensemble du journal, paru entre octobre 1825 et octobre 1826 sous la forme de livraisons périodiques par la suite recueillies en cinq volumes.

Une numérisation en mode image en est visualisable et téléchargeable en ligne sur le site Gallica de la BnF. D'autres le sont dans Google Livres.

La présente transcription s'est efforcée à la plus grande conformité possible au texte original.

À cet effet, chaque texte a été collationné deux fois au moins, par des relecteurs différents.

L'orthographe d'époque, les fautes et les coquilles, l'accentuation et la ponctuation ont été reproduites à l'identique.

Les différences auxquelles il a fallu se résoudre concernent la typographie : police et taille des caractères, format des pages et mise en page, présentation des citations longues (ici signalées, selon un procédé imité d'une pratique d'époque attestée dans l'original, par des guillemets fermants au début et à la fin de chaque paragraphe outre le premier), mises en forme des titres et des intertitres.

Toutes les citations sont signalées par du bleu.

Pour faciliter les références, la pagination originale est indiquée par des chiffres en gras placés entre crochets droits derrière le mot ou entre deux syllabes, en lieu et place du trait d'union après lequel l'édition originale change de page.

Il convient d'en tenir compte pour toute interrogation automatique du texte, car ces indications insèrent, dans les phrases, groupes de mots et mots à l'intérieur desquels interviennent les changements de page, quelques espaces et caractères susceptibles d'égarer le moteur de recherche.

Par ailleurs, alors que l'édition originale numérote les notes infrapaginales page par page et de manière discontinue conformément aux habitudes de l'époque, l'utilisation

d'un logiciel de traitement de texte a ici imposé de leur donner une numérotation continue, ainsi qu'aux appels de note qui les signalent dans le corps du texte. Si l'on souhaite retrouver la numérotation originale pour un usage de citation, il suffit, lorsqu'on a affaire à une page annotée, d'affecter le numéro 1 au premier appel de note et à la première note de cette page, puis le numéro 2 au second appel de note et à la note correspondante s'ils appartiennent à la même page, et ainsi de suite. De même pour chaque page comportant des notes.

Lorsque la note déborde sur plus d'une page, nous signalons le changement de page par le même procédé que dans le corps du texte.

Éditeurs scientifiques et directeurs de la publication

Philippe Régnier (CNRS, IHRIM), en collaboration avec Michel Bellet (université de Saint-Étienne, GATE) pour les articles relevant de l'économie politique.

Collaboratrices

Lætitia Faure (CNRS, LIRE, chef de projet, numérisation et collation).
Puis Isabelle TREFF (CNRS, IHRIM, secrétaire d'édition).



COMMUNAUTÉS
DE RECHERCHE
ACADÉMIQUE
Rhône-Alpes



CULTURES, SCIENCES,
SOCIÉTÉS ET MÉDIATIONS



Sommaire

Ce sommaire interactif a été créé afin de faciliter les déplacements dans le texte. Les indications de page correspondent à la pagination du présent fichier sous format pdf. Pour trouver un article, cliquez sur son titre. – Resté incomplet du fait de l'interruption imprévue de sa parution, le tome 5 ne comporte pas de table des matières.

DE LA GRÈCE.....	7
CONSIDÉRATIONS SUR LES PROGRES DE L'ECONOMIE POLITIQUE, DANS SES RAPPORTS AVEC L'ORGANISATION SOCIALE. (DEUXIEME ARTICLE). QUESNAY, – TURGOT.....	12
DE L'HYGIÈNE.....	25
COUP-D'ŒIL HISTORIQUE SUR LE POUVOIR SPIRITUEL.....	31
DE QUELQUES-UNS DES OBSTACLES QUI S'OPPOSENT À LA PRODUCTION D'UNE NOUVELLE DOCTRINE GENERALE.....	38
MÉLANGES.....	44
<i>Nouveaux Principes d'économie Politique ; jour qu'ils peuvent jeter sur la crise qu'éprouve aujourd'hui l'Angleterre.....</i>	44
Réclamation de M. Tiedemann.....	45
Considérations sur le rapport du nombre des producteurs à celui des non-producteurs en Angleterre.....	47
Monomanie homicide.....	48
Bibliothèque industrielle, ou <i>Collection de Traités séparés des Sciences et des Arts et Métiers</i>	51
<i>Mémoires de la Société centrale d'Agriculture, Sciences et Arts</i> du département du Nord, séant à Douai. Séance publique du 11 juillet 1826.....	52
Économie politique de M. Schmalz.....	54
Notice biographique sur M. Pinel.....	55
Funérailles de Talma.....	57
CORRESPONDANCE. LETTRES AU REDACTEUR DU <i>PRODUCTEUR</i> SUR LE SYSTEME DE LA COOPERATION MUTUELLE ET DE LA COMMUNAUTE DE BIENS, D'APRES LE PLAN DE M. OWEN. (DEUXIEME LETTRE.).....	60

LE PRODUCTEUR,

journal philosophique

**DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DES BEAUX-ARTS.**

L'âge d'or, qu'une aveugle tradition a placé jusqu'ici
dans le passé, est devant nous.

TOME CINQUIÈME

BUREAU D'ABONNEMENT,

A PARIS,

A LA GALERIE DE BOSSANGE PERE,

RUE DE RICHELIEU, N° 60

Les lettres et paquets doivent être adressés, *franc de port*, au Bureau
d'abonnement.

1826

**IMPRIMERIE DE DAVID,
BOULEVARD POISSONNIERE, N° 6.**

LE PRODUCTEUR

DE LA GRÈCE.

RIEN de plus affligeant, pour les amis de l'humanité, que l'état actuel de la Grèce. Une population placée tout entière entre la famine et l'esclavage ou la mort, est un tableau bien propre à émouvoir ; mais si nous recueillons tous les renseignemens que nous donnent sur les Hellènes, ceux même qui sont allés les défendre, nous serons bien autrement attristés : ils nous présentent une masse d'hommes ayant tous les vices de la misère et toute la lâcheté originelle des serfs, foulés par le mouvement des armées qui se choquent sur la terre grecque, allant et venant comme un vil bétail, sans volonté, sans puissance et sans guide, ne sentant que des intérêts individuels, et destinés comme proie au cimetière turc ou aux violences des Palicares qui combattent. Ils n'ont qu'une idée commune, c'est la croyance chrétienne et l'horreur des Osmanlis ; la religion est le seul lien qui pourrait les unir, par la communauté d'espérances et de craintes : mais les popes sont eux-mêmes désunis ; perdus dans la multitude, ils sont livrés à leurs inspirations et à leurs faiblesses individuelles ; les prêtres effrayés ne peuvent prendre d'ascendant, parce qu'ils ne reçoivent point de direction, et la puissance de [6] leurs paroles et des sacrés mystères s'évanouit, parce que leur parole n'a qu'un but vague et ne s'élève pas pour donner au peuple une impulsion unique et déterminée. Il ne suffit pas de promettre le martyre, de prêcher la résistance et la guerre, il faut encore en prescrire le mode et les opérations¹.

Sur cette terre que parcourt une population de vieillards, de femmes, d'enfans et d'hommes faibles, mue par les hasards et la terreur des combats, se montrent des peuplades d'hommes intrépides, habitués dès l'enfance à la guerre, méprisant le peuple des cultivateurs et des marchands, pillards, ayant tous les vices et toutes les qualités des bandes armées de notre moyen âge, mais que nulle menace, nulle souffrance ne peut abattre. Les Palicares ont des chefs de leur choix ; ils sont auprès d'eux, dans certaines tribus, ce qu'étaient chez nous les vassaux à l'égard de leurs seigneurs, les fidèles à l'égard de leurs chefs ; recevant d'eux protection, paie et vivres, dévoués à leurs volontés, combattant s'ils l'ordonnent, traitant avec les Turcs s'ils le veulent. C'est là toute l'espérance militaire de la Grèce. Nous avons vu ces Palicares combattre avec [7] le plus grand courage, obtenir des succès inespérés ; mais ils parurent rarement se proposer uniquement l'intérêt général ; les dépouilles n'étaient point portées à la masse commune, elles devenaient la proie du vainqueur. Nous avons vu, bien plus, des tribus militaires grecques, payées par les pachas, s'armer contre leurs compatriotes, fait qui n'a paru étonner aucun montagnard de la Romélie. Les chefs n'ont jamais été choisis par le gouvernement central, ils se sont toujours faits sans lui ; sa puissance s'est bornée à jeter sa confiance tantôt à l'un, tantôt à l'autre.

Si nous portons les yeux du côté de la mer, nous voyons des vaisseaux de commerce changés en bâtimens de guerre ; ce sont des *grands* qui ont armé leurs cliens ; ou bien ce sont

¹ [6 n. 1] Au commencement de la révolution, les prêtres jouèrent un grand rôle. Les persécutions qu'ils subirent furent, dans beaucoup de provinces, les seules causes populaires de l'insurrection. On vit des évêques guider cette sainte guerre, et marcher à la tête des populations qu'ils soulevaient en masse. Plus d'un assaut fut livré au sortir de leurs prêches religieux. Aujourd'hui, ils n'ont qu'un rôle subalterne, sans doute ; mais on les voit mêlés à toutes les actions : la religion intervient partout. Enfin, jusqu'à ce jour, des prêtres ont toujours fait partie des assemblées générales.

des hommes hardis, qui, à la tête d'une bande de pirates, se jettent sur une barque et vont chercher une proie au milieu des dangers ; s'ils rencontrent la gloire, ils l'ignorent jusqu'à ce qu'on le leur apprenne. Spetzia et Hydra sont des républiques devenues guerrières, où les riches primats, ceux auxquels le commerce avait donné la puissance de l'or, commandent et gouvernent ; mais leur pouvoir tient à une condition, c'est qu'ils ne quitteront pas ces îles, qu'ils ne porteront pas leur fortune ailleurs, enfin qu'ils nourriront tout leur peuple de cliens. Si on voulait comparer Spetzia et Hydra à quelque chose de ce qui a existé dans l'Europe occidentale, on pourrait les assimiler aux républiques italiennes du moyen âge. Ainsi, nous ne trouvons en Grèce aucun des élémens actuels de notre société européenne moderne ; et *a priori* nous devons dire qu'aucune de nos constitutions sociales actuelles ne lui est applicable.

[8] Cependant, c'est au milieu de cette société que des Grecs, élevés dans les habitudes de notre civilisation, ont voulu porter nos idées constitutionnelles. Qu'ont-ils fait ? qu'ont-ils produit ? Leurs lois n'ont obtenu ni croyance, ni pouvoir ; elles sont, au contraire, devenues des élémens de désordre. On a voulu remplacer la puissance par l'intrigue et par l'intervention européenne ; on a parlé d'égalité, de liberté individuelle, de patrie aux hommes armés, et ils sont devenus moins soumis à leurs chefs ; les bandes ont perdu une partie de leur force d'union ; les généraux ont eu moins de soldats et en ont été moins maîtres ; la vigueur de la Grèce s'est évanouie. Lorsque ces élèves des universités européennes vinrent essayer leur capacité législative, un grand mouvement venait de finir, la Morée était presque vide de Turcs, les Hellènes étaient partout victorieux, une paix momentanée succédait aux premiers triomphes de l'insurrection ; ils en profitèrent pour constituer un gouvernement libéral, ils réglèrent les rapports du président avec le sénat, ils établirent des assemblées nationales, ils allèrent jusqu'à s'occuper de l'enseignement primaire ; mais la guerre apparut de nouveau. Les évêques, qui avaient guidé la révolte des paysans moréotes, et surtout les Palicares, exprimèrent d'abord leur mécontentement par le repos et le silence : que fit le gouvernement ? Seul il ne pouvait rien ; il était désarmé. Il abandonna son salut aux vieux chefs de bandes, que la nécessité rappelait aux armes, et la Hellade fut encore une fois sauvée. Mais le bruit des victoires était à peine éteint que le gouvernement attaqua de nouveau le pouvoir militaire, dont l'apparition menaçait la sienne ; il se servit des uns pour arrêter et [9] proscrire les autres, il divisa pour régner² ; il réussissait momentanément, sans doute, quand une invasion plus formidable que toutes les autres, celle dont la Grèce subit encore le fardeau, vint peser sur ce malheureux pays. Tout le monde sait quel défaut d'ensemble présenta la résistance, comment le gouvernement vint caresser ceux qu'il avait proscrits et dont il avait lui-même débauché les [10] bandes, tout le monde sait enfin comment le pouvoir constitutionnel, sans argent, sans puissance, haï et méprisé dans les contrées qu'il devait gouverner, se trouve aujourd'hui réduit à n'avoir plus qu'une existence nominale, qui serait déjà détruite sans

² [9 n. 1] On sait ce qui arriva à Colocotroni, à Odysseus, etc. Il paraît que le système *divisez pour régner* n'est pas changé. Tous les journaux ont rendu compte de l'insurrection des soldats rouméliotes à Napoli ; ils demandaient plusieurs mois de paie qui leur étaient dus ; mais personne n'a parlé des causes de cette insurrection ; qu'on nous permette de les faire connaître ; pour cela, il faut remonter un peu plus haut. La ville de Napoli, siège du gouvernement, est dominée par le fort Palamide, poste tout-à-fait inexpugnable ; le commandant rouméliote, brave, déterminé à mourir plutôt que de se rendre, occupait cette place avec sa bande, à laquelle il devait plusieurs mois de paie. D'un autre côté, maître de la ville, comme il l'était, il gênait le gouvernement dans ses opérations. Que firent les membres du pouvoir central ? Ils rappelèrent aux soldats qu'on leur devait leur paie, ils leur conseillèrent l'insurrection pour l'obtenir, et réussirent enfin à pousser ceux-ci à la révolte. Par ce moyen, le chef abandonné laissa, il est vrai, le fort libre ; mais l'émeute alla plus loin que le gouvernement ne voulait ; aussi, moins souverain que jamais, il quitta momentanément la ville. Cependant, les soldats allèrent offrir le commandement, moyennant paiement de leur solde arriérée, et finirent par se soumettre à six chefs de leur tribu, qui restèrent maîtres définitivement du fort.

On a vu encore dans les journaux que le colonel Fabvier avait été abandonné d'une partie des soldats qu'il avait réunis et disciplinés avec tant de dévouement et de peine. Ce ne fut pas la crainte des Turcs qui dissipa ces soldats ; ils furent débauchés au nom de l'ordre, de l'indépendance individuelle, etc.

l'intrigue qui le soutient et les agens européens qui se servent de lui pour la distribution des secours.

On peut reprocher en masse aux élèves des universités européennes d'avoir appliqué leurs théories constitutionnelles à un peuple auquel rien de semblable ne pouvait convenir. Mais ils en ont fait une cruelle et désastreuse expérience, dont malheureusement leurs compatriotes sont victimes. Quelle bizarre idée, en effet, de vouloir établir des institutions de transition, des institutions qui ont pour but la résistance au pouvoir papal et monarchique, dans un pays où il n'y a ni pape, ni monarque !

Les seuls éléments de force, en Grèce, étaient, au moment de l'insurrection, d'un côté les idées religieuses et la fatigue de la domination turque, et de l'autre l'énergie militaire des chefs de bande et de leurs Palicares. Tant que ces éléments agirent seuls, quoiqu'ils ne marchassent pas complètement d'ensemble, ils triomphèrent. C'était ces éléments qu'il fallait organiser ; et pour cela, il suffisait de centraliser le pouvoir religieux et le pouvoir militaire, en réunissant leurs représentans, quels qu'ils fussent ; nul doute qu'il n'en fût résulté la détermination d'une impulsion d'ensemble donnée à tout le peuple grec, et qui l'eût fait agir avec toutes ses forces, dans tous les momens et dans tous les lieux où elles eussent été nécessaires. Ces éléments de force existent encore ; ce qu'il était possible de faire l'est encore : pourquoi, après tant d'essais infructueux, ne [11] tenterait-on pas ce moyen ? Un homme hardi, un seul homme suffit pour amener ce résultat.

Nous ne doutons pas que, si la Grèce eût été abandonnée à elle-même et laissée libre de toute influence de la part des idées européennes modernes, la force des choses n'eût amené une constitution religieuse et militaire, correspondante à l'état de civilisation de la masse des populations qui habitent ce pays ; mais les événemens dont cette contrée devint le théâtre furent vus, par les divers partis qui composaient la société européenne, du même œil dont ils envisageaient les mouvemens révolutionnaires qui avaient éclaté en Espagne et en Italie. Nos habitudes de discussion politique devinrent un prisme à travers lequel les objets furent aperçus, et qui nous cacha le véritable caractère de l'insurrection grecque. Les partisans du passé, comme les libéraux, y virent une suite de la révolution française et les symptômes de cette tendance universelle vers la *liberté*, chérie par les uns et maudite par les autres. Mais la liberté que la Grèce réclamait les armes à la main, n'était point cette liberté qu'on adore en Europe, cette indépendance individuelle, cette égalité, cette concurrence absolue obtenue par une certaine forme de gouvernement, que tout le monde réclame ; c'était la destruction de la domination turque, et le règne absolu de la religion et des chefs grecs ; pour la masse du peuple, l'affranchissement n'était que la substitution d'un gouvernement à un autre, mais d'un gouvernement en rapport avec ses idées de religion, de morale, sans avanies, sans esclavage domestique et personnel. Qu'arriva-t-il chez nous de cette fausse manière d'envisager les Hellènes ? Quelque chose de fort malheureux pour eux. Ils devinrent un sujet de polémique [12] entre les partis qui divisaient l'Europe ; les uns s'intéressèrent à leur cause, les autres leur nuisirent, en vertu de leurs opinions et de leur position sociale ; on discuta de la légitimité du Grand-Turc, des droits et des devoirs des peuples : ce qu'il y eut de plus ridicule, dans tout le mouvement qui naquit en Europe à l'occasion de l'insurrection hellénique, ce fut, sans contredit, le rôle des gouvernemens européens. Leur grave diplomatie traita cette affaire comme une chose de la plus haute conséquence, pas une détermination généreuse, pas une détermination raisonnable ; les chefs des peuples ne sont cependant pas à leur poste seulement pour administrer, et pour se conduire d'après les bruits populaires ; si leur rôle était seulement celui-là, il n'est pas un commis de bureau qui ne pût les remplacer ; ce ne serait qu'un sot métier de plus. Ils ont une fonction dans la société, fonction qui ne se borne pas à percevoir les impôts et à maintenir l'ordre dans le temps, mais à préparer l'avenir des peuples ; sous ce dernier rapport, leur but est essentiellement philanthropique. On alla chercher je ne sais quels intérêts commerciaux ; comme si un peuple qui a moins de maîtres, qui est moins menacé de

pillage ne devait pas produire davantage ; mais la diplomatie en est encore, en économie politique, à la balance du commerce ; elle ne pouvait voir ce résultat avantageux pour tous dans la révolution grecque, et quelques nations déclarèrent qu'elle devait nuire à leur négoce. On craignit l'agrandissement de la Russie, comme si cet empire, en s'étendant de ce côté, en acquérant par-là une masse de nouveaux sujets, où certainement il y a moins de servitude que dans la plupart de ses autres provinces, ne conquerrait pas une cause de dissolution de [13] plus ; car tel doit être l'effet de la marche progressive de l'espèce humaine, que les serfs deviennent libres, et que les hommes libres finissent par se gouverner ; or, certainement, dans les états musulmans de l'Europe, la masse de la population chrétienne est plus rapprochée de l'état d'indépendance individuelle que dans les provinces habitées par les paysans russes et polonais. Enfin, on en voulut aux Grecs des bruits de liberté et de guerre dont ils devenaient l'occasion en Europe.

Nous savons que, dans les rapports individuels, on trouve en général plus de loyauté et de bonne foi dans les Ottomans que dans les Grecs. On trouve même des Turcs moins superstitieux, dans leur genre, que la majorité des Grecs ; c'est ici l'occasion de répéter cet axiome vulgaire, que l'habitude du commandement donne une certaine générosité, et celle de l'asservissement rend l'homme méticuleux et trompeur. Il ne s'agit point ici, au reste, d'examiner le degré de supériorité ou d'infériorité relative des individus, mais la nature même de la civilisation ; il faut voir quels sont chez les uns et les autres les élémens de progrès, et quelle sera des deux sociétés, de la société hellène ou de la société musulmane, celle qui pourrait le plus rapidement parvenir au point de civilisation où nous sommes arrivés nous-mêmes. Or, nul doute qu'un peuple chrétien, qui possède une morale universelle, philanthropique dans ses principes, un peuple où la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel est déjà marquée, ne soit plus près de nous que la nation qui possède une morale exclusive et de guerre, une morale qui autorise l'esclavage, que la nation où la division des pouvoirs est à peine indiquée, et où le despotisme est encore presque absolu. Les hommes [14] du peuple, en Europe, ont montré qu'ils sentaient instinctivement ces rapports de la civilisation hellénique avec la nôtre, lorsqu'ils se sont intéressés davantage aux succès et aux malheurs des Grecs qu'à ceux des Turcs : chez eux, il y eut plus qu'une influence d'opinion politique ; car ils ne se sont pas occupés aussi vivement des événemens de l'Amérique du sud, qui avaient un degré d'importance semblable comme affaires de parti. Ce fut leur enthousiasme philanthropique qui créa les comités ; et, il faut le dire, il y eut dans leur dévouement obscur quelque chose de noble, de grand, et la révélation d'un sentiment nouveau de générosité, qu'on ne trouve pas dans les illustrations dont la Grèce a été l'occasion pour quelques hommes éminens.

Les jugemens qu'on porta en Europe sur les affaires de la Grèce vinrent retentir dans ce pays et donnèrent de la force aux conceptions de son gouvernement auprès de tous les Hellènes qui avaient quelque relation avec nous ; elles purent être admises dans les assemblées générales ; mais la nature de ces institutions, calquées sur les nôtres, et la position d'un gouvernement central purement civil, étaient tellement en opposition avec les véritables besoins du peuple grec qu'elles devinrent des causes de dissolution constamment agissantes. En effet, elles ne pouvaient subsister sans soutenir une lutte continuelle avec les pouvoirs déjà existans et créés par la nature des choses : au contraire, la centralisation de la double puissance qui se montrait évidemment dans tous les événemens de ce pays, celle des pouvoirs religieux et militaire, eût été un élément d'ordre dont la force eût été sans cesse croissante. Aujourd'hui, il nous paraît encore le seul possible, et l'unique moyen de salut [15] pour toute la nation. Autrement, l'intervention des gouvernemens européens pourra seule sauver les Grecs d'une extermination générale.

Nous nous arrêtons, parce que nous n'avons point eu l'intention d'exprimer ici toutes nos opinions sur la Grèce, et de faire connaître au public tout ce que nous savons sur les

événemens dont elle a été le théâtre. Nous avons voulu seulement proposer l'unique moyen de salut qui nous paraît exister dans la position où se trouve réduit ce malheureux pays. C'est d'ailleurs une application directe de nos principes de physiologie de l'espèce. Nous ajouterons cependant un mot de doctrine avant de terminer cet article. Si la population grecque eût fait partie de l'église latine, si elle eût été catholique, elle n'eût point été courbée, au moins aussi long-temps, sous le joug musulman. Mais le schisme grec la sépara de la grande famille européenne, dont l'union, pendant au moins six siècles, fut maintenue par le seul pouvoir de l'église catholique et romaine, et en conséquence elle resta isolée et abandonnée aux coups des Ottomans. Il n'en fut point ainsi de l'Espagne et de la Sicile : la guerre religieuse les conquit sur les Arabes et les rendit à la civilisation européenne. Le monde latin formait un corps compacte et immense, assez puissant pour résister aux invasions du Nord, du Midi et de l'Est, ou au moins pour les dominer et s'assimiler les peuples qui pénétraient dans son sein. Le monde grec, au contraire, était trop faible de terres, de population, d'organisation militaire et religieuse pour ne pas subir complètement la conquête matérielle ; et encore devant l'attaque il fut privé de secours. Certainement, les causes qui ont séparé les Grecs de l'église latine et de la grande famille catholique furent [16] indépendantes de toute volonté humaine ; mais nous devons montrer quelles en furent les suites, quand nous rencontrons cette occasion d'exposer notre opinion sur l'influence du catholicisme au moyen âge, influence qui alors ne fut pas pernicieuse, comme on l'a dit, mais utile au plus haut degré. On connaît d'ailleurs notre pensée sur le néant actuel de tout essai de retour vers l'unité catholique en Europe³.

³ [16 n. 1] Voyez tome 3, page 297 et 526, et tome 4, page 454.

CONSIDÉRATIONS

SUR LES PROGRES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, DANS SES RAPPORTS AVEC L'ORGANISATION SOCIALE.

(Deuxième article)⁴.

QUESNAY, – TURGOT.

NOUS avons vu, dans notre premier article, que la science de l'économie politique, créée au moment où l'ancien système social touchait à sa complète destruction, avait été conçue par les philosophes de cette époque comme étant la science générale, comprenant l'ensemble de tous les faits sociaux, et devant ainsi présenter, pour résultat d'application, une constitution conforme au type [18] d'organisation que ces réformateurs politiques appelaient *l'ordre naturel et essentiel des sociétés*. Nous allons chercher à rendre compte de cette idée générale qui dominait leurs travaux, c'est-à-dire, du plan d'après lequel ils voulaient reconstruire l'édifice social, et de la méthode qu'ils employaient pour faire cet immense travail.

Nous l'avons déjà dit, le but des économistes était bien plutôt une simple réforme des abus, que la destruction de l'ordre social auquel ils étaient soumis. La critique n'avait pas alors employé ses dernières armes, elle n'était pas encore populaire, et d'ailleurs les économistes appartenaient presque tous, soit par leurs rapports privés, soit par les titres dont ils étaient revêtus, aux classes qui avaient le moins à désirer un changement complet dans les relations des hommes entre eux⁵; enfin, le reproche même qui a été fait à une branche importante de la secte économique, celle qui était formée par Mercier de la Rivière et l'abbé Baudeau, de trop accorder au pouvoir absolu, prouve [19] encore combien leurs dispositions étaient en général peu hostiles contre les anciennes formes sociales, car ces deux écrivains étaient, l'un et l'autre, parfaitement imbus des principes fondamentaux de la secte. Les économistes, suivant l'expression de Turgot, dans son éloge de M. de Gournay, ne voulaient pas surtout *qu'on abattît le vieux édifice avant d'avoir jeté les fondemens du nouveau; ils voulaient qu'avant de mettre la main à l'œuvre, on eût un plan fait dans toute son étendue, afin de n'agir en aveugle, ni en détruisant, ni en conservant, ni en reconstruisant.*

Nous avons dit, dans notre premier article, que les économistes partaient d'une vue générale sur la société et d'un type d'organisation vers lequel ils faisaient tendre leurs conceptions sur les faits de détail qu'ils observaient de ce point de vue. La crainte de Quesnay, qui était intimidé en présence de Louis XV, dont il était le premier médecin, parce qu'il songeait toujours que la seule volonté de l'homme auquel il parlait pouvait lui faire

⁴ [17 n. 1] Voyez au volume qui précède, page 373.

⁵ [18 n. 1] Il suffit de lire la liste des économistes, divisés en deux classes, l'une présidée par Quesnay, l'autre par de Gournay, pour voir que la milice économique se recrutait dans la noblesse et le clergé. Voici les noms les plus connus. Dans la première : *le marquis de Mirabeau, le comte Verri, Tavanti, ministre d'état à Florence, l'abbé Roubaud, de Saint-Péravy, de Fourqueux, le comte Chreptowicz, le grand-duc de Bade, l'archiduc Léopold, de Vauvilliers, Mercier de la Rivière, l'abbé Baudeau, Bertin, Abeille, Dupont de Nemours*; et dans la deuxième : *de Malesherbes, Trudaine de Montigny, l'abbé Morellet, d'Invau, le cardinal de Boisgelin, l'archevêque d'Aix de Cicé, d'Angeul, le marquis de Beccaria, et Filangieri, membre du conseil général des finances à Naples.*

trancher la tête⁶ ; cette crainte, aussi exagérée que la comparaison que fait Blackstone⁷ entre la France et la Turquie, montre assez combien l'organisation sociale de son temps lui paraissait vicieuse ; aussi toutes ses pensées étaient dirigées vers une réforme politique, et par conséquent vers la conception d'un plan de réorganisation. A cette époque, nous le [20] répétons, les réformateurs n'étaient pas hostiles ; Louis XV appelait Quesnay *son penseur* ; l'impératrice de Russie attirait à sa cour Mercier de la Rivière, tandis que l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse faisaient des offres séduisantes à de Gournay, pour le fixer auprès d'eux. Cependant l'union qui existait entre presque tous les penseurs du siècle, leur vénération pour le fondateur de la science, leur dévouement pour les idées neuves et généreuses qu'ils propageaient, donnaient aux économistes le caractère d'un parti politique. Mais ce parti était ennemi du désordre ; il lui était d'ailleurs impossible de le provoquer, car il ne renfermait dans son sein aucun écrivain capable de donner à ces nouvelles idées la forme populaire ; aussi l'autorité aveugle comprit à peine⁸ combien ces hommes pouvaient lui être utiles ; elle ne s'aperçut pas qu'elle devait s'appuyer sur eux, en écoutant leurs conseils, seul moyen d'opérer en paix une réforme sociale devenue inévitable.

L'enthousiasme des élèves de Quesnay, leur admiration pour le génie de cet illustre fondateur de la science économique, les hommages que lui rendirent des hommes tels que Smith et Turgot, font éprouver un sentiment bien doux. On proclamait comme le premier génie du siècle un homme qui n'était connu dans le monde savant que par quelques ouvrages de médecine peu importants, et par des [21] opuscules sur des sujets qui n'étaient pas encore classés dans la grande série des connaissances humaines : et malgré la plaisante mais ridicule critique que Voltaire⁹ a faite des idées de la secte économique, ces idées étaient en général le résultat d'une vue plus large, plus *libérale* que celle de l'auteur de *l'Homme aux quarante écus*. Quesnay avait cherché à s'élever jusqu'à la conception de l'ordre social qui devait remplacer le désordre que Voltaire savait si bien faire ressortir et qui existait alors dans la société ; en dirigeant ainsi ses travaux, il ne pouvait pas prétendre à une réputation populaire ; s'adressant à un petit nombre d'hommes studieux, auxquels il soumettait des idées nouvelles, il devait renoncer à cet encens enivrant que Voltaire respira. Un philosophe qui porte sa vue sur l'avenir doit se résigner à n'être bien compris que par quelques hommes ; leur approbation suffit pour le consoler des attaques de l'ignorance ; il faut tant d'années pour qu'une vérité nouvelle devienne populaire !

Quesnay, procédant scientifiquement, avait divisé son système en trois parties : la première renfermait la conception philosophique d'un type d'organisation sociale ; la seconde présentait *le tableau* de la société divisée en trois [22] classes, et des rapports qui les liaient entre elles pour la distribution des produits du sol ; enfin la troisième partie était consacrée à l'application de la conception philosophique, c'est-à-dire à faire concorder les résultats du *tableau économique* avec l'ordre typique qui avait été imaginé ; et pour nous servir des termes de Quesnay, il avait pour but d'exposer, d'une part, *le droit, l'ordre et les lois naturels*, de

⁶ [19 n. 1] Mémoires de M^{me} du Hausset.

⁷ [19 n. 2] « On pourrait alors (dans le cas où les lois principales de la constitution n'existeraient pas) faire périr ou exiler tous ceux qui déplairaient au gouvernement, ainsi que cela se pratique en Turquie et en France. » (Blackstone, liv. IV, ch. 27, § 5).

⁸ [20 n. 1] En élevant Turgot au ministère, Louis XVI croyait donner le portefeuille, non au premier philosophe, mais au plus honnête homme de son royaume.

⁹ [21 n. 1] Voltaire, à qui l'on a si souvent reproché ses connaissances très-superficielles sur beaucoup de sujets, s'était au moins cru obligé d'étudier un peu les sciences exactes, quand il avait voulu propager en France les découvertes de Newton ; mais pour critiquer les économistes, il ne daigna pas prendre autant de peine, et *l'Homme aux quarante écus* est rempli des préjugés populaires que la nouvelle science venait combattre et détruire à jamais.

l'autre, les moyens d'asseoir sur cette base inébranlable, qui lui paraissait soutenue par l'évidence, *les droits, l'ordre et les lois politiques*.

C'est principalement la seconde partie de ses travaux, c'est-à-dire, *le tableau économique*, qui a frappé ses disciples et ses critiques ; il en est résulté que, la science de l'économie politique, n'étant plus envisagée du point de vue élevé où s'était placé son fondateur, a été renfermée par ses successeurs dans un cadre étroit, et que leur attention a été plus particulièrement fixée alors sur les détails : c'est ce que nous ferons surtout remarquer, lorsque nous nous occuperons des ouvrages publiés de nos jours sur l'économie politique. En nous arrêtant sur le tableau économique plus particulièrement que sur les autres points de la doctrine, nous pourrions paraître tomber dans l'erreur que nous reprochons aux successeurs de Quesnay ; cette opinion ne serait cependant pas fondée, mais nous serons en effet contraints de donner plus de développement à cette partie de la théorie des économistes, parce que c'est elle qui a été principalement propagée par eux et combattue par leurs adversaires. Nous montrerons d'ailleurs comment *le tableau économique*, qui semble devoir être l'expression d'un fait matériel assez facile à observer, la distribution des produits, était une conséquence indirecte de la conjecture à [23] laquelle les économistes voulaient rattacher tous les faits sociaux.

Cette conjecture était l'idée de la propriété fondée sur le *droit naturel* et la *justice*. Avant Quesnay, on avait peut-être fait quelques essais pour systématiser l'idée des droits de l'homme ; mais cette idée essentiellement critique et qui sert d'armes à l'opprimé pour attaquer l'oppresser, en contestant son *droit*, que l'on appelle alors usurpation ; cette idée, disons-nous, n'avait plus la même valeur comme base d'une réorganisation sociale ; toutefois Quesnay avait senti la nécessité de définir avec soin les mots vagues de *droit* et de *justice* et c'est par cette recherche qu'il commença ses travaux.

Avant de considérer le droit naturel des hommes, disait-il, il faut considérer l'homme lui-même dans ses différens états de capacité corporelle et intellectuelle. Partant de ce premier principe, il en concluait l'*inégalité* du droit naturel des hommes, basée sur l'*inégalité* des capacités productives de chacun ; ensuite il montrait la nécessité des réunions d'hommes en sociétés, non *par le fait même*, mais comme une interprétation de la volonté éclairée qui avait présidé à la création de l'univers. Ces associations, rendant le travail plus facile, augmentent ses produits et exigent des premières conventions qui garantissent *la sûreté* des personnes et *la propriété* des instrumens et de l'habitation. La *sûreté* et la *propriété* sont donc les premières règles d'ordre déduites de la conception du droit naturel de l'homme, considéré comme membre d'une société. La complication des rapports résultans de l'accroissement progressif des richesses, exige des lois positives qui garantissent l'ordre le plus avantageux aux hommes réunis en [24] société ; et comme ces lois positives doivent être conformes à l'ordre naturel, la première de toutes ces lois est celle qui établit l'enseignement public et privé des lois de l'ordre naturel : *la raison*, éclairée par la connaissance *évidente* des lois *naturelles* devient alors la règle du meilleur gouvernement possible. Enfin il résulte de cet enseignement général des lois de l'ordre naturel, que *la liberté* de chacun ne saurait être restreinte, puisque ce qui est prescrit par la loi est manifestement l'objet du meilleur choix que puisse faire *la liberté*.

Ainsi, l'*inégalité* des facultés était considérée comme la cause de toute coopération sociale ; et *la sûreté* et *la liberté*, garantissant à chacun l'usage de *sa propriété*, dans une direction conforme à l'ordre naturel *publiquement enseigné*, devait être la base de *la législation*.

Tels étaient les principes fondamentaux qui servaient de point de départ à Quesnay. Il reconnaissait dans la constitution individuelle de l'homme la nécessité de sa réunion avec ses semblables, non pas uniquement pour améliorer le sort des plus faibles en diminuant le bien-être des forts, mais pour augmenter les jouissances de tous. Les lois qui devaient présider à

ces associations lui paraissaient être une conséquence immédiate du *devoir* imposé à l'homme, par sa propre organisation, de soutenir et d'améliorer son existence ; et sans avoir égard à l'influence que doivent exercer sur l'homme lui-même les perfectionnements qu'éprouve constamment son intelligence, perfectionnements qui changent nécessairement sa manière d'envisager ses moyens de bien-être ; il prétendait démontrer l'évidence d'un code *naturel* qui, en tous lieux, en tout temps, devait et aurait dû servir de base aux relations des hommes [25] entre eux. Il suffit cependant d'observer cette faculté que possède l'espèce humaine de transmettre de génération en génération les découvertes qu'elle fait, pour concevoir que l'exploitation du globe, par exemple, devient chaque jour plus facile, parce que les travailleurs savent constamment mieux combiner leurs efforts ; la manière de juger les rapports sociaux *les plus avantageux aux hommes réunis en société*, est également une conséquence nécessaire de l'état des lumières répandues parmi les hommes qui se tiennent à la tête de la science, et la forme sociale qu'ils proclament la meilleure est en effet, à chaque époque, la seule qui soit applicable à l'état des esprits, puisqu'elle répond directement au degré de connaissances acquises par l'humanité. Ces réflexions feront sentir qu'il était impossible de ne pas s'égarer, en considérant les facultés de l'homme abstrait comme devant seules fournir le type de l'ordre social le plus avantageux. Le titre d'ordre *naturel*, qu'on donnait à cette organisation nouvelle, montrait l'erreur dans laquelle Quesnay était plongé ; car, toutes les formes sociales, toutes les relations d'homme à homme, de peuple à peuple, que nous observons dans le passé, sont *naturelles*, sont des conséquences nécessaires de l'organisation humaine ; le système de Quesnay, pour mériter le titre *d'ordre naturel*, aurait dû être également une conséquence de l'état auquel parviendrait un jour l'espèce humaine, dans la série non interrompue de ses progrès ; c'était ce qu'il fallait nécessairement prouver pour faire regarder l'application de ce système comme inévitable : or, il est impossible de démontrer d'avance que tel ordre social sera un jour *naturel*, c'est-à-dire exigé par l'état des lumières et de la richesse, si l'on ne sait pas trouver dans les éléments [26] de l'activité sociale une tendance qui les pousse vers un but déterminé. Nos observations ne portent pas ici sur la valeur même des principes adoptés par Quesnay, nous les jugerons mieux lorsque nous nous occuperons de leur application ; nous voulons uniquement faire remarquer que ce philosophe, par la méthode qu'il a employée pour s'élever à l'idée générale qui le dirige, c'est-à-dire, à la création d'un type d'ordre social, donnait à ses principes la valeur de simples conjectures, puisqu'ils ne lui étaient pas fournis par un aperçu des faits généraux qui pouvaient seuls les revêtir du caractère positif.

Après avoir exposé ces idées fondamentales, Quesnay, pour en montrer l'application, la faisait précéder du *tableau économique*, par lequel il représentait le mécanisme de la production des richesses et de leur distribution parmi les membres de la société, qu'il divisait en trois classes : la classe *productive*, la classe *des propriétaires* et la classe *stérile*. Cette décomposition était la conséquence d'un principe incontestable dans le fond, mais étendu outre mesure, d'après lequel la terre était considérée comme étant la source¹⁰ *unique* de la

¹⁰ [26 n. 1] Ces analogies de mots nous trompent bien souvent : sans doute la terre est la *source* de la richesse, le travail de l'homme en est aussi la source ; car, si la nature n'existait pas, ou si le globe n'était pas habité, il y n'y aurait pas lieu à parler de richesse, mais une définition basée sur une telle puérilité ne mène à rien. La terre est la source des richesses, comme une rivière est la source d'un canal qu'elle alimente ; sans rivière, pas de canal, rien de plus évident ; mais que faut-il en conclure ? Que des eaux renfermées entre deux rives régulières, élevées à une hauteur constante, facilement navigables, [27] faisant communiquer des pays séparés par des obstacles naturels, etc., etc., etc., ne sont pas une source de richesses, tandis que le torrent inégal dans lequel elles ont été puisées serait la source unique de toutes les richesses produites au moyen du canal ? Ce serait absurde. Ce mot *source* remplace celui de *cause* : la rivière est la *cause* du canal, comme le canal est cause que les terres qui l'avoisinent sont mieux cultivées, comme l'abondance et le choix de la nourriture, la salubrité du logement et des habits, l'instruction enfin que possède le travailleur, sont des causes d'un travail plus productif et par conséquent de nouvelles richesses. L'agriculture est la source des richesses, mais ces richesses ne serviraient à rien et ne

richesse, la classe *productive* était [27] en conséquence celle des cultivateurs, et la classe *stérile* se composait de tout ce qui n'était pas cultivateur ou propriétaire foncier, ou bien encore gouvernant ; car ceux-ci étaient assimilés aux propriétaires fonciers, par suite d'une fiction qui consistait à supposer que les gouvernans étaient co-propriétaires des terres, pour une portion servant de gage hypothécaire à l'impôt.

D'après cette division, et en supposant qu'avec une avance annuelle de deux milliards l'agriculture produisît pour cinq milliards de richesses, dont un cinquième servirait à l'entretien de la classe productive, et deux cinquièmes seraient destinés à renouveler le fonds d'avances annuelles, les deux cinquièmes restans étaient appelés *produit net* ou *revenu*, et voici le tableau des opérations au moyen [28] desquelles on prétendait que la distribution ou la circulation des richesses s'effectuait.

Le total des cinq milliards est partagé d'abord entre la classe productive et la classe des propriétaires ; ceux-ci DEPENSENT *un milliard en achats* faits à la classe productive, et un milliard en achats faits à la classe stérile : la classe productive *vend* pour trois milliards aux deux autres classes, elle *rend* deux milliards pour le paiement du revenu, et DEPENSE un milliard en *achats* qu'elle fait à la classe stérile, qui reçoit ainsi deux milliards qu'elle *emploie* à la classe productive en *achats* pour la subsistance de ses agens et pour les matières premières de ses ouvrages ; et la classe productive DEPENSE elle-même annuellement pour deux milliards de productions, ce qui complète la dépense ou la consommation totale de cinq milliards¹¹ ; ces divers mouvemens étaient formulés ainsi :

mériteraient pas ce nom, si elles n'étaient pas transformées ou transportées ; les manufactures et le commerce sont donc aussi des sources de richesses ; ceux qui les exploitent appartiennent par conséquent à la classe productive ; les mariniers du canal, les constructeurs des bateaux dont il est couvert, sont des *producteurs*, aussi bien que les laboureurs dont ils transportent les produits.

¹¹ [28 n. 1] Cette explication est extraite, comme presque tout ce que nous dirons sur Quesnay, de la Physiocratie de Dupont de Nemours. On remarquera, dans le tableau, que les lignes ponctuées indiquent : 1° celles qui partent de la colonne des propriétaires, la manière dont ils emploient leur revenu ; 2° celles qui joignent les sommes portées aux deux autres colonnes, le commerce réciproque entre les classes stérile et productive.

[29]

FORMULE

DU

TABLEAU ECONOMIQUE

REPRODUCTION TOTALE — *Cinq Milliards.*

	AVANCES ANNUELLES de la classe productive.	REVENU des propriétaires de terre de et des gouvernans.	AVANCES de la classe stérile.
SOMMES qui servent à payer le revenu et les intérêts des avances primitives.	— 2 milliards.	— 2 milliards.	— 1 milliard
DEPENSES des avances annuelles.	1 Milliard... 1 Milliard... 1 Milliard... 2 Milliards.		...1 Milliard. ...1 Milliard. 2 Milliards, dont moitié reste comme fonds d'a- vance pour l'année suivante.
TOTAL...	5 Milliards.		

[30] Ce tableau, qui paraît d'une grande simplicité, éviterait cependant des développemens trop longs si nous voulions expliquer toutes les conséquences que les économistes en tiraient ; ces développemens d'ailleurs ne pourraient satisfaire qu'un désir de curiosité, puisque la doctrine de Quesnay a été jugée et condamnée, depuis long-temps, du moins dans cette partie : nous nous contenterons donc de faire remarquer le vice fondamental du tableau économique ; ceci nous paraît d'autant plus important que les critiques qui en ont été faites jusqu'à présent n'ont porté que sur une chose qui lui est pour ainsi dire étrangère.

Smith, et presque tous ses successeurs, ont condamné Quesnay, principalement à cause de sa division des hommes laborieux en deux classes, ceux qui exploitent le sol, et ceux qui changent les produits de place ou bien qui leur donnent une nouvelle forme pour les rendre propres à satisfaire nos besoins. Ils ont, avec raison, prouvé que les divers procédés de l'agriculture, des manufactures et du commerce, étaient tous *productifs*, et que la distinction entre les différens moyens d'appliquer le travail humain à l'exploitation du globe et à l'appropriation des matières brutes qu'il fournit à l'homme, n'était pas suffisante pour refuser à quelques-uns d'entre eux l'épithète de *productifs*. Cette critique était très fondée, à cause des conséquences que les économistes en tiraient et qui étaient contraires au grand principe de liberté qu'ils proclamaient, car elles établissaient, en faveur de l'agriculture, une priorité qui devait engager l'administration à protéger, à exciter, à diriger¹², là où, suivant Quesnay lui-même, [31] elle devait simplement *laisser faire et laisser passer*. Mais les contradictions doivent se rencontrer fréquemment dans un système incomplet, et *le tableau économique* en présente une plus extraordinaire, peut-être, et plus difficile à déraciner, car nous en découvrons encore les traces dans presque tous les ouvrages d'économie politique écrits de nos jours.

On a dû remarquer que les mots *dépenser, acheter, vendre*, dont nous nous sommes servis, d'après les économistes, pour expliquer les relations qui existent entre les trois classes de la société, renferment tous l'idée de *monnaie*, qui devrait être tout-à-fait écartée quand on veut montrer les résultats définitifs de la distribution des produits. Les économistes qui avaient si vigoureusement attaqué le préjugé de la balance du commerce, n'ont cependant pas pu se mettre complètement à l'abri des illusions de l'argent. Si, en conservant leur division en trois classes, on ôtait ce mot de *milliards*, et si l'on raisonnait sur des chiffres qui représenteraient des produits et non de l'argent, le tableau économique se réduirait à cette phrase : La classe productive consomme les deux cinquièmes de la récolte sur le sol même qui la donne ; elle en emploie un cinquième à se faire faire, par la classe stérile, des habits, des meubles, etc. ; enfin elle donne les deux cinquièmes restans aux propriétaires oisifs qui les consomment, soit sous leur forme brute (ce qui n'arrive [32] presque jamais, tous les produits agricoles exigeant une préparation quelconque, même les fruits), soit en les faisant préparer par la classe stérile, qui en retient encore une partie comme salaire de son travail.

Les économistes voyaient bien autre chose dans leur tableau. Ils se figuraient que la classe productive *vendait* ses produits aux propriétaires comme à la classe stérile, et il en résultait une très-fausse manière d'envisager les rapports des trois classes entre elles. La classe productive vend bien ses produits à la classe dite stérile, c'est-à-dire, qu'elle livre à celle-ci des produits bruts qui lui sont rendus fabriqués ; mais elle ne vend pas le blé, le vin, tous les produits au moyen desquels elle paye les fermages ou l'intérêt des fonds qu'elle emprunte, car on ne lui rend rien en échange ; elle donne gratuitement, à une certaine classe d'hommes, les moyens de se reposer. Lorsqu'on s'abandonne aux principes des économistes, non-seulement il est impossible de concevoir l'existence d'un pays où il n'y aurait pas une

¹² [30 n. 1] Une des maximes de Quesnay portait textuellement : Que le [31] gouvernement économique ne s'occupe qu'à *favoriser* les dépenses productives et le commerce des denrées du crû, et qu'il *laisse aller* d'elles-mêmes les dépenses stériles.

classe oisive composée de propriétaires et de rentiers, mais encore il semble que la production soit réellement encouragée, favorisée par les rentes que payent les travailleurs aux oisifs.

Nous l'avons déjà souvent répété dans ce journal : tant que l'état des lumières et de l'industrie a exigé que la société soit soumise à l'empire de la force, une classe entière vivait aux dépens des travailleurs, et ce tribut, conséquence nécessaire d'un état social dans lequel la puissance militaire prédominait, était alors compensé par le service que rendait à la société tout entière une classe privilégiée, sans laquelle l'humanité aurait été replongée dans la barbarie ; nous ne reprochons donc pas aux économistes tout [33] ce qu'ils ont pu déduire de leur tableau, relativement à la nécessité d'entretenir largement les dépenses publiques, et, sous ce rapport, il est permis de dire, seulement comme métaphore, *les contribuables achètent les services productifs des gouvernants, ceux-ci vendent la sécurité*, etc. ; mais toutes ces expressions figurées entraînent bien loin lorsqu'il s'agit d'apprécier scientifiquement les relations sociales. Le cultivateur n'achète *rien* du propriétaire, il ne lui vend *rien* ; celui-ci prend une portion des produits, à la création desquels il n'a contribué par aucun travail ; il ne travaille pas, il ne produit absolument rien ; il loue, il afferme une place ou des instrumens productifs ; et confondre la location d'une terre avec le travail nécessaire pour l'exploiter, réunir ces deux actions sous un même nom, c'est se condamner à d'éternelles erreurs.

Nous reviendrons plus particulièrement sur cette fausse idée, en nous occupant des économistes modernes qui en ont fait un abus constant et qui, par cela seul, n'ont pas compris, suivant nous, la théorie du crédit. Il nous suffit de faire observer ici que le grand principe d'ordre social, *la propriété*, avait ébloui Quesnay au point de lui faire envisager la société en se plaçant au point de vue des propriétaires et non des producteurs. Le tableau économique montre en effet, malgré la préférence accordée en apparence à la classe productive, que tout l'ordre social repose plus particulièrement et doit toujours reposer sur les propriétaires qui étaient, aux yeux des économistes, les véritables régulateurs de la production, et par conséquent du bien-être général. Aussi attachent-ils une très-grande importance à examiner comment les propriétaires emploient leurs revenus ; s'ils le dépensent en produits bruts du sol ou en [34] produits manufacturés¹³. Toutefois il est nécessaire d'observer que Quesnay considérait toujours les propriétaires comme chargés du soin de conserver, *d'améliorer* leurs biens et d'en *accroître* la culture en consacrant une portion de leurs revenus à augmenter, à perfectionner les instrumens ou les méthodes d'exploitation. Cette confusion constante dans les attributions spéciales de chaque classe, devait avoir de graves inconvéniens, et c'est ici le moment de remarquer qu'on était bien loin, alors, de comprendre la nécessité de traiter les faits des sciences morales et politiques, comme les phénomènes dont on s'occupe dans les sciences exactes, c'est-à-dire de les classer en raison de leur homogénéité. Perfectionner des instrumens et des moyens de culture, c'est un travail mécanique ou scientifique qui ne tient pas à ce qu'on est propriétaire, mais bien à ce qu'on est mécanicien ou savant observateur : l'homme qui *améliore* une terre, qui *accroît* la culture, n'est pas celui qui paie les instrumens aratoires, les engrais, les granges, etc. Celui-ci contribue, il est, vrai, à ce que toutes ces choses se fassent, mais il n'y contribue pas de la même manière que celui qui les fait, et surtout il ne contribue pas, comme celui qui les emploie, à l'accroissement [35] de produits qui résulte de cette amélioration dans la culture. En donnant aux propriétaires le caractère de producteurs, Quesnay confondait deux attributs de nature diverse, qui se rencontrent quelquefois, il est vrai, dans le même individu, mais qui doivent cependant suffire pour

¹³ [34 n. 1] Quesnay prétend que le propriétaire qui achète un litron de petits pois 100 liv., fait beaucoup plus de bien que celui qui achète un galon d'or 100 liv., parce que le premier force à cultiver la terre Il aurait bien pu dire également, que l'homme qui achète une peau d'agneau 100 liv., fait plus de bien que celui qui achète un habit de 100 liv., et alors engager tout le monde à se couvrir de peaux et non de draps ; l'agriculture précède les manufactures, sans doute, mais il n'y a pas à établir une supériorité entre l'utilité du laboureur et celle du boulanger : l'un est aussi indispensable que l'autre.

donner lieu à une classification basée sur cette différence même : ainsi le propriétaire qui perfectionne la culture de son champ, et celui qui en perçoit le fermage, ne font pas des actes de même nature ; la même différence existe entre le simple commanditaire d'une fabrique, et l'homme qui dirige le travail, invente les machines, compose les couleurs ou les dessins.

Nous revenons malgré nous sur cette idée, quoiqu'elle doive se représenter encore, parce qu'elle est d'une importance bien grande dans toutes les conceptions d'ordre social.

Après avoir montré que les rapports des trois classes de la société, tels qu'ils étaient représentés dans le tableau économique, étaient *nécessaires*, c'est-à-dire conformes au *droit naturel*, Quesnay, donnant à ces rapports le nom d'*ordre social physique*, avait cherché à combiner cet ordre physique avec sa conception du droit naturel, de manière à en déduire des maximes fondamentales ou lois naturelles, capables de *procurer le plus grand bien-être possible à l'humanité*. C'est dans cette partie consacrée à l'application du système, que se trouvaient les vues politiques des économistes.

La conception d'un but déterminé, *l'accroissement de l'agriculture*, vers lequel devait tendre toute action sociale, avait bien fait sentir aux économistes, que le système des *contreforces et des garanties* était radicalement vicieux, puisqu'il s'opposait à l'unité d'action ; ils en concluaient que l'autorité souveraine devait être *unique*, et qu'il suffisait, pour être certain que cette autorité fût toujours tutélaire et jamais oppressive, que le peuple fut instruit des lois générales de l'ordre naturel, parce qu'alors les réglemens sociaux auraient, aux yeux du législateur et du gouverné, le même degré d'*évidence*. Ces mots, autorité souveraine *unique*, auraient exigé une définition exacte ; nous ne la retrouvons pas dans les ouvrages de Quesnay, que nous avons sous les yeux ; mais si nous en jugeons par les diverses interprétations que ses commentateurs ont données à cette phrase, nous verrons qu'ils ont tous vu dans l'idée d'*unité*, la puissance d'*un individu*, tandis qu'il s'agit de l'unité d'action, qui ne renferme pas nécessairement l'obligation d'obéir à la volonté d'*un seul homme*¹⁴ : l'unité d'action résulte directement de l'unité de but, quel que soit le nombre des personnes qui exercent l'autorité souveraine ; elle ne peut d'ailleurs exister que dans la partie *active* de la société : c'est là qu'il faut la chercher et non dans la classe oisive, éloignée de toute espèce de travail, et par conséquent de toute coopération sociale.

Les maximes les plus importantes après celle-ci étaient relatives à *la sûreté de la propriété* tout en faisant ressortir la différence qui existait, suivant les économistes, entre [37] les fortunes foncières et les fortunes mobilières, celles-ci étant *des richesses clandestines* qui ne *connaissent ni roi ni patrie* ; à *l'impôt*, qui, étant limité par le produit net des biens fonds, devait être prélevé directement sur les propriétaires fonciers ; à *la population*, dont l'augmentation était bien moins importante que l'accroissement du revenu ; à *la LIBERTE de la culture*, en indiquant toutefois la nécessité de *favoriser* la multiplication des bestiaux et les exploitations par grandes fermes, et de ne pas trop étendre l'emploi de l'argent et des hommes aux manufactures et au commerce de luxe ; à *la LIBERTE du commerce intérieur et extérieur*, assurée par la plus grande concurrence, en ne perdant pas de vue cependant que le commerce avec l'étranger pouvait être désavantageux, non pas comme le prétendaient les partisans de la balance du commerce, par l'exportation des métaux précieux, mais par l'importation de certains produits, qui, par leur qualité, s'opposaient au développement de l'agriculture nationale, et par conséquent de la félicité publique.

Le développement de ces maximes renfermait donc le code des lois relatives à la souveraineté, à l'enseignement de la doctrine sociale, à la sûreté des personnes et des propriétés, et à l'influence politique réservée aux propriétaires fonciers, soutiens véritables *du roi et de la patrie* ; c'est au moyen de ces principes que devaient être résolues les questions de

¹⁴ [36 n. 1] L'ouvrage de Mercier la Rivière est principalement consacré au développement de cette grande idée ; c'est ce qui a fait reprocher à cet écrivain d'être partisan du despotisme ; il l'était en effet, mais il croyait avoir trouvé le moyen de rendre le despotisme légal et aussi avantageux au souverain qu'à la nation.

population ; enfin, c'était sur eux qu'on devait établir le système financier et les réglemens de l'industrie agricole, commerciale ou manufacturière.

Telle était la doctrine de Quesnay ; elle présentait un système d'organisation sociale qui, malgré les erreurs capitales qu'il renferme, commande l'admiration pour le génie de son auteur. Quesnay n'avait réellement pas de devanciers auxquels on puisse directement rattacher ses travaux, et il s'occupait d'avance d'une réorganisation sociale, au moment où presque tous les hommes que l'opinion publique a élevés si haut, consacraient la puissance de leur talent à faire ressortir les vices de l'ancien système. Comme tous les hommes qui travaillent pour l'avenir, les économistes ne furent compris que par quelques esprits élevés qui modifièrent peu à peu la conception du maître. Déjà de Gournay, contemporain de Quesnay, avait signalé quelques-uns des vices de la théorie des économistes ; il avait reconnu que la décomposition de Quesnay en classe productive et classe stérile était fautive ; il pensait que le travail du fabricant était productif, augmentait la richesse publique, aussi bien que le travail de l'agriculteur ; il avait encore aperçu les avantages résultant de la baisse de l'intérêt, c'est-à-dire de la réduction de la rente que les travailleurs font aux oisifs qui leur louent les instrumens du travail. Cependant ces perfectionnemens de détail n'établissaient pas une nuance sensible entre les doctrines de cet économiste et celles de Quesnay ; les amendemens qu'il apportait aux théories admises, et surtout le premier que nous venons d'indiquer, qui aurait pu le conduire à de nouvelles idées, puisqu'il avait pour résultat de présenter la société divisée seulement en deux classes, les travailleurs d'une part et les non-producteurs de l'autre ; ces amendemens, disons-nous, ne l'empêchèrent pas d'adopter tous les principes de liberté professés par Quesnay ; il les développait, même avec force, en les suivant dans les plus petits détails, et surtout en réclamant le *laissez faire et laissez passer* pour tous les actes de la production, sans apercevoir la nécessité d'un moyen d'ordre pour parer aux inconvéniens de la concurrence, en conservant tous ses avantages. Une phrase que nous trouvons dans l'éloge que Turgot a fait de cet homme savant et modeste, contenait le germe de la nouvelle idée qui doit, suivant nous, servir à régulariser le mouvement industriel ; mais la manière même dont elle est exprimée prouve qu'elle ne s'était pas révélée à l'esprit de Turgot ; en parlant de la liberté des transactions commerciales, il dit : « Ce n'est pas que, dans des cas particuliers, il ne puisse y avoir un marchand fripon et un consommateur dupe ; mais le consommateur trompé s'instruira et cessera de s'adresser au marchand fripon : celui-ci sera *décrédité* et puni par là de sa fraude. » Certes ce moyen, tel qu'il est présenté, est un triste remède ; mais le mot *décrédité* si on le prend dans toute son acception, renferme une grande idée : c'est en *décréditant* l'ignorance, la mauvaise foi ou bien l'imprudence, et en *créditant* au contraire l'intelligence, la probité, la régularité, que l'on pourra parvenir à moraliser et à régler l'industrie, et alors, comme nous l'avons déjà dit ailleurs, l'organisation des banques remplacerait, comme moyen d'ordre, les corporations, les maîtrises et les jurandes, contre lesquelles de Gournay et tous les économistes s'élevaient avec tant de raison.

Turgot, jeune encore à l'époque où Quesnay posait les bases de la science, lié avec de Gournay qui avait dirigé ses premières méditations sur l'économie politique, et digne en tout de perfectionner les idées de ses maîtres, s'était occupé avec ardeur d'une étude dont il sentait toute l'importance pour la carrière politique qu'il était appelé à parcourir. Après avoir embrassé d'un coup d'œil philosophique le cercle immense des connaissances humaines¹⁵, Turgot devait porter dans la science des richesses de nouvelles lumières ; animé comme ses maîtres par cette ardente philanthropie qui crée les grands hommes, il sentait comme eux que l'ordre social au milieu duquel il vivait favorisait toujours la partie riche et oisive de la société, au préjudice de la partie pauvre et laborieuse¹⁶, et il recherchait les

¹⁵ [40 n. 1] Voyez son *Histoire des Progrès de l'Esprit humain*.

¹⁶ [40 n. 2] Eloge de M. de Gournay, par Turgot.

nouveaux principes sur lesquels l'espèce humaine plus éclairée et plus riche pouvait fonder son bonheur.

Les recherches que Turgot avait faites pour servir de preuves à la grande idée philosophique des progrès de l'esprit humain, l'avaient habitué à remonter historiquement à l'origine des faits sociaux, pour en constater l'enchaînement progressif ; aussi ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, commencent-elles par un aperçu de la marche des travaux humains. Il montre dans cet exposé rapide comment l'industrie agricole, premier moyen de production, a dû bientôt permettre à une portion de la société de se livrer exclusivement aux travaux nécessaires pour préparer les produits bruts du sol, et dès-lors il divise la société en deux classes, celle des cultivateurs qu'il appelle *productrice*, et celle des artisans à laquelle il ne donne pas, comme Quesnay, le [41] nom de *stérile*, mais qu'il désigne par celui de *stipendide*. Cette différence était un progrès, car Turgot, tout en attribuant la priorité à l'agriculture, considérait cette primauté comme une nécessité physique ; il exprimait par deux mots différents des travaux qui lui paraissaient mériter le même degré d'estime et d'importance, et il constatait seulement un fait, c'est-à-dire, que l'exploitation du sol précédait nécessairement les transformations que l'industrie manufacturière fait subir aux produits de l'agriculture.

Dans les premiers temps, dit Turgot, le propriétaire n'était pas distingué du cultivateur ; c'est lorsque les produits de la terre furent assez abondants pour nourrir plus de personnes qu'il n'en fallait pour la cultiver, que put s'établir une nouvelle classe d'hommes, étrangers aux deux premières classes, nourries par le travail de celles-ci, à titre de propriétaires du sol qu'ils permettaient d'exploiter ; Turgot la nommait classe *disponible*, parce qu'il reconnaissait qu'elle était nécessairement composée des seuls individus qui pussent alors être employés aux besoins généraux de la société, et supporter les charges pécuniaires, ou rendre tous les services personnels que l'état social réclamait.

Cependant, influencé par les principes de Quesnay, Turgot avait cru devoir adopter, quoiqu'il l'eût d'abord écartée, la dénomination de classe stérile pour les artisans, parce qu'il avait admis que l'agriculture donnait seule un *produit net*, c'est-à-dire un produit excédant les frais de production. Nous avons déjà combattu cette opinion des économistes, lorsque nous avons examiné, pourquoi ils prétendaient que la terre était la source unique de [42] toutes les richesses ; ajoutons encore ici que l'homme qui exploite le sol et celui qui soumet ses produits bruts à une manipulation nécessaire pour les rendre propres à satisfaire nos besoins, font deux opérations distinctes, quant aux procédés qu'ils emploient ; cette différence peut donc donner lieu à établir entre eux, dans la nomenclature économique, une sous-division ; mais quel est le caractère *principal* de ces deux espèces de travaux ? N'ont-ils pas également pour but direct de mettre à la portée de l'homme et d'approprier à ses besoins les objets qui l'entourent, en leur donnant les formes et toutes les autres qualités qui lui conviennent ? C'est par cette ressemblance qu'il faut avant tout les envisager ; on reconnaîtra bientôt alors que la différence qui existe entre les procédés de l'industrie manufacturière et ceux de l'industrie agricole, n'est pas de nature à faire établir en faveur de l'une quelconque de ces deux branches du travail humain une priorité quelconque. C'est aussi ce que Turgot avait parfaitement remarqué ; mais il croyait sans doute nécessaire de ne pas renoncer à la nomenclature adoptée depuis Quesnay.

Turgot, après avoir indiqué les principaux caractères des classes de la société, examinait les différents modes d'exploitation agricole : quoique les idées renfermées dans ce rapide exposé soient en général très-justes, on regrette que son auteur n'ait pas traité cette question historiquement¹⁷, ou du moins en rattachant la différence de cul[43]ture à une idée générale quelconque ; on ne sait pas trop, après l'avoir lu, pourquoi telle méthode est employée dans

¹⁷ [42 n. 1] M. de Sismondi n'a pas commis la même faute. Voyez les *Nouveaux Principes d'Économie politique*.

tel pays plutôt que telle autre. Il voulait montrer de quelles manières diverses les propriétaires tiraient un revenu de leurs biens ; il entreprit un travail semblable relativement aux rentiers, c'est-à-dire pour expliquer ce que c'était que *l'intérêt de l'argent* ; mais depuis ce moment jusqu'à la fin de l'ouvrage, *l'argent* joue le principal rôle dans toutes les questions économiques, et nous croyons devoir nous arrêter quelques instans sur ce sujet, qui, nous le répétons, renferme le préjugé le plus difficile à déraciner.

Prêter un capital, c'est louer une place ou un instrument d'industrie ; quand bien même le prêt se ferait en monnaie, il aurait le même résultat, puisque l'emprunteur emploierait cette monnaie à louer une terre ou des matériaux nécessaires à un travail quelconque ; l'argent occupe une place tout-à-fait secondaire dans ces opérations, il les facilite sans doute comme servant de commune mesure à toutes choses, mais voilà tout. *L'intérêt de l'argent*, ces mots expriment la quotité du revenu attribué aux propriétaires d'objets mobiliers ou immobiliers, lorsqu'ils cèdent temporairement leur droit d'user de ces objets ; on emprunte pour acheter une terre, une maison, une fabrique ou une machine, dont on paierait sans cela le loyer ; devoir le loyer au propriétaire de ces objets ou bien en servir la rente au prêteur, c'est absolument la même chose ; le prêteur est un intermédiaire officieux, sans lequel l'emprunteur obtiendrait plus difficilement, c'est-à-dire à titre plus onéreux, la libre disposition des objets dont il aurait besoin. Turgot semble croire au contraire que les [44] réserves des produits annuels, s'accumulant pour former *des capitaux* ou richesses mobilières, on chercha bientôt à faire des *amas d'argent*, parce que de toutes les richesses, c'était la plus inaltérable ; et c'est sur cette masse de métaux précieux qu'il suppose que sont fondés les revenus de cette classe d'hommes qui vivent sans travailler, et qui cependant ne possèdent pas de terres. Si l'oisiveté des rentiers ne consommait que l'intérêt des richesses mobilières qui sont sous forme de monnaie, il y aurait bien peu d'oisifs ; mais depuis l'homme qui loue le droit de puiser de l'eau, au moyen d'une pompe, jusqu'à celui qui livre des sucres contre un engagement à *terme* souscrit par son acheteur, il y a bien des rentes payées sans que le rentier ait prêté de *l'argent*. Turgot, s'enfonçant de plus en plus dans cette erreur, finissait par confondre entièrement le mot *capital* avec celui d'*argent* ; c'est surtout dans les chapitres qui ont rapport à *la circulation de l'argent* qu'on s'aperçoit de cette confusion ; cependant la partie de cet ouvrage relative aux préjugés sur le prêt à intérêt, et le mémoire particulier dans lequel il a traité spécialement cette question, renferment tout ce qui a été dit de mieux jusqu'à présent sur cette matière. Enfin, Turgot développant l'idée de *de Gournay* sur les avantages résultant de la baisse du taux de l'intérêt, a soulevé des questions de la plus haute importance. « On peut regarder le taux de l'intérêt, dit-il, comme une espèce de niveau, au-dessous duquel tout travail, toute culture, toute industrie, tout commerce cessent. C'est comme une mer répandue sur une vaste contrée ; les sommets des montagnes s'élèvent au-dessus des eaux, et forment des îles fertiles et cultivées. Si cette mer vient à s'écouler, à mesure qu'elle [45] descend, les terrains en pente, puis les plaines et les vallons, paraissent et se couvrent de productions de toute espèce ; il suffit que l'eau monte ou s'abaisse d'un pied, pour inonder ou pour rendre à la culture des plages immenses. » Cette belle comparaison donne une idée exacte de l'influence que les avantages attribués à l'oisiveté exercent sur la prospérité générale.

Turgot, pendant sa laborieuse et belle carrière, s'est occupé souvent des grandes applications des principes d'économie politique ; le mémoire sur les projets d'édits proposés au roi, les préambules de ces édits et quelques pièces détachées sur le commerce des grains, sur la liberté de la circulation et de l'exportation des vins, sur la marque des fers et sur les corvées, s'ils avaient paru dans un moment plus calme, à une époque moins rapprochée de cet orage terrible qui grondait sur la France, auraient puissamment contribué au développement des doctrines économiques ; et au contraire Turgot qui avait composé ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, neuf années avant l'ouvrage de Smith, et qui avait

publié cet ouvrage cinq ans avant l'époque où le célèbre économiste écossais travaillait au sien ; Turgot qui avait le plus perfectionné dans les détails la partie de la doctrine sociale de Quesnay relative à la production matérielle, n'est pour ainsi dire connu que par sa carrière politique. Ses travaux philosophiques surtout, qui le mettent en avant des plus grands *littérateurs* du siècle dernier auxquels nous prodiguons le nom de *philosophes*, sont restés inaperçus au milieu de cette agitation révolutionnaire qui ne laissait pas le temps de s'occuper de l'avenir. Comme tous les penseurs, il reçut le nom *d'homme à système* : c'était assez pour qu'il fût bien vite oublié, à une [46] époque où la guerre déclarée aux principes constitutifs de l'ancien ordre social, mettait en garde contre les systèmes, qui jusque là n'avaient été fondés que sur ces mêmes principes. « Accoutumés à recevoir successivement toutes les opinions comme une glace réfléchit toutes les images, sans s'en approprier aucune, à trouver tout probable sans être jamais convaincus, à ignorer la liaison intime des conséquences avec leur principe, à se contredire à tous les momens sans le savoir et sans y mettre aucune importance, les gens du monde, dit Turgot, ne peuvent qu'être étonnés lorsqu'ils rencontrent un homme intérieurement convaincu d'une vérité, et qui en déduit les conséquences avec la rigueur d'une logique exacte. Ils se sont prêtés à l'écouter, ils se prêteront le lendemain à écouter des propositions toutes contraires, et seront surpris de ne pas voir en lui la même flexibilité. Ils n'hésitent pas à le qualifier d'enthousiaste et d'*homme à système*. Ainsi quoique dans leur langage le mot de système s'applique à une opinion adoptée mûrement, appuyée sur des preuves et suivie dans ses conséquences, ils ne l'en prennent pas moins en mauvaise part, parce que le peu d'attention dont ils sont capables ne les met pas à portée de juger les raisons, et ne leur présente aucune opinion comme pouvant constamment être arrêtée ni tenant bien clairement à aucun principe. Il est cependant vrai que tout homme qui pense à un système, qu'un homme qui n'aurait aucun système ou aucun enchaînement dans ses idées, ne pourrait être qu'un imbécille ou un fou. »

Pour terminer cet article et rentrer dans notre sujet, nous dirons que Turgot, précédé par les économistes, est le premier qui ait réduit scientifiquement sur une petite échelle la doctrine de Quesnay, en négligeant de com[47]prendre dans son Traité sur la formation et la distribution des richesses, les questions politiques qui s'y rattachent. Nous verrons plus tard que Smith et nos économistes modernes ont tous suivi cette direction donnée par Turgot, et qu'en resserrant le champ de la science, ils ont plus facilement exploré les détails qui avaient échappé à Quesnay, dont la vue élevée s'était étendue sur l'immensité des rapports sociaux. Aujourd'hui nous pensons que placés à un point de vue général entièrement neuf, et profitant des observations de détail sur lesquelles on s'est longuement appesanti, les économistes, ou si l'on veut les publicistes, doivent se mettre en présence du principe de la liberté, base fondamentale de toutes les conceptions de l'esprit humain depuis trois siècles ; et subordonner ce principe, qui a le caractère désorganisateur lorsqu'il est placé en première ligne, à une conception d'ordre, déduite de la connaissance du but vers lequel se dirige l'espèce humaine. *Tolérance, concurrence*, tel est le fond des doctrines morales et industrielles des partisans de la liberté ; mais la tolérance ne peut être réclamée que là où il n'existe pas une *communion d'idées* ; de même la concurrence prouve l'absence d'un *moyen d'association* entre les travailleurs, puisqu'on emploie alors, pour lutter, des efforts qui, mis en commun, augmenteraient les jouissances de tous. Nous développerons ces idées, en terminant l'examen que nous nous sommes proposé de faire des progrès de l'économie politique.

P. E.

DE L'HYGIÈNE.

L'HYGIÈNE, dans l'acception la plus étendue du mot, est l'application des sciences médicales à la société ou aux individus en santé qui la composent. Tous les établissemens, toutes les institutions, toutes les lois qui ont pour but l'amélioration physique de la condition des hommes, peuvent être considérés comme des dépendances de cette science qui se propose le perfectionnement de nos moyens de résistance et de conservation, soit par une bonne police appliquée aux arts et aux instrumens de la production, soit en régularisant la consommation et l'usage de nos facultés, soit enfin en déterminant tous les moyens sociaux de salubrité.

L'hygiène est une science essentiellement philanthropique, et, comme telle, se lie aux progrès de la civilisation de la manière la plus intime. Si on considère, en effet, que tous les travaux, tous les efforts de l'esprit humain ont eu pour tendance unique et constante, l'amélioration de la condition physique intellectuelle et morale du plus grand nombre, c'est-à-dire, des classes pauvres, on concevra facilement les relations qui unissent les progrès de la science de la santé, avec ceux de la civilisation.

[49] L'histoire de l'hygiène est tout entière dans cette idée : c'est l'histoire d'un des modes d'accroissement de la philanthropie.

Dans les temps anciens, l'hygiène n'existait point encore comme science. Le mot est grec, et il ne fut cependant pas appliqué à l'usage auquel il nous sert aujourd'hui, même dans les beaux temps de la Grèce, à l'époque de la guerre du Pélonopèse. Erasistrate, qui écrivait à Alexandrie environ un siècle après, deux cent quatre-vingts ans avant l'ère chrétienne, fut, à ce qu'il paraît, le premier qui désigna sous ce nom l'art de conserver la santé¹⁸. Sans doute on trouve les rudimens de cette science dans les livres d'Hippocrate ; mais, dans tous les autres ouvrages de cette époque, elle se présente avec un caractère tout militaire si différent de celui actuel qu'on ne peut vraiment la reconnaître, caractère qui est d'ailleurs parfaitement en rapport avec les constitutions sociales des cités helléniques, et elle s'appelle gymnastique.

Les médecins qui, de nos jours, ont écrit sur l'histoire de l'hygiène, ont confondu la science elle-même avec l'usage de quelques pratiques relatives à la santé. La science, en effet, ne se compose pas seulement des préceptes relatifs à son but, mais encore de son but lui-même. Opérer quelques travaux, user de quelques méthodes en rapport avec les intérêts de la santé individuelle ou publique, n'est pas la même chose que se proposer la création d'une spécialité ayant pour tendance l'amélioration physique de la con[50]dition humaine. Considérons, d'ailleurs, un instant quelles étaient ces institutions, dont l'histoire a été appelée par les médecins histoire de l'hygiène ; nous trouvons qu'il s'agit des réglemens relatifs à l'éducation des hommes libres de Crète, de Sparte, d'Athènes, de Rome, etc., où l'on se proposait évidemment la puissance de la cité par la force, l'habileté et la discipline guerrière des citoyens. Sans doute, l'éducation est un moyen de santé des plus importans ; mais alors, dans l'éducation, on ne cherchait point ce résultat, on n'y voyait qu'une préparation à la guerre. D'ailleurs, il n'y avait point d'hôpitaux ; point d'asiles de refuge, il n'y avait de réglemens ni pour les travaux publics, ni pour l'exercice des professions ; les enfans faibles, dans ces républiques militaires, étaient abandonnés à la mort ; on ne savait pas alors qu'ils pouvaient devenir des citoyens utiles. Une épidémie ravageait-elle la contrée, on faisait appeler quelque médecin fameux ; on allait demander à Esculape quelqu'un des hommes divins qui desservaient ses temples ; quel qu'il fût, il arrivait revêtu d'une confiance superstitieuse pour apaiser les craintes par des cérémonies, et d'autrefois guérir par

¹⁸ [49 n. 1] Galien, de sanitata tuenda.

quelqu'une de ces prescriptions hygiéniques isolées et simples, qu'on connaissait à cette époque ! Un individu était-il malade ; il s'adressait encore au Dieu ; les expiations, les purifications, les sacrifices, quelque oracle étaient les moyens employés ; mais nul précepte découlant d'une science ayant pour but la santé publique ou individuelle ne lui était donné. Nous parlons ici de l'état de la science existant avant que la doctrine de Pythagore ou d'Hippocrate eût pénétré dans les temples. Ce fut postérieurement à ces grands hommes, qu'en Grèce le régime fut revêtu de l'autorité de la religion, et que [51] les purifications et les expiations devinrent un moyen encore bien insuffisant de salubrité. C'est à un état de la science à peu près semblable que correspondaient les institutions diététiques de l'Égypte.

Si l'homme ne s'était pas dépravé par un luxe effroyable, disait Platon, il n'aurait besoin de médecins que pour les plaies et les épidémies ; ce passage nous montre combien on était loin, à cette époque si brillante de la Grèce, de concevoir que les sciences médicales dussent intervenir dans la république pour autre chose que pour la guérison des maladies ; cette opinion de Platon était, dans son temps, celle de la grande majorité ; le nombre des médecins était très-petit, et plus petit encore le nombre de ceux d'entr'eux qui pensaient autrement. On considérait alors la gymnastique comme naturelle à l'homme et quelques écrivains prétendaient même guérir tous les malades en les soumettant à cet exercice. Quant aux épidémies, c'était quelque chose de terrible, d'effroyable, dont les causes étaient presque toujours un mystère, et pour le peuple un signe de la colère céleste. Il est certain cependant, que les anciens opérèrent quelques grands travaux de salubrité publique ; mais d'abord il faut en apprécier la nature, les causes et l'époque. Ces travaux consistèrent presque tous dans des sèchemens de marais ou des opérations analogues ; le plus grand nombre eurent un but agricole ou d'occupation militaire ; quelques-uns eurent lieu dans un but réel de salubrité, sous l'influence directrice des médecins ; ce fut le plus petit nombre ; encore, s'y livra-t-on fort tard. Il en fut de même, quant à la fondation ou aux changemens de position des villes. Tout le monde sait quels services rendit [52] Empédocle aux citoyens d'Agrigente et de Sélinonte. Ce fut bien plus tard encore que Rome se livra à des travaux publics, dans un but de salubrité. Rome fut, en tout ce qui tient aux sciences, plus arriérée que la Grèce et son véritable élève. Elle fut fréquemment ravagée par des épidémies terribles, et, dans ces calamités publiques, elle ne savait qu'invoquer les dieux ; elle avait recours à des cérémonies bizarres ; elle était si loin de penser que l'industrie humaine pût quelque chose contre un pareil fléau, qu'il fallut la puissance d'un oracle pour la déterminer à invoquer les secours des médecins grecs. Cependant, les Romains se livraient avec ardeur à la gymnastique ; mais ils n'y cherchaient, comme les Spartiates avant eux, qu'une préparation à la guerre¹⁹. La fondation de la voie Appienne au milieu des marais Pontins, ne date que de trois cents ans avant l'ère vulgaire, et ce ne fut guère qu'au temps d'Auguste que le dessèchement fut opéré d'une manière complète. Au reste, il est probable que les marais Pontins étaient, à cette époque, de formation nouvelle ; car, d'après l'histoire au temps des Volsques, vingt-trois villes et une population considérable et vigoureuse occupaient leur surface.

Ainsi, nous voyons que, dans l'antiquité, l'existence d'une spécialité telle que l'hygiène n'avait pas même été conçue. Quelques pratiques usitées à cette époque peuvent, il est vrai, en imposer à cet égard ; mais il suffit d'en examiner [53] la nature, même d'une manière superficielle, pour s'apercevoir qu'elles ne constituaient point une science de cet ordre, et qu'elles n'avaient pas même une origine qu'on puisse rapporter à ce qui forma plus tard son but. Quelle différence, en effet, de cette gymnastique et de ces pratiques isolées de santé individuelle, à cette science moderne qui doit, suivant une définition classique, considérer l'espèce humaine comme un individu dont l'éducation physique lui est confiée, et que la

¹⁹ [52 n. 1] Nous ne parlons point ici des travaux attribués à Tarquin, parce que leur but est ignoré, et leur véritable auteur inconnu.

durée indéfinie de son existence lui permet de rapprocher sans cesse et de plus en plus d'une perfection dont son état primitif ne donnait même pas l'idée !

Pour concevoir l'hygiène dans toute son extension possible, il fallait être arrivé à comprendre dogmatiquement que l'organisation humaine était physiquement susceptible de modification, sous l'influence des circonstances environnantes. Or, ce fut seulement dans la doctrine élémentaire ou humorale, commencée par Empédocle, fondée par Hippocrate, successivement perfectionnée jusqu'à Galien, et achevée, dans son ensemble, par ce grand médecin lui-même, qu'une pareille conception était possible. Dans ce dernier auteur, l'hygiène se présente comme une des branches des sciences physiologiques ; son but général est régulièrement systématisé et compris dans le vaste ensemble des connaissances qui ont immédiatement l'homme et l'humanité pour but. C'est dans Galien qu'on trouve la première classification des faits qui font l'objet de cette science ; la classification est fondée sur une hypothèse pure, sans doute, mais elle est le point de départ réel de toutes celles qui ont été faites depuis, et de tous les travaux qui ont eu lieu sur le sujet dont il s'agit. C'est le véritable commencement de la série historique des progrès de l'hygiène.

L'hygiène avait été ainsi fondée comme science, vers la fin du deuxième siècle ; la nature de ses travaux était déterminée, et son but assez nettement indiqué. Ce but était assez marqué pour que les premiers alchimistes, dans leurs recherches sur la transmutation des élémens, se soient proposés la découverte d'un moyen propre à conserver aux hommes une santé éternelle. Mais la science, d'ailleurs, était loin d'être arrivée au moment de son application en grand ; elle ne servit en effet, long-temps encore, que dans des cas individuels, avant d'être employée dans l'intérêt public. Ce fut le christianisme qui lui donna une valeur politique ; ce fut à la propagation des idées philanthropiques de toute espèce, dont la morale des évangiles contenait le germe, que l'hygiène dut d'être mise en honneur. Les savans ne furent plus seuls à penser au bien-être de l'humanité : on commença dans le monde, dans le peuple même, à s'occuper des classes pauvres, à envisager la société d'une manière plus large ; la pensée que tous les hommes étaient frères, conduisit naturellement à la recherche des moyens généraux de leur être utile. C'était ici que la science devait intervenir ; depuis cette époque jusqu'à la nôtre, son influence, dans l'administration publique, a été croissante, quoiqu'elle soit bien loin encore d'avoir acquis dans les affaires sociales le degré d'importance qui lui appartiendra sans doute un jour. Ainsi, c'est à l'influence de la philanthropie chrétienne que nous devons l'établissement des premiers hôpitaux ; c'était des asiles ouverts par la charité aux pauvres et aux infirmes, pour le soulagement de leurs misères ; ils étaient entretenus, comme de nos jours, par des legs et des dons. Le soin des malades était confié à des [55] hommes revêtus des ordres sacrés et placés sous la direction des évêques. Il paraît que les institutions de ce genre ne remontent pas au-delà du sixième siècle. Dans un grand nombre de villes, des médecins étaient rétribués de manière à pouvoir donner aux pauvres leurs soins et des secours de tout genre ; enfin, on sut qu'il s'établit diverses espèces de confréries pour le soulagement des malades, et que dans les croisades, plusieurs congrégations de ce genre s'étaient dévouées à soigner les blessés. Nous ne devons pas non plus passer sous silence diverses décisions, soit des conciles, soit des papes, toutes relatives à l'amélioration du sort des pauvres, et quelques-unes prises dans l'intérêt de la science. Elles sont très-nombreuses ; parmi les premières on peut citer la loi, plusieurs fois réitérée, qui ordonnait d'ouvrir les cadavres des femmes mortes en couches, afin de sauver l'enfant ; parmi les autres, ces fréquentes ordonnances qui avaient pour but de retirer aux moines la pratique de la médecine ; l'église, en outre, avait renouvelé d'une manière générale et plus parfaite, toutes les prescriptions diététiques et de salubrité existant dans les religions anciennes les plus avancées.

Il est remarquable que les mahométans firent les mêmes progrès, quant à l'application philanthropique des moyens de salubrité à la société. Le calife Haroun-al-Raschid, qui vivait au

temps de Charlemagne, fonda dans le huitième siècle, à Bagdad, des hôpitaux et des pharmacies publiques. Ces fondations se multiplièrent, surtout sous le califat de ce grand Al-Mamoun, qui fit la guerre à l'empire grec de Constantinople, et imposa aux vaincus, comme unique condition de paix, un tribut des ouvrages philosophiques qu'avait enfanté la Grèce antique. La [56] religion mahométane d'ailleurs recommandait la propreté dans les vêtements et les habitations, la fréquence des ablutions, l'abstinence de certains alimens ; enfin elle prescrivait la charité.

Les institutions publiques, relatives à la salubrité, ne pouvaient être organisées complètement du premier jet. Mais nous devons considérer comme une indication de l'existence de cette tendance, toutes les fondations philanthropiques, tous les réglemens du pouvoir qui paraissent se proposer le soulagement des maladies et la conservation ou la multiplication des individus. Il est tout simple que dans ces époques peu avancées, la philanthropie, ne pouvant encore apprécier les causes réelles des maux qu'elle apercevait, ignorant par conséquent qu'il fût possible de les prévenir, s'adressât directement à ce qui lui paraissait le plus convenable pour les soulager et en empêcher la propagation. De là ces réglemens sur la lèpre, la peste, etc. ; d'ailleurs, au milieu même des désordres politiques et dans l'état imparfait de la science, on ne pouvait guère davantage.

Les travaux des savans et des académies, depuis le seizième siècle, offrent en hygiène un caractère positif de généralité et de philanthropie que nous n'avons pu trouver dans les anciens. Là on voit positivement ce but élevé de la science, l'augmentation de la durée moyenne de la vie des hommes par l'amélioration de leur condition physique. On commença à s'occuper de l'influence des climats et des professions sur la santé ; c'est un des points par lesquels la science devait arriver le plus directement à son but : ici l'intérêt public se joignait à l'intérêt individuel. On commença à rechercher les lois de la moralité, et à établir des comparaisons entre les diverses classes, les divers âges et les diverses contrées. Ces rapprochemens firent apparaître des inégalités choquantes, dont les causes ne devaient pas tarder à être aperçues. Alors on s'occupa des moyens d'annihiler ces causes ou de les affaiblir au moins. C'est ainsi qu'on arriva à opposer à la variole la pratique de l'inoculation existant dans l'Orient ; l'usage de ce moyen fut, dans quelques contrées de l'Europe, ordonné comme mesure générale de salubrité publique ; il est probable qu'il eût été adopté partout, si la grande découverte de Jenner ne fût venue la rendre inutile. Dans le même temps on s'occupait de la santé des artisans, des cultivateurs, des gens de mer, etc. Ils devinrent le sujet d'un nombre considérable et varié de travaux et de préceptes hygiéniques, dont quelques-uns furent convertis en réglemens de police. On vit les académies proposer des prix à ce sujet ; mais le mal tient ici à des causes si profondes, si étendues, qu'on est bien loin encore de s'être approché du but auquel la science est capable de faire parvenir. Enfin les causes de l'insalubrité des climats, physiquement et physiologiquement appréciées, amenèrent à d'excellens préceptes sur la construction des villes, des habitations, l'assainissement du sol, etc. Nul doute que tous ces travaux ne soient susceptibles encore d'extension : cependant tout ce qui pouvait être fait, dans l'intérêt de l'humanité, par des hommes isolés et sans puissance, par des hommes dévoués même, tout a été fait : tant d'efforts particuliers ont obtenu déjà de grands résultats ; la durée moyenne de la vie des hommes s'est élevée de quinze ans à peu près depuis la fin du moyen âge. Il est vrai que les modifications des constitutions politiques et les perfectionnemens de l'industrie, ont eu une grande et importante part dans le progrès dont cet accroissement de la durée moyenne de la vie est le signe évident. Mais l'hygiène est certainement en droit de réclamer une partie de cette amélioration. Cependant une organisation médicale, mieux constituée, ferait, sans nul doute, bien davantage ; il est facile de le montrer.

C'est de la classe des salariés, de cette classe pauvre, qui forme dans tous les pays la partie incontestablement la plus nombreuse et la plus intéressante de la nation, la partie qui

travaille le plus activement à la production, et consomme proportionnellement le moins, c'est de cette classe, disons-nous, que les gouvernans doivent s'occuper surtout. Les riches n'ont besoin ni de conseils, ni de secours ; ils savent, de reste, veiller à la conservation de leur existence, et ils le peuvent. Il n'en est pas de même des autres ; attachés la plupart par la nécessité d'un salaire quotidien, aux lieux où ils ont commencé à travailler, sains ou malsains, il faut qu'ils y habitent ; quels que soient les ateliers qui leur seront ouverts et la nature du travail auquel ils sont appelés, ils y viennent puiser des causes de mort. Cette classe des salariés a été envisagée en masse par un certain nombre d'économistes ; ils les ont traités, dans leurs calculs, à peu près de la même manière que les marchandises. Les variations de population ont été attribuées aux variations dans les salaires et les prix des choses nécessaires ; mais ces observations, dont on a peine à s'occuper froidement dans un sujet où il s'agit de la vie et du bonheur des hommes, sont d'ailleurs insuffisantes ; elles n'expliquent pas comment la mortalité a été, jusqu'à ce jour, constamment plus grande parmi [59] les ouvriers que parmi les riches, et même parmi ceux qui les emploient, surtout lorsque l'industrie, loin de rester stationnaire, va croissant. Les tables de mortalité ne sont précieuses qu'en ce qu'elles nous montrent rigoureusement la condition hygiénique des individus. En effet, la plupart des hommes apportent, en naissant, une puissance d'organisation presque égale ; la position sociale des parens et de l'enfant décide du reste ; nous entendons par position sociale, les circonstances physiques, chimiques, morales, etc., qui font la matière de l'hygiène, et au milieu desquelles l'individu est jeté. C'est en effet, en grande partie, dans les choses du monde extérieur que l'homme trouve ses conditions de vie et de mort, ou il modifie la nature environnante à son avantage, ou il subit son influence trop souvent nuisible : son organisation, en un mot, ne se conserve saine qu'autant qu'il y a un rapport exact entre l'action des puissances extérieures sur elle, et ses moyens de résistance ; toutes les fois que sa capacité de résister aux influences nuisibles est surpassée, il y a maladie. Rarement les hommes meurent de vieillesse ; presque toujours, au contraire, c'est une maladie qui met fin à leur laborieuse existence. Or, dans cette manière de voir les choses, quand on est placé au point de vue hygiénique, les tables comparatives de mortalité deviennent le signe indicatif de la quantité de souffrances et de misères à laquelle telle classe d'hommes est exposée ; car les maladies et la mort sont en rapport avec le nombre des fautes hygiéniques, qu'elles soient volontaires de la part de l'individu, ou, qu'elles soient les suites nécessaires de sa position sociale.

Quelques économistes ne voient, dans cette mortalité, [60] qu'un phénomène utile ; ils craignent que la population un jour ne dépasse la production, et, suivant rigoureusement les conséquences de leurs conjectures sur l'avenir, ils blâment tous les établissemens hygiéniques et philanthropiques, comme tendant à favoriser cet accroissement redoutable de population. Il y a ici un oubli complet de la véritable nature de l'homme. Scientifiquement et *passionnellement*, il montre une tendance invincible à améliorer la condition humaine au plus haut degré possible, et, par suite, tous ses efforts ont pour but le perfectionnement des classes nombreuses dont le sort offre constamment le plus d'alimens et de sujets à ses travaux : l'accroissement de la population est le résultat de chaque progrès fait dans cette direction. C'est une vanité de blâmer et de vouloir arrêter ce mouvement ; on ne pourrait obtenir cet effet qu'en arrêtant les progrès de l'esprit humain. Cela est-il possible à quelqu'un, et encore un pareil résultat serait-il désirable ? Si la population doit devenir trop forte, ne doutez pas qu'il n'existera des moyens moraux de la borner, plus simples que l'abandon actuel des classes pauvres à toutes les horreurs de la misère.

L'hygiène aujourd'hui a tous les élémens de progrès possible ; mais ils existent seulement spéculativement, car le problème scientifique est nettement posé ; il consiste, dans chaque cas particulier, à rechercher ce qui est avantageux, soit à une organisation, soit à une société donnée, dans des circonstances également déterminées. Mais cette recherche n'est

faite encore qu'en partie. On possède, et sur l'organisation humaine, et sur les circonstances chimiques, physiques, etc., qui peuvent l'environner, tous les élémens scientifiques nécessaires et propres à éclairer [61] le sujet ; mais il faut appliquer ces connaissances aux faits existans pour les bien apprécier, afin d'en modifier la nature ; et c'est ici que la puissance individuelle des médecins, celle même des académies actuelles devient insuffisante sous tous les rapports. Pourquoi donc l'institution des conseils de salubrité ne serait-elle pas généralisée ? Pourquoi les médecins, même des plus petites communes, n'en feraient-ils pas partie ? Rien n'est plus facile, en effet, que d'organiser la masse des médecins dans ce but ; c'est une administration comme une autre à fonder ; or, on pourrait constituer un conseil central, lié par sa correspondance avec un certain nombre de sociétés du même genre, instituées dans les principales villes. A ces sociétés provinciales se rattacheraient des associations ayant sous leur direction des espaces moins étendus de territoire ou d'observation. Enfin ces dernières seraient le moyen d'union de tous les médecins praticiens. Tout ce corps serait assujéti à un travail d'ensemble, et recevrait des pouvoirs en rapport. Nul doute qu'une proposition élaborée par ce corps et émise par lui, ne fût pure de tout intérêt étroit, ne fût même à l'abri d'un pareil soupçon et n'acquît à l'instant dans la société force de loi ; car ce ne serait pas un résultat de la volonté des hommes, mais une déduction scientifique. Nous ne présentons au reste cette ébauche d'organisation, que pour montrer combien elle serait facile ; nous dirons même que dans la constitution que réclame la médecine, et comme science, et comme art pratique, l'organisation qui aurait l'hygiène pour but ne nous paraît pas la partie la plus importante.

Organiser l'hygiène publique, c'est donner à la philanthropie un pouvoir dans la société, c'est donner un mouve[62]ment d'ensemble, et le plus éclairé possible, à cette tendance moderne qui se montre dans ces associations des prisons, ces conseils des hôpitaux, ces fondations de maisons de refuge, etc. C'est imposer à cette partie de la police qui s'occupe des réglemens relatifs à l'exercice des professions, à la salubrité des villes, des lieux d'assemblées publiques, une direction pure de tout intérêt et de toute faiblesse personnelle. La science ne cède devant aucune considération ; ses résultats *sont*, et ne peuvent pas cesser d'être.

Le pouvoir se plaint aujourd'hui d'être sans force contre certaines exigences individuelles ; c'est surtout en Angleterre qu'il doit s'apercevoir de sa faiblesse vis-à-vis de l'aristocratie puissante qui exploite le travail des trois quarts de la nation ; là, il subit la loi des gens riches, et cependant telle n'est pas sa destination. La fonction de tout pouvoir, son utilité actuelle est de rétablir l'équilibre entre le pauvre et le riche, et tous les jours cependant, il s'éloigne de plus en plus de cette voie. Sans doute on doit s'attendre à voir les individus, les chefs de travaux, livrés à eux-mêmes, s'abandonner à toutes les inspirations de la concurrence, chercher la fortune et les jouissances à travers les misères des masses, et oublier l'avenir de leurs enfans qui devient plus menaçant par leurs fautes ; mais on doit penser que les gouvernemens plus éclairés essaieront d'amoindrir les résultats de cette tendance et de la corriger ; il n'en est point ainsi cependant : Ils restent immobiles, sans force et désarmés devant ce mouvement. Ils sentent qu'ils ont besoin de la science ; ils savent que c'est le seul pouvoir dans lequel on ait *foi* de nos jours ; mais ils craignent en elle un maître sévère et n'osent y recourir.

B. Z.

COUP-D'ŒIL HISTORIQUE

SUR LE POUVOIR SPIRITUEL.

LA société humaine, quels que soient les nuages qui entourent son berceau, se montre dans les temps antiques, suivant l'exigence des localités, sous la domination de la capacité intellectuelle ou de la force militaire. L'Égypte et l'Orient obéissent au prêtre, tandis que le soldat règne sur la Grèce et l'Italie. Mais aux bords du Nil et de l'Indus, comme sur ceux de l'Illyrie et du Tibre, le pouvoir social, double de sa nature, selon qu'il dirige les sentimens et les idées, ou qu'il s'exerce seulement sur les actions, résida en entier dans les mêmes mains. Ici la magistrature absorba le sacerdoce ; là, au contraire, le sacerdoce envahit la magistrature ; et partout il y eut confusion égale des deux puissances, c'est-à-dire, réunion sur la même tête ou dans un corps unique, de ce qu'on a appelé plus tard le *spirituel* et le *temporel*. Nous n'avons point à nous arrêter sur ce fait important que le *Producteur* a plus d'une fois indiqué et développé²⁰ ; il nous suffit de l'avoir rappelé pour en faire le point de départ des considérations que nous allons présenter sur les transformations progressives du pouvoir spirituel.

L'ignorance native du genre humain sur l'enchaînement des phénomènes, ayant fait attribuer primitivement chaque fait naturel à une cause surnaturelle, l'univers se trouva bientôt peuplé de puissances occultes, dont on fit autant de divinités. Il fallait pourtant expliquer, d'après les faibles lumières alors acquises, l'action de ces êtres mystérieux sur le monde sensible : une portion de l'espèce humaine, appliquée spécialement à des travaux intellectuels, se chargea de ce soin. A défaut de démonstrations, elle se réduisit aux conjectures ; et les plus grossières hypothèses, appropriées au génie de l'époque, furent accueillies comme de sublimes spéculations. Le lien social, qui contenait avec peine encore la barbarie originelle, tira sa plus grande force de la foi que les peuples accordèrent aux prétendus interprètes des dieux ; et la supériorité spirituelle, se revêtant des formes sacerdotales, dirigea partout le mouvement moral, et gouverna quelquefois aussi la politique des sociétés, au moyen de ses conceptions théologiques qui étaient devenues des croyances populaires.

Mais l'étude et l'expérience ayant graduellement resserré les bornes de l'ignorance universelle, et fait découvrir la cause sensible d'un plus grand nombre de phénomènes, le domaine de l'idolâtrie reçut aussi de jour en jour de nouvelles et plus étroites limites ; chaque découverte effaçant une déité de la nomenclature théologique, jusqu'à ce que les principaux agens, ou les forces les plus générales de la nature, manifestés dans l'homme et l'univers, et personnifiés par l'imagination, restèrent seuls en possession de l'adoration des peuples, comme émanations de l'essence divine. Cette modification journalière dans les croyances religieuses, opérée sous l'influence et par les efforts des gardiens mêmes de la superstition primitive, exclusivement livrés à la culture de la pensée, cette modification eut pour résultat le passage du fétichisme au polythéisme. Cependant, comme après cette révolution la science théologique conservait toujours le caractère conjectural ; comme elle s'était simplifiée seulement, sans changer de nature, l'antique sacerdoce dut retenir avec d'autant plus de facilité l'interprétation des vieilles doctrines, perfectionnées dans son propre sein, que le nombre des hommes qui pouvaient l'avoir devancé dans la voie de la civilisation, se trouvait plus restreint.

²⁰ [64 n. 1] Voyez les *Considérations*, de M. Aug. Comte, sur le *Pouvoir spirituel*, et l'article de M. Rouen, dans le dernier cahier du *Producteur*.

Le polythéisme n'était point en effet une religion nouvelle, mais plutôt une réforme à l'accomplissement de laquelle avaient travaillé successivement les Hermès, Orphée, Homère, etc. ; et lorsque les progrès de l'esprit humain eurent nécessité d'autres améliorations, il se présenta de nouveaux réformateurs, dont quelques-uns se prétendirent même inspirés, tout en se parant du titre de sages ou de philosophes, tels que Zoroastre, Abaris, Epiménide, Pythagore et Empédocle. Entre ceux-ci et les premiers, il y eut à peu près la même différence qu'on a remarquée depuis entre Luther et Socin, et qui consiste [66] en ce que le dernier s'est éloigné davantage des dogmes religieux, pour se rapprocher des systèmes purement philosophiques ; les sages de Perse, de Scythie, de Crète, de Samos et d'Agrigente, ayant réellement marqué la transition du polythéisme réformé aux conceptions métaphysiques, d'où devait naître le monothéisme : car, s'ils respectèrent encore la pluralité des dieux, ils les dépouillèrent du moins de leurs formes matérielles, pour ne les considérer que comme des êtres abstraits, principes moteurs de toutes choses ; et l'ontologie, une fois introduite dans la théologie, dut conduire à l'unité de cause et de substance, c'est-à-dire au déisme d'Anaxagore, ou au panthéisme de Xénophanes.

Cette transformation graduelle des fables mythologiques, quoique dérivée de l'impulsion scientifique communiquée à la société par les prêtres eux-mêmes, n'avait pu cependant être secondée par le sacerdoce, dès qu'elle était arrivée à réduire en abstractions les puissances célestes, personnifiées dans la religion populaire, et au nom desquelles le sacerdoce prétendait exercer le pouvoir spirituel²¹. Les métaphysiciens rencontrèrent donc des [67] adversaires, et quelquefois des persécuteurs, chez les théologiens *du polythéisme* ; mais comme ceux-ci, dans leur opposition aux doctrines ontologiques, ne faisaient que réclamer la priorité pour des hypothèses surannées, et se trouvaient ainsi en arrière des découvertes du monde rationnel et des lumières contemporaines, les spéculateurs dissidens rallièrent insensiblement autour d'eux toutes les capacités placées à la hauteur des idées du siècle, et formèrent en Grèce, en Italie, et dans l'Asie mineure, ces fameuses écoles philosophiques, qui, après avoir arraché le sceptre scientifique aux instituts sacerdotaux, devaient finir par leur enlever inévitablement le gouvernement moral de la société. Les divinités olympiennes reçurent exclusivement, il est vrai, l'encens de la multitude, longtemps après la fondation de l'Académie, du Lycée et du [68] Portique ; le déisme d'Anaxagore, de Socrate n'étant encore que la religion exceptionnelle et ésotérique d'une faible minorité sociale, formée des penseurs de l'Attique, de l'Ionie et de la Grande-Grèce ; et les plus hardis philosophes s'appliquant même à présenter leur véritable doctrine sous des formes inoffensives pour la superstition, et usant de ménagemens et de réserve envers les dieux populaires, comme on peut le voir par l'exemple de Platon, d'Aristote et d'Épicure. Mais à travers toutes les précautions que la crainte de la ciguë et le souvenir des persécutions, dirigées contre les premiers apôtres du

²¹ [66 n. 1] Le monothéisme, ayant dû se présenter d'abord comme une spéculation métaphysique, avant d'emprunter les formes extérieures d'un culte quelconque, parut, aux prêtres du paganisme, subversif des pratiques religieuses, sur lesquelles reposaient leur utilité et leur crédit ; et lorsque, plus tard, l'unité de Dieu fut enseignée aux nations, par les propagateurs de l'évangile, cette doctrine fut encore considérée, dans les premiers temps de l'ère nouvelle, comme hostile à toute religion externe, puisque les payens, ainsi que l'a rappelé [67] M. de Chateaubriand, au chapitre 6^e du *Génie du Christianisme*, reprochèrent aux chrétiens de ne former qu'une secte de philosophes ; et qu'un père de la primitive église en combattit ainsi les ennemis : « C'est une chose bien absurde, dit Origènes, que Celse nous assimile aux payens. Ceux-ci, en effet, consacrent des temples et des statues à leurs dieux, tandis que nous rejetons de notre culte toutes ces choses, comme étant plus convenables aux démons, qu'ils honorent dans certains lieux de préférence à tous les autres, après une consécration mystérieuse et des enchantemens magiques. Quant à nous, nous sommes remplis d'admiration pour Jésus, qui nous a affranchis de toutes les choses qui tombent sous les sens, non-seulement parce qu'elles sont sujettes à la corruption, mais qu'elles sont encore très-propres à corrompre les âmes. Ce n'est que par la pureté de nos mœurs et par nos prières qu'il veut que nous honorions la Divinité. »

(Orig. *contra Cebum*, lib. 3, n° 34.)

monothéisme, imposaient aux esprits supérieurs, qui ne pensaient pas que le respect pour les ancêtres dût aller jusqu'à garder religieusement des croyances ridicules, la portion contemplative de la société s'accrut successivement et avec rapidité à Athènes, à Rome et à Alexandrie. Les hautes classes, plus favorisées sous le rapport des moyens d'instruction, furent aussi les premières initiées à des doctrines qui ne faisaient qu'exprimer les progrès de l'esprit humain : l'aristocratie se fit accuser d'impiété par les prêtres de Jupiter, comme les grands seigneurs ont encouru depuis le même reproche, dans les états modernes, de la part du sacerdoce catholique. L'un des plus grands capitaines de l'antiquité, le disciple et l'ami de Socrate, Alcibiade, non moins fougueux dans son incrédulité que dans son ambition, commit envers les dieux de son pays un acte à peu près semblable à celui dont l'infortuné chevalier de Labarre et d'Étalonde se sont rendus coupables dans le dernier siècle, contre des objets sacrés parmi les chrétiens : il s'associa à quelques Athéniens de son âge, pour mutiler, pendant la nuit, les statues de Mercure, et le [69] messenger céleste resta sans vengeance, parce que l'appui des soldats prévalut sur les clameurs des prêtres. A Syracuse, Denis l'Ancien témoigna solennellement son mépris pour la principale divinité du paganisme, en la dépouillant d'un manteau d'or, magnifique *ex voto* du tyran Gelon son prédécesseur, et en ajoutant à la spoliation ces mots ironiques : « *Un manteau d'or est trop pesant en été, et trop froid en hiver.* » Le même prince ne traita pas mieux Esculape, à qui il fit raser la barbe, sous le prétexte *qu'il ne convenait point que le fils en portât, lorsque son père Apollon n'en avait point.* La mésaventure des poulets sacrés que le consul Claudius Pulcher fit jeter à la mer, en disant : *S'ils ne veulent pas manger* (ce qui était d'un mauvais augure) *qu'ils boivent*, prouve aussi que dès la première guerre punique, les idées philosophiques étaient assez répandues à Rome, du moins parmi le patriciat ; et la décadence du polythéisme ne put guère être retardée dans cette capitale de l'univers, lorsque ses premiers citoyens en furent venus à exprimer le doute, *que deux augures pussent se regarder sans rire.* Ainsi dépassé par des opinions qui s'étaient formées hors de son sein, le sacerdoce païen, défenseur opiniâtre des institutions du passé, quelque incompatibles qu'elles fussent avec les besoins et les lumières du présent, se vit donc enlever peu à peu le pouvoir spirituel, c'est-à-dire, la direction des sentimens et des idées, par les hommes dont les travaux et les doctrines signalaient la marche progressive de la civilisation. Ces hommes n'exercèrent d'abord, sur la société, qu'une influence scientifique et individuelle, sans appui de l'autorité publique, sans organisation et sans concert entre eux. Mais à mesure que leurs principes philo[70]sophiques gagnèrent dans le peuple, et que le discrédit dans lequel tombaient de plus en plus les vieilles superstitions, menaça de laisser sans lien commun, et de conduire, par l'abus du criticisme²², à l'anarchie spirituelle, les nations les plus civilisées, un besoin de coordination dans leurs efforts et d'association spéciale se fit vivement sentir chez les contempteurs du polythéisme, pour substituer un ordre nouveau à l'ordre ancien, qu'ils avaient, avec leurs devanciers, concouru à détruire. Le monothéisme, tant qu'il était resté caché, pour ainsi dire, dans les sommités scientifiques, ne se propageant que dans le mystère, et servant d'appui secret aux ennemis de la religion populaire, le monothéisme n'avait eu alors qu'une valeur critique, que le caractère d'une abstraction, opposée aux croyances ridicules, fondées sur la mythologie ; aussi, ceux que l'on considère comme les plus célèbres théistes de la Grèce et de Rome, Socrate et Cicéron, ne se présentèrent-ils souvent qu'avec les apparences de véritables sceptiques²³.

²² [70 n. 1] Les plus fameux sceptiques, Pyrrhon et Carnéades, Ænésidème et Sextus, se gardèrent de méconnaître la nécessité d'une foi quelconque pour servir de règle aux relations sociales. A défaut de démonstration, ils croyaient aux probabilités, et loin de se guider par leur criticisme individuel, ils admirent l'autorité de ce qu'on a appelé *la vie commune* : ce qui revient à peu près à *la croyance pratique* de Kant, et à *l'autorité générale* de M. de La Mennais.

²³ [70 n. 2] Cicéron, tout en disant qu'il aurait mieux aimé se tromper avec le théiste Platon, que d'avoir raison avec les autres philosophes, répétait souvent, après Socrate : *Ullum scio, quod nihil scio.*

[71] Mais l'œuvre du criticisme, une fois assez avancée pour rendre inévitable, prochaine et définitive la ruine des autels du paganisme ; et l'influence spirituelle échappant tout-à-fait aux prêtres de ce culte délaissé, la doctrine théologique, autour de laquelle s'étaient ralliés les destructeurs, dut s'offrir sous un autre aspect et prendre le caractère organique. L'unité divine fut l'idée primordiale dont on fit dériver toutes les combinaisons du nouvel ordre social, et les propagateurs de ce théisme, au lieu de prêcher dans l'ombre et l'isolement, comme leurs devanciers, se réunirent et s'organisèrent pour soumettre les nations à une foi commune²⁴, et pour régulariser l'action spirituelle qu'ils allaient exercer sur elles. Comme l'économie et la science de la société devaient néanmoins reposer encore sur une base conjecturale, malgré tous les perfectionnemens que manifestait en elles le passage du polythéisme au monothéisme ; comme les nouveaux directeurs des idées et des sentimens sociaux étaient appelés à parler encore au nom du ciel, leur organisation prit insensiblement des formes mystiques et sacerdotales ; et les successeurs des philosophes²⁵ qui avaient sapé la puissance [72] et ruiné le crédit des prêtres païens, devinrent prêtres²⁶ à leur tour. Le goût des cérémonies, consacrées par l'usage antique, survivant même aux dogmes dont elles émanaient, le culte chrétien fut obligé de cacher sa nudité primitive, sous certaines pompes²⁷, qui eurent l'avantage d'éviter la transition trop brusque d'une religion toute sensuelle, à une religion purement théosophique, sans altérer le principe fondamental de la loi nouvelle²⁸.

Cependant toutes les conséquences philanthropiques que [73] les premiers apôtres du christianisme avaient tirées de l'inexistence d'un dieu unique, ne purent recevoir leur application dans la société ; les mœurs des peuples, convertis à l'Évangile, n'étant pas telles encore qu'on dût s'attendre à voir réaliser complètement les maximes de ce code de charité et d'égalité. Les docteurs chrétiens, arrivés au gouvernement de l'opinion, et sentant le besoin de rencontrer des auxiliaires parmi les dépositaires de la puissance temporelle, après y avoir trouvé quelques persécuteurs, en dépit des leçons d'obéissance données par saint Paul ; les docteurs chrétiens, disons-nous, consentirent donc à subordonner l'observation rigoureuse de leurs sublimes préceptes à des convenances locales et temporaires, et mirent leur doctrine religieuse en harmonie avec les formes politiques alors existantes, afin de se ménager l'appui des maîtres des nations, dans l'exercice de l'autorité morale dont ils étaient eux-mêmes investis, comme ils avaient accepté une partie du cérémonial antique, pour rendre plus facile ; et plus complète la soumission des classes populaires à la foi nouvelle. Après de nombreux

²⁴ [71 n. 1] Ce fut le besoin d'unité dans la foi qui rendit si fréquens les conciles œcuméniques, dans les premiers siècles de l'ère chrétienne.

²⁵ [71 n. 2] Nous avons déjà remarqué, dans une note, que les païens reprochèrent aux chrétiens de ne former qu'une secte de philosophes, à cause de la simplicité primitive de leur culte. Voyez *Arnobé, Lactance, Origène, saint Jérôme*, etc. Saint Augustin avoue qu'il fut conduit dans le sein du christianisme par la lecture des livres de Platon.

²⁶ [72 n. 1] Les premiers évêques furent les esprits les plus éclairés, c'est-à-dire, les vrais philosophes de leur siècle : l'exemple de Synésius, entre autres, en fait foi.

²⁷ [72 n. 2] Eusèbe de Césarée, dans la vie de Constantin, avoue que ce prince, pour rapprocher les Gentils de la religion chrétienne, transféra à cette dernière les ornemens du culte païen. Ce fait est confirmé par un écrivain catholique, Polydore Vergile, qui s'exprime ainsi dans son livre de *Inventoribus rerum*, lib. 5, cap. 1 : « *Non panca ab Romanis cæterisque ethnicis ad nos instituta manaverint... minime convenit tacita relinquere, quæ ab illis simus mutuati, cum præsertim illa ipsa meliora fecerimus, ad melioremque usum adhibuerimus.* » A ces diverses autorités, nous ajouterons celle du cardinal Barenius, dans ses *Annales ecclésiastiques*, de l'abbé de Marolles, et du savant Hide, dans son ouvrage de *Veterum Persiarum religione*.

²⁸ [72 n. 3] Nous n'avons pas besoin de faire remarquer que nous n'envisageons ici le christianisme que sous un point de vue tout-à-fait humain, c'est-à-dire, dans ses rapports aperceptibles et observables avec la vie entière et la progression de la société universelle. Quant à la question de l'origine qui lui est attribuée dans les livres sacrés des cultes chrétiens, elle reste en dehors de nos investigations philosophiques ; et nous laissons à chacun le soin de la résoudre, selon sa croyance religieuse, toujours respectable, quelle qu'elle soit, aux termes de notre législation.

édits de proscription, qui valurent, à tant de confesseurs héroïques, la palme du martyr et l'apothéose, les princes de la terre, désarmés en effet par cette sage condescendance, accueillirent enfin avec empressement la maxime : *Rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui est à Dieu*. Constantin et Clovis secondèrent, en néophytes fervens et redoutables, l'organisation et l'agrandissement de la puissance spirituelle ; et bientôt la direction sociale, confiée jusque-là, dans toutes ses parties, à un pouvoir gouvernemental unique, sacerdotal ou militaire, se trouva divisée en deux branches principales, dont la distinction n'empêcha pas néanmoins la convergence vers [74] un résultat d'ensemble, l'administration normale des peuples, et l'ordre des sociétés ; convergence qui fut exprimée de la manière suivante : *Jungamus dexteras, gladium gladio copulemus*.

Il n'entre point dans le plan de cet article de développer les avantages de cette innovation, introduite au moyen âge, dans l'économie sociale. La séparation du spirituel et du temporel a été, dans *le Producteur*, l'objet de considérations spéciales, auxquels nous avons déjà renvoyé nos lecteurs.

Le sacerdoce chrétien ne s'en tint pas au reste long-temps à un simple partage de la domination. Dépositaire presque exclusif des richesses littéraires, scientifiques et même industrielles²⁹, au moyen desquelles il avait établi son empire moral ; placé aux avant-postes de la civilisation, et disposant par conséquent de l'opinion, qu'on a surnommée avec raison la reine du monde, il fut conduit à l'idée d'une suprématie sociale, égale à sa supériorité intellectuelle, et l'autocratie catholique fut fondée. Plusieurs fois nous avons émis sur cette institution grande et forte, une opinion libre de toute influence des passions ultramontaines et libérales ; nous n'y reviendrons pas aujourd'hui. L'autorité papale, ou le despotisme pontifical, comme on voudra l'appeler, ne fut à son apogée que l'expression des besoins du temps, que la forme sous laquelle la civilisation dut se présenter à des nations, sortant à peine du scepticisme qui avait inondé la Grèce et Rome dans leur caduque [75] cité, et conquises par des peuples barbares. Mais invariablement attaché aux doctrines absolues qui avaient servi de base à sa fondation, le pouvoir spirituel du catholicisme³⁰, au lieu de suivre le mouvement progressif de l'esprit humain, dont il était né, demeura stationnaire à son tour, comme ces prêtres du polythéisme que les sages précurseurs du christianisme avaient combattus, et que les philosophes de la primitive église avaient remplacés. Laissé dès-lors en arrière par les esprits supérieurs qui, bien que formés le plus souvent dans son sein, voulaient néanmoins profiter des découvertes et aider les améliorations sociales, il sentit tomber peu à peu de ses mains le sceptre de l'opinion³¹, pour le voir passer successivement à des réformateurs et à des philosophes, élevant en face [76] de lui une nouvelle puissance morale, semblable à celle qu'avaient exercée, sur leurs contemporains, ses propres devanciers en théisme, les fondateurs et les adeptes des célèbres instituts de l'Ionie, de la Grèce et de l'Italie. Après six cents ans d'une lutte opiniâtre, les spéculateurs critiques, organes de la raison progressive du genre humain, ont fini par réunir à peu près autour d'eux toutes les influences sociales, et l'omnipotence sacerdotale s'est évanouie. En vain des apparences de rétrogradation, produites

²⁹ [74 n. 1] Tout le monde sait que les grands défrichemens du moyen âge ont été faits par des moines.

³⁰ [75 n. 1] L'organisation sacerdotale du moyen âge porta nécessairement aussi l'empreinte des progrès de la civilisation. L'hérédité et les doctrines secrètes, qui avaient rendu les perfectionnemens sociaux si lents en Égypte et dans le reste de l'Orient, en furent bannies ; chacun put devenir prêtre, chacun put s'instruire avec le prêtre, et la religion offrit, aux malheureux, des consolations et des avantages qu'ils n'avaient pu obtenir sous le régime des castes orientales. Le caractère d'universalité de l'église catholique servit d'ailleurs à rapprocher les hommes, à atténuer leurs dispositions hostiles, à étendre le principe philanthropique de l'association, et contribua par conséquent autant à l'amélioration des sentimens qu'à la diffusion des lumières, tandis que les prêtres de Thèbes et de Memphis s'étaient trouvés obligés de faire un privilège de la science, et d'imposer, aux sentimens d'humanité, les bornes d'une contrée ou d'une caste.

³¹ [75 n. 2] Voyez, dans le dernier cahier du *Producteur*, les *Considérations sur le système théologique-féodal et sur sa désorganisation*.

par les vicissitudes politiques, ont-elles offert à quelques hommes l'espérance trompeuse de ressaisir un pouvoir qui leur est échappé sans retour ; chaque jour enfante de nouveaux évènements³² qui viennent leur rappeler qu'ils ont irrévocablement cessé de régner sur les peuples.

Le criticisme qui a ruiné l'ascendant et le crédit du sacerdoce, qui se glorifie de ses succès, sur les décombres dont il s'est entouré ; le criticisme, quand il n'a plus rien à détruire, ne peut cependant perpétuer sa mission sans danger, lorsque l'urgence des travaux de réorganisation commence à se faire sentir. « Le dogmatisme, a dit M. Auguste Comte, dans ses savantes considérations sur le pouvoir spirituel, le dogmatisme est l'état normal de l'intelligence humaine, celui vers lequel elle tend par sa nature, continuellement et dans tous les genres, même quand elle semble s'en écarter le plus ; car le scepticisme n'est qu'un état de crise, résultat inévitable de l'interrè[77]gne intellectuel qui survient nécessairement toutes les fois que l'esprit humain est appelé à changer de doctrines, et en même temps, moyen indispensable employé, soit par l'individu, soit par l'espèce, pour permettre la transition d'un dogmatisme à un autre, ce qui constitue la seule utilité fondamentale du doute. » Il est temps d'accorder les honneurs de la retraite à ce doute, militant, depuis six siècles, contre un dogmatisme définitivement vaincu. La philosophie moderne, comme celle de l'antiquité, après l'accomplissement de l'œuvre de destruction, doit renoncer aux formules révolutionnaires, pour prendre le caractère organique. Si notre âge est celui de la virilité pour l'espèce humaine ; si la société actuelle, riche des expériences et des découvertes du passé, n'a plus besoin des précautions dont il fallut entourer son enfance, les conditions essentielles de la vie sociale n'existent pas moins aujourd'hui qu'autrefois, c'est-à-dire, la nécessité d'un lien universel, ou d'une doctrine commune, entre les divers membres de l'association, et le concert régularisé de toutes les forces spirituelles (souveraines dans le domaine de l'opinion, et directrices des volontés particulières), afin de faire converger le plus possible l'activité individuelle vers un but unique, le bien-être et la prospérité du plus grand nombre.

Mais ce concert que vous réclamez, nous a-t-on dit, n'est autre chose qu'une nouvelle organisation sacerdotale, empruntée à l'Égypte ou au moyen âge, et le dix-neuvième siècle ne consentira pas à se replacer sous le joug des prêtres. Nous ne voulons point révoquer en doute la sincérité des alarmes qui se manifestent dans cette bizarre imputation ; nous avons assez bonne opinion des hommes qui nous ont [78] honorés de leur critique, lors même qu'ils se seraient pressés de nous condamner avant de nous avoir compris, pour croire sur leur parole, qu'ils ont une peur tout-à-fait sérieuse du pouvoir spirituel. Mais qu'ils se félicitent de n'avoir conçu qu'une frayeur ridicule, et d'être tombés, avec un peu trop de précipitation et de complaisance, dans la plus singulière des méprises ; car si leurs appréhensions étaient fondées ; si le concours des capacités intellectuelles et morales, pour produire l'unité et l'harmonie dans le corps social, ne pouvait devenir régulier et permanent, c'est-à-dire se constituer en état normal, que sous la condition d'une organisation sacerdotale, il faudrait bien accepter encore ces corporations redoutables, sous peine de laisser périr la société (hypothèse que ne doivent pas craindre de voir réaliser ceux qui, comme nous, admettent la loi progressive du développement de l'espèce humaine, et qui ne croient pas à la prochaine fin du monde), puisqu'il n'est guère possible de concevoir l'existence durable d'une association quelconque, sans un accord exprès ou tacite entre les associés, déterminé par une règle commune, et sans la réunion des lumières individuelles, pour former la prudence collective, qui doit veiller à la conservation du lien social, et diriger le mouvement d'ensemble dans l'intérêt de tous. L'ordre, qui est le premier besoin de la société, ou plutôt qui n'est que l'expression de la société elle-même, en tant qu'elle exécute régulièrement ses fonctions vitales ; l'ordre résulte en effet, pour l'espèce, de l'adoption d'une doctrine générale, qui

³² [76 n. 1] Les funérailles de Talma.

puisse, sous la direction des hommes capables de l'interpréter et de la perfectionner, faire converger les volontés particulières vers l'amélioration et le bien-être de l'universalité ; comme la vie morale est [79] attachée, chez l'individu, à la relation normale des organes, ou sens externes, avec le centre cérébral, et à l'action de ce *sensorium commune* sur toutes les autres parties du corps. Heureusement, nous le répétons, cette doctrine générale, et ce concert des spéculateurs scientifiques peuvent et doivent même exister désormais, sans être accompagnés des formes, qui convinrent à d'autres temps, et qui répugnent au nôtre. Si l'on avait même pris la peine de nous lire avec un peu d'attention, on nous aurait d'autant mieux épargné le reproche de vouloir ressusciter le sacerdoce égyptien, ou celui de Grégoire VII³³, que nous sommes à peu près les seuls à reconnaître que, vu le mouvement ascendant du genre humain, les meilleures institutions ont dû finir nécessairement par devenir inapplicables. Dans l'état actuel de la civilisation, la science sociale pouvant se classer bientôt parmi les sciences positives, et le dogme nouveau devant s'offrir dès-lors avec le même caractère, le corps théorique n'aura sans doute qu'une organisation correspondante, c'est-à-dire qu'il y aura nécessairement entre le pouvoir spirituel du système scientifique industriel et celui des siècles passés, la même différence qu'entre la méthode positive et la méthode conjecturale, qu'entre une vérité démontrable et un mystère. Cela doit suffire pour rassurer les *hiérophobes*.

P. M. L.

³³ [79 n. 1] Nous avons déjà remarqué une immense différence entre le sacerdoce de Hildebrand et les savans héréditaires de Thèbes et de Memphis, bien qu'elle n'ait pas été sentie par les écrivains qui, ou nous prenant pour des prêtres, nous ont indistinctement assimilés aux uns et aux autres ; mais les directeurs intellectuels et moraux de l'antiquité et du moyen âge fondaient plus ou moins leurs spéculations sur une base conjecturale, tandis que les théoriciens à venir devront s'appuyer sur des démonstrations. La différence entre la nouvelle organisation spirituelle et l'ancienne sera donc entière et radicale ; c'est-à-dire, que ni l'induction, ni l'analogie ne peuvent plus servir ici à mesurer la distance qui séparera des institutions, dont les unes prirent leur point d'appui dans le ciel, et les autres reposeront modestement sur la terre.

[81]

DE QUELQUES-UNS DES OBSTACLES QUI S'OPPOSENT A LA PRODUCTION D'UNE NOUVELLE DOCTRINE GENERALE.

LA série de civilisation, dont les sociétés européennes modernes se présentent comme le dernier terme et dont l'histoire nous donne la suite non interrompue, se divise tout entière en deux grands systèmes, le polythéisme et le théisme, ou si l'on veut, et pour parler d'une manière moins abstraite, le paganisme et le christianisme³⁴.

Les matériaux que nous fournit l'histoire nous permettent d'assister à toutes les phases du développement du christianisme, et par conséquent de nous former une idée nette du grand œuvre de la substitution d'une doctrine générale à une autre doctrine de même nature, ainsi que des obstacles qu'une pareille révolution doit rencontrer. Nous voyons la [82] doctrine chrétienne employer quinze siècles pour atteindre son complet développement, c'est-à-dire, tout le temps qui s'est écoulé depuis Socrate, créateur de l'idée philosophique, jusqu'à Grégoire VII, fondateur de la hiérarchie *politique*³⁵. Les sociétés appelées chrétiennes ont senti sans doute, et d'une manière puissante, l'influence du christianisme avant cette époque ; mais elles n'ont été constituées chrétiennement, d'une manière complète et définitive, que sous le pontificat du grand pape que nous venons de nommer. Jusque-là elles n'avaient point cessé d'être profondément pénétrées de paganisme, sinon dans les croyances religieuses proprement dites, au moins dans les mœurs, dans les institutions politiques et civiles, et ce qui, dans l'ensemble des faits de leur activité, n'appartenait ni au christianisme ni au paganisme n'était que de l'anarchie.

Nous ne prétendons pas dire assurément qu'une révolution semblable à celle que le christianisme a opérée, c'est-à-dire, que l'établissement social d'une nouvelle doctrine générale ne puisse s'effectuer aujourd'hui dans un moindre espace de temps. Nous avons positivement avancé ailleurs, au contraire, que de nos jours les termes d'une révolution de cette nature devaient être relativement très-rapprochés, et la raison en est simple : c'est qu'aujourd'hui nous pouvons avoir la conscience de l'entreprise, de son but et de ses moyens ; que l'intelligence [83] générale est plus développée ; que les relations entre les peuples et les individus sont plus multipliées et plus intimes, d'où résulte pour eux une plus grande nécessité de mettre en harmonie leurs idées, leurs sentimens et leurs actions. Il n'est pas nécessaire de réfléchir long-temps sur toutes ces circonstances, par lesquelles l'époque où nous sommes parvenus se distingue de toutes les autres, pour comprendre ce qu'elles doivent apporter de différence entre les révolutions anciennes et les révolutions modernes, quant au temps nécessaire à leur accomplissement. Cependant, les phases à parcourir n'en restent pas moins les mêmes ; et quelque rapprochées qu'on les suppose, il n'en est pas moins vrai que, de tous les changemens à introduire dans les sociétés, celui qui a pour objet l'installation d'une nouvelle doctrine générale doit être nécessairement le plus long à opérer ; que, quelque rapide qu'il puisse être relativement à un changement de même nature dans le passé, il doit toujours être fort lent, par rapport à la durée de la vie individuelle, et que, quelles que soient les illusions inévitables à cet égard, ceux qui les premiers entreprennent une pareille tâche ne sauraient se flatter d'assister au triomphe. Mais cette considération ne peut abattre le courage

³⁴ [81 n. 1] Nous devons nous être fait assez comprendre de nos lecteurs aujourd'hui, pour qu'il soit bien entendu que sous ces deux titres généraux nous ne voulons point seulement exprimer des systèmes de croyances religieuses proprement dites, mais l'ensemble de tous les faits sociaux correspondant au règne de ces croyances, et dont elles ne sont dans le fait que la généralisation la plus élevée.

³⁵ [82 n. 1] Sous ce mot politique, nous comprenons toute l'institution sociale, spirituelle et temporelle.

ou ralentir le zèle du philosophe, dont un des privilèges principaux est de vivre hors du temps, ou plutôt de comprendre dans le temps présent tous ceux que sa prévoyance peut embrasser, de jouir ainsi de l'avenir par la seule contemplation, et de voir la réalisation complète des révélations de son esprit, dans les premiers travaux entrepris dans le but de la produire. L'ajournement du succès par des *causes directes*, en lui montrant la grandeur de l'entreprise, ne fait que l'y attacher davantage.

[84] Mais il est une espèce d'obstacles que les doctrines rencontrent à leur début, et à l'égard desquels la résignation est plus difficile, quelle que puisse être d'ailleurs leur nécessité dans le sens philosophique du mot : c'est que ceux-là ne naissent point de la nature même de la doctrine proposée ; que, dans un grand nombre de cas, c'est moins aux idées qu'aux personnes qu'ils s'adressent, et qu'après avoir péniblement lutté contre eux et s'être épuisé peut-être pour en triompher, on n'a rien fait encore directement pour le succès de la doctrine. Nous voulons parler ici des fins de non-recevoir, des questions préjudicielles, qu'après les temps de critique et de destruction on oppose généralement, avant tout examen, aux novateurs et à leurs idées.

Quelques esprits misanthropes se sont plus à présenter l'humanité en contradiction perpétuelle avec elle-même. Rien ne serait plus propre à justifier cette observation, si elle pouvait l'être en quelque point, que le phénomène que présentent les sociétés après les longs ébranlemens qui les ont jetées hors de leur sphère ancienne, et ont anéanti toutes leurs croyances ; car c'est alors que leur état réclame le plus impérieusement une réorganisation intellectuelle et morale, qu'elles paraissent le moins disposées à s'y soumettre. Tous les systèmes auxquels les esprits s'étaient arrêtés, se sont démontrés impuissans, contraires à la nature des choses ; le découragement s'en est suivi, et insensiblement un préjugé général s'est élevé contre toute doctrine. Quiconque ne se soumet point à ce jugement, et parle encore sérieusement de théorie sociale, n'est plus dans la conscience publique qu'un charlatan ou un homme abusé, en dehors de l'expérience, du sens [85] commun, et qu'il serait superflu d'écouter. Mais comme l'esprit humain ne peut rien, même négativement, s'il ne s'appuie sur une théorie, il en a adopté une dans ce cas, que l'on peut à peu près réduire en ces termes :

Les choses se font d'elles-mêmes ; les sociétés marchent toutes seules ; l'homme ne peut prévoir les événemens futurs ; et il en serait autrement, que cela ne lui servirait de rien, car ces événement ne sont point en sa puissance : il doit donc les attendre tranquillement, et s'en tirer comme il peut, lorsqu'ils se présentent, avec sa *conscience*, sa *raison* et son *libre arbitre* qui ne l'abandonnent jamais, et qui constituent, à proprement parler, toute sa puissance.

L'unité entre les adversaires des théories ne s'étend point pourtant au-delà de cette formule générale ; les uns, qui ne croient point à l'enchaînement des faits, prétendent que c'est le *hasard* qui gouverne les états ; les autres, au contraire, qui reconnaissent une suite dans les événemens, assurent que c'est le *temps* et la *force des choses* qui remplissent cette fonction. Mais, d'un côté comme de l'autre, point de grâce pour le simple mortel qui aspire à guider ses semblables, à diriger les événemens. Quiconque afficherait une pareille prétention, et ne se présenterait pas, avec une faux à la main comme le *Temps*, avec un bandeau sur les yeux comme le *Hasard*, ou avec un bras de fer, comme on peut raisonnablement en supposer un à la *Force des choses*, ne saurait espérer de se faire entendre ; car, d'après les systèmes dont nous venons de parler, *tout* est quelque chose dans les sociétés humaines ; *tout* peut quelque chose sur elles, excepté l'homme.

Nous avons ailleurs exprimé notre opinion à l'égard de toutes ces puissances abstraites, de tous ces mythes on[86]tologiques sur lesquels tant d'esprits ont aujourd'hui la bonté de se

reposer³⁶ ; nous ne nous étendrons point davantage sur ce sujet ; mais nous demanderons à ceux qui se payent de pareilles raisons, et qui, sans doute, repousseraient bien loin l'horrible imputation de fatalisme, s'il est possible de concevoir sous ce mot, qui a bien sa valeur philosophique dans le progrès des idées générales, une croyance plus stérile, plus grossière que celle qu'ils professent ; et si cette croyance, en la supposant active, n'aurait point des conséquences aussi funestes que la fatalité des Turcs. Pour nous, nous n'hésitons point à décider la question par l'affirmative.

Mais, dirait-on, il n'est point permis philosophiquement de juger une croyance par ses résultats ; il s'agit de savoir si elle est fondée. Si une pareille objection nous était faite, nous nous garderions bien de la repousser, car personne plus que nous n'est convaincu qu'en bonne philosophie, le seul objet important est de savoir ce qui est ou ce qui doit être ; aussi ne nous en prenons-nous aux conséquences du système que nous attaquons que parce qu'avant tout nous le jugeons faux ; mais voilà ce qu'il importe de démontrer. Cette tâche assurément n'est point facile ; il s'agit ici de la négation de toute science sociale ; or, comment espérer de combattre victorieusement cette [87] négation, sans entrer dans la discussion des problèmes les plus importants de la philosophie, et sans les résoudre ? Et d'un autre côté, comment entreprendre une pareille discussion dans un article de journal ? Malheureusement telle est la position de ceux qui annoncent un nouveau système d'idées ; leurs adversaires sont admis à leur présenter des objections isolées et sans développement, parce que le principe général auquel elles se rattachent étant connu de tout le monde, chacun peut d'abord en apprécier la valeur et la portée, tandis qu'eux seuls, possédant la liaison de leurs idées, ne peuvent espérer de se défendre avec avantage sur aucun point que par un exposé complet de leur système, ce que pourtant il leur est impossible de faire en toute occasion. Il faut donc qu'ils se résignent à revenir cent fois sur chaque objection particulière, avant de se flatter d'en avoir triomphé.

Déjà, dans un grand nombre d'articles, nous avons attaqué directement ou indirectement, et par des considérations de différente nature, le préjugé qui refuse aux doctrines toute puissance sur la destinée des sociétés ; en reprenant aujourd'hui ce préjugé dans les termes où nous venons de le reproduire, nous nous contenterons de dire :

Il n'est pas vrai que les sociétés marchent toutes seules, c'est-à-dire sans le secours des doctrines ; si l'on veut se dépouiller de toute prévention à cet égard, il suffit pour s'en convaincre de consulter le passé. L'on verra qu'à toutes les époques indistinctement, toutes les actions individuelles et collectives ont été en harmonie avec une croyance générale réduite en théorie, et enseignée d'une manière théorique. Que l'on examine attentivement les sociétés, et l'on trouvera que, même aux époques où le dogme de la souveraineté de la raison individuelle est le plus [88] hautement proclamé, c'est-à-dire où le mépris pour les théories est le plus prononcé, il n'existe pas dans leur sein une seule idée d'ordre qui ne se rattache à une doctrine, et qui n'ait existé en théorie avant d'avoir eu aucune efficacité sociale. Personne ne niera sans doute, que des hommes réunis en société n'aient besoin d'idées communes : mais comment cette communauté s'établira-t-elle, si ce n'est par l'éducation ? et comment l'éducation la produira-t-elle, si elle n'est, à son tour, systématisée, dominée et dirigée par une doctrine ? Dira-t-on qu'aux époques où il n'y a plus de doctrine sociale reconnue, les sociétés n'en continuent pas moins de marcher ? Oui, sans doute, elles marchent, mais mal ; et encore un coup, si alors elles ne s'arrêtent point, si elles ne tombent point en dissolution, si même elles conservent un mouvement progressif, c'est grâce aux habitudes, aux idées, aux sentiments créés par d'anciennes croyances, et même à l'empire direct qu'exercent encore sur elles, à leur insu, ces croyances qu'elles rejettent. La vanité individuelle aura beau se débattre,

³⁶ [86 n. 1] Voyez les articles sur le Temps, et sur l'*Encyclopédie progressive*, au mot *religion*, tomes 3 et 4, pages 5 et 123 du *Producteur*. Nous ne nions pas sans doute que, sous ces abstractions, on ne puisse exprimer des idées très-positives ; aussi n'attaquons-nous ici que le sens mystique qu'on y attache souvent, et qu'elles offrent presque toujours dans le cas dont nous parlons.

elle n'échappera point à cette nécessité ; et en définitive, cette liberté de conscience tant vantée, n'est autre chose, après l'effervescence de la destruction, que la faculté, pour le petit nombre de ceux qui ont l'énergie d'en user, de choisir entre deux ou trois doctrines, entre deux ou trois principes généraux en circulation : l'anarchie des esprits ne s'étend pas fondamentalement au-delà de ce cercle pour les classes intellectuelles, et c'est bien assez ; mais ce n'est pas ici le lieu de s'arrêter sur cette idée.

Que si l'on reconnaît la nécessité et la puissance des doctrines, on sera obligé aussi de reconnaître, à l'esprit humain, la faculté de prévoir les besoins des générations futures, car, après tout, les doctrines ne sont que le résultat et [89] l'expression de cette faculté. Plus la prévoyance humaine, à cet égard, a été étendue, plus elle a embrassé d'objets, et plus aussi la marche des sociétés a été rapide et régulière. L'époque de leur plus grande prospérité, de leurs plus grands progrès, a été celle où elles ont été constituées sur un fonds de prévoyance plus étendu, et de telle sorte, en outre, que la fonction de prévoir pût s'exercer à l'avenir d'une manière directe et non interrompue ; ce qui est arrivé lors de l'établissement d'un pouvoir spirituel, distinct, indépendant et régulateur du pouvoir temporel. Otez à l'espèce humaine la prévoyance sociale, et il vous sera impossible de vous expliquer ses progrès. Jusqu'ici, sans doute, cette prévoyance a été plus ou moins confuse, mais quelle qu'elle ait été, la civilisation tout entière n'en est pas moins son ouvrage, et s'il est permis d'affirmer aujourd'hui que le développement des sociétés devra, désormais, rencontrer moins d'obstacles qu'à aucune époque du passé, c'est que, grâce aux termes qu'elles ont déjà parcourus, il est possible de prévoir leur avenir d'une manière plus certaine et plus complète qu'on ne l'a fait encore et qu'on n'a pu le faire.

Mais combien de fois ne faudra-t-il pas reproduire ces idées ? Sous combien de faces nouvelles ne faudra-t-il point reprendre la terrible objection à laquelle nous les opposons avant de les faire accueillir, et par conséquent avant d'être admis à présenter une doctrine et à fixer sur elle l'attention des esprits ?

Ce mépris pour les doctrines ne se témoigne pas toujours d'une manière aussi franche ni aussi directe ; il arrive même quelquefois que c'est en apparence par un excès de respect qu'on les écarte : c'est une œuvre si importante, si difficile, qui exige le concours de tant de lumières, c'est [90] un but autour duquel il faut tourner si long-temps avant de se permettre d'y toucher, et cela, sous peine de ne savoir l'apprécier, à défaut de l'avoir assez désiré, ou de ne pouvoir s'y tenir à défaut d'avoir suffisamment exercé ses forces, que dans cette manière de voir, une doctrine n'est, à proprement parler, qu'un de ces objets vers lesquels l'esprit humain ne doit cesser de tendre, sans pourtant se flatter jamais de les atteindre, et dont la perspective, comme celle de l'horizon, doit toujours s'éloigner en raison exacte des progrès que l'on fait dans sa direction, ce qui d'ailleurs, dans le cas dont il s'agit, est donné comme une excellente gymnastique intellectuelle. Si donc, cette opinion admise, quelqu'un se présente comme fondateur ou comme dépositaire d'une doctrine, sa témérité ou sa folie étant démontrées d'abord, on sera suffisamment dispensé de l'écouter, et ce sera alors par des argumens personnels qu'on repoussera sa doctrine. Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? lui dira-t-on ; qui vous a donné mission ? Quel est votre état dans le monde ? votre rang parmi les écrivains ? Si, par événement, vous ne pouvez rien répondre d'imposant à ces questions préalables, c'en sera bientôt fait de vous et de vos idées ; on vous demandera si, du haut de votre mansarde, vous avez la prétention de régenter l'univers : terrible argument !... car cette mansarde, qui joue un si beau rôle sous la plume du biographe, qui lui fournit de si brillantes antithèses, de si touchans contrastes, quand il peut y découvrir le berceau de quelque illustration, est peut-être la plus puissante de toutes les préventions contre lesquelles un homme ait à lutter au début de sa carrière.

Que si quelque pudeur démocratique s'oppose à ce que [91] cette objection vous soit présentée sous cette forme grossière, elle saura bien se reproduire sous quelque autre.

Quelques mots soulignés, quelques phrases isolées, quelques titres de chapitres permettront-ils de supposer un rapport entre vos idées et quelque système généralement condamné ? de mettre en évidence une atteinte portée à quelques réputations populaires ? On vous dira : Ne *parodiez* pas le despotisme antique ; *ne vous accrochez pas à la basque de l'habit* des grands hommes. La plus petite notabilité vous eût valu plus de politesse ; dans ce cas, on se fût tout au plus contenté de vous dire : N'*imitiez* pas le despotisme antique ; *respectez* la mémoire des grands hommes. Et qu'on ne s'imagine pas que cette différence dans la forme soit de peu de conséquence : ce titre de parodiste qu'on vous donne, cette basque d'habit qu'on vous met dans les mains font bien voir que vous êtes gens de bas lieu et de *haut étage*, qu'on n'est point exposé à rencontrer dans la bonne-compagnie, et c'en est assez pour achever d'éloigner de vous quelques esprits faibles qui éprouvaient peut-être la tentation de vous prêter l'oreille, mais qui ne le peuvent plus décemment, depuis qu'ils savent à qui ils ont affaire.

Dans un grand nombre de cas, on s'en prendra à la forme sous laquelle vous aurez présenté vos idées : si vous avez eu le malheur de vous exprimer avec quelque assurance, on vous reprochera d'avoir le ton tranchant, absolu, pédant, insolent, toutes expressions synonymes et dont le choix dépend de quelques nuances légères de caractère et de position. Ce reproche peut venir de deux causes différentes : il peut naître de la supposition de la mansarde ; car tout est relatif quant à la manière de s'exprimer ; et telle, est [92] toute gracieuse et toute modérée dans la bouche d'un personnage, qui n'est que pédante et arrogante dans celle d'un pauvre diable ; mais ce reproche peut venir aussi, et c'est peut-être le cas le plus commun, du peu d'importance qu'on attache, aux époques dont nous parlons, à tout ce qui n'est que du domaine des idées, et à l'habitude prise en conséquence de ne jamais s'échauffer en traitant de pareilles matières. Le monde, sans doute, c'est-à-dire, celui des salons, veut bien souffrir encore qu'on l'entretienne parfois de discussions théoriques, mais seulement comme passe-temps à défaut d'autre. Dans ce cas, il est convenu que l'on joue à la doctrine comme on jouerait à l'écarté. Celui qui entre sur ce terrain doit donc y apporter la plus grande circonspection, et mesurer ses expressions de manière à ce qu'au besoin on puisse les interpréter ainsi : « *Voici ce que je pense ou plutôt ce que je penserais, si vous vouliez bien le permettre ; du reste je n'y tiens pas autrement, et pour peu que cela vous fasse plaisir, je n'y tiens pas du tout.* » Que si vous prenez un autre ton, que si vous vous exprimez avec l'accent de la foi et de la conviction, vous ne serez plus qu'un brutal, un cuistre, un manant, et pour tout dire en un mot, UN HOMME A SYSTEME.... Épithète foudroyante ! capable de faire fuir loin de vous tout ce qu'il y a de sages indifférens, d'imaginations gracieuses, d'âmes tendres et vagues ; car, *homme à système*, c'est comme qui dirait : homme qui prétend mettre de la suite et de l'harmonie dans ses idées ; y soumettre ses jugemens, ses actions, et peut-être employer toutes ses forces, dévouer toute son existence à les faire partager aux autres. Mais, dira-t-on, ce n'est point pour les salons, pour les oisifs, que doivent prêcher les apôtres [93] de doctrine ; c'est pour les classes actives, pour les savans : soit, mais aux époques de dissolution intellectuelle et morale, lorsque tout ce qui se rapporte aux croyances et aux sentimens est devenu une affaire de mode, ce sont les salons qui donnent le ton aux classes actives, et quant aux savans, c'est là malheureusement qu'il faut aller les chercher ; car alors, isolés dans le monde, comme les sciences qu'ils professent le sont dans le domaine de l'intelligence, ignorant leur mission, méconnaissant leur dignité, ils croient, pour la plupart être arrivés au degré le plus élevé de leur carrière lorsqu'ils sont parvenus à *s'ensalonner*.

Cette expression, qui nous échappe, nous fait songer à une autre objection que les doctrines doivent encore rencontrer à leur début et préalablement à toute discussion fondamentale, celle du néologisme. En vain dira-t-on que de nouvelles idées exigent de nouveaux mots : on ne verra d'abord, dans cette innovation, que du charlatanisme ou de la barbarie, et ce ne sera qu'après avoir longuement et péniblement lutté contre l'autorité des

lacunes ou des définitions du dictionnaire de quelque vieille académie, qu'on pourra se flatter de passer outre.

Nos lecteurs penseront peut-être qu'en énumérant tous ces dégoûts qui attendent les novateurs, nous avons été guidés par le sentiment de notre position personnelle ; mais ceux d'entr'eux qui prennent intérêt à nos travaux, sentiront tout ce qu'un pareil sujet a de grave, et nous pardonneront sans doute de nous y être arrêtés un moment.

St.-A. B.

NOUVEAUX PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE ; jour qu'ils peuvent jeter sur la crise qu'éprouve aujourd'hui l'Angleterre.

M. de Sismondi vient d'annoncer, sous ce titre, une nouvelle édition de son ouvrage publié il y a sept ans³⁷. Nous avons plusieurs fois fait connaître notre opinion sur les principes économiques de ce célèbre écrivain, et nous nous empressons de rappeler son ouvrage à nos lecteurs.

L'édition nouvelle, qui sera considérablement augmentée, présentera, nous n'en doutons pas, un très-grand intérêt ; il est facile de s'en convaincre d'avance en lisant l'article de la *Revue encyclopédique*. M. de Sismondi ne dissimule pas que son ouvrage n'obtint pas l'approbation des hommes qui sont en tête de la science : « J'at[95]taquais une orthodoxie, dit-il, entreprise dangereuse en philosophie comme en religion. En même temps, j'avais un désavantage de plus : je me séparais des amis dont je partage les opinions politiques ; je signalais le danger des innovations qu'ils recommandent ; je montrais que plusieurs institutions qu'ils ont long-temps attaquées comme des abus, avaient eu des conséquences bienfaisantes ; j'invoquais enfin, en plus d'une occasion, l'intervention du pouvoir social, pour régler les progrès de la richesse au lieu de réduire l'économie politique à la maxime plus simple, et en apparence plus libérale, de *laisser faire et laisser passer* ».

Tels sont en effet, les points les plus importants des nouveaux principes de M. Sismondi, et c'est précisément par là que nous reconnaissons dans cet économiste une disposition bien plus élevée, ou plutôt bien plus conforme au besoin d'organisation réclamé par notre époque, que celle qui préside aux travaux des hommes qu'il a combattus.

Après avoir si bien saisi les différences qui existent entre ces nouveaux principes économiques et ceux des amis dont il partage les opinions politiques, comment M. de Sismondi n'a-t-il pas cherché à s'expliquer la cause de cette désunion sur laquelle il gémit ? Nous ne craignons pas de le dire : les amis de M. de Sismondi paraissent, au premier coup d'œil, les plus logiciens ; ils semblent obéir mieux que lui aux conséquences d'un principe ; car ils font de la politique avec la doctrine du *laisser faire et laisser passer* ; et ils appliquent très-conséquemment cette doctrine aux faits industriels. Si M. de Sismondi partage leurs opinions politiques sans être d'accord avec eux sur l'économie politique, c'est qu'il n'a pas aperçu le lien qui unit la science des richesses à celle de l'organisation sociale, tandis que ses amis ne l'ont pas perdu de vue. Nous sommes heureux d'adresser un pareil reproche à M. de Sismondi ; c'est le plus grand éloge qu'il soit possible, aujourd'hui qu'il s'agit d'abandonner la critique pour s'occuper d'organisation ; en effet, les premiers philosophes qui sortent de la vieille route battue par le vulgaire, paraissent toujours inconséquents ; ils le sont même réellement, parce qu'il est difficile de ne pas céder souvent aux habitudes intellectuelles que nos premiers maîtres nous ont imposées. Les bons logiciens se tiennent au contraire dans une ligne parfaitement droite, très-régulière et qui n'a qu'un défaut, celui de ne pas conduire au but.

M. de Sismondi s'est placé, selon nous, à un rang très-élevé parmi les économistes, en abandonnant la doctrine du *laissez faire et laissez passer* ; mais il ne pourra être certain de la vérité de ses nouveaux principes économiques que lorsqu'il les aura mis d'accord avec ses principes politiques : ce qui serait difficile, si l'on en juge par la désunion dont il se plaint. Cet élégant écrivain, ce profond publiciste, abandonne un principe en économie politique, parce

³⁷ [94 n. 1] Voyez le numéro de septembre de la *Revue encyclopédique*. La nouvelle édition annoncée paraîtra avant la fin de l'année, chez Delaunay, en 2 forts volumes in-8°.

qu'il en désapprouve les conséquences, mais il le conserve en politique, comme si l'esprit humain pouvait obéir à deux principes contradictoires. Ainsi *l'intervention du pouvoir social étant invoquée pour régler les progrès de la richesse*, ce pouvoir ne pourrait-il pas aussi présider aux progrès des sciences, au développement des sentimens ou de la morale ? L'éducation ne rentrerait-elle pas sous sa direction suprême ? Enfin, au lieu de dire au pouvoir social *laissez faire* la science, comme on lui dit [97] *laissez faire* l'industrie, ne pourrait-on pas désirer que la société fût organisée de manière que les travaux intellectuels et industriels fussent éclairés et dirigés par *le pouvoir social* ? Mais alors la désunion n'aurait pas lieu uniquement pour l'économie politique ; M. de Sismondi ne s'entendrait plus sur rien avec ses amis, si ce n'est, du moins sur les intentions, qui sont, de part et d'autre, grandes et généreuses.

Nous l'avons déjà dit, il nous semble que M. de Sismondi a mieux vu que d'autres économistes les maux auxquels le principe de la liberté ne pouvait pas remédier ; tombant même dans une exagération contraire à celle que l'on peut reprocher à ses devanciers, il a mieux apprécié les inconvéniens que les avantages de la *concurrence* ; mais pour indiquer les moyens de combattre cette funeste influence du principe de liberté, ou plutôt pour *placer l'économie politique sur une base nouvelle*, comme M. de Sismondi pense l'avoir fait, il fallait découvrir un nouveau principe d'ordre social qui aurait nécessairement influé sur les opinions politiques du savant économiste.

Nous n'avons point l'intention d'examiner ici les nouveaux principes de M. de Sismondi, nos observations ont surtout pour but d'attirer l'attention sur cette idée, que la science de l'économie politique est tellement dépendante de la science sociale ou de la politique, comme on appelle ordinairement celle-ci, que le même principe d'ordre doit nécessairement se trouver dans l'une et dans l'autre. Aussi pensons nous que *le crédit* doit être la base de l'ordre industriel, et non la *concurrence*, comme nous croyons que la confiance ou *la foi*, qui n'est autre chose que le crédit [98] accordé aux lumières, doit finir par remplacer dans l'ordre politique organisé en conséquence, la violence, c'est-à-dire l'oppression et la révolte.

Nous reviendrons plus tard sur cet important ouvrage. Nous terminerons en faisant observer que M. de Sismondi s'est trompé en attribuant la création et l'adoption du mot *industriel* aux économistes, partisans du système de *laissez faire et laissez passer* : le *Producteur*, qui ne professe pas cette doctrine, doit rappeler que ce mot a été créé par Saint-Simon, parce qu'il avait l'avantage de rappeler le rang politique que les individus qui exploitent le globe et qui en modifient les produits, doivent occuper dans un système d'organisation sociale *scientifique industriel*.

P. E.

RECLAMATION DE M. TIEDEMANN

NOUS lisons dans les *Archives générales de Médecine*, une note de M. Tiedemann, bien propre à montrer quels sont les inconvéniens du défaut d'existence d'un corps savant, embrassant dans sa sphère d'activité tout le monde civilisé. Cette note n'a pour but, il est vrai, qu'un fait individuel ; mais nous avons la certitude que le nombre des faits du même genre ne laisse pas d'être considérable, et qu'ils ont quelquefois un degré d'importance autre qu'une importance individuelle. Voici le sujet de la réclamation : M. Tiede[99]mann est auteur d'un ouvrage publié en 1816, en allemand, ayant pour titre : *Anatomie du Cerveau, contenant l'histoire de son développement dans le fœtus, avec une exposition comparative de sa structure dans les animaux*. M. Serres est auteur d'un ouvrage sur le même sujet, traité d'après la même méthode, contenant l'annonce d'un grand nombre de faits analogues, et dont

les résultats principaux furent annoncés en 1821, dans un rapport fait par M. Cuvier à l'Académie des sciences ; cet ouvrage est aujourd'hui livré au public. On reprochait à M. Serres de s'être servi de travaux faits par d'autres et par M. Tiedemann lui-même, en s'en présentant comme l'auteur ; d'avoir agi enfin, pour grandir sa réputation, dans la supposition de l'ignorance du public auquel il s'adressait. Nous n'entrerons point ici dans les détails sur lesquels M. Tiedemann s'arrête pour prouver que M. Serres puisa ses découvertes dans les livres de divers anatomistes allemands et dans le sien. Nous nous permettrons seulement une remarque à cette occasion ; il est vrai que M. Serres a pu avoir connaissance de plusieurs de ces travaux, qui sont d'ailleurs aujourd'hui dans les mains de tout le monde ; mais ce médecin ne sait pas l'allemand, et, dans l'état où est arrivée la science, est-il donc impossible que, sur beaucoup de points, les mêmes idées soient nées dans plusieurs têtes, et que les mêmes recherches aient été faites par plusieurs personnes ? Au reste, la réclamation de M. Tiedemann nous paraît frapper, en définitive, directement sur l'Académie des sciences elle-même. Voici ce que dit M. Tiedemann à cette occasion :

« Une seule vérité se trouve dans le passage..... pris dans la préface de M. Serres ; la voici : *on se rappelle, [100] sans doute, la sensation que fit ce rapport³⁸ parmi les anatomistes. Oui, sans doute, la sensation que fit ce rapport parmi les anatomistes instruits de l'Allemagne fut très-grande ; et l'impression plus que défavorable qu'il produisit dans notre pays, ne peut être comparée qu'à celle que causa, en Italie, le rapport³⁹ non moins connu sur l'ouvrage de M. Flourens, dont les découvertes furent contestées, avec raison, par M. Rolando, et à l'indignation qu'excita peu après la spoliation commise par Antommarchi, sur l'immortel Mascagni. »*

« Aussi, j'oserai faire ici une dernière réflexion qui me paraît digne de fixer l'attention de l'Académie des Sciences de Paris. Cette illustre société qui, depuis près de deux siècles, répand ses lumières dans le domaine du savoir, peut-elle espérer de conserver encore longtemps la réputation qu'elle a si justement acquise, si les membres de ses commissions, au lieu de se signaler par de profondes connaissances et une juste critique, restent étrangers aux progrès des sciences dans les pays voisins, et s'exposent à juger avec partialité les ouvrages des savans dont le monde entier est la patrie. »

Nous avons eu l'occasion d'exprimer plusieurs fois notre sentiment sur l'insuffisance actuelle des académies, insuffisance qui tient moins encore aux hommes qu'à la constitution de ces sociétés elles-mêmes. Les académies sont appelées à remplacer l'ancien pouvoir spirituel ; c'est-à-dire, qu'un jour, évidemment, l'éducation générale, soit morale, soit technique, leur sera confiée, ainsi qu'une grande partie du pouvoir législatif et de police. Nous ne prétendons pas montrer ici comment nous sommes arrivés à croire que tel est le rôle futur des corps savans dans la société, mais nous énonçons ici le fait : admettez-en, un instant, la réalité, et convenez avec nous que c'est l'avenir le plus brillant, le plus probable qu'on puisse annoncer à la science représentée par les savans. Mais, dites-nous, vous sentez-vous capable d'arriver à un tel résultat ? non, sans doute, l'Académie des Sciences est trop mal organisée ; sa composition, disons-le, est tout-à-fait au-dessous d'un tel avenir. Les plus habiles de ses membres sont des astronomes, des géologues, des chimistes, des physiciens, des naturalistes ; mais comment la science de l'homme y est-elle représentée ? Dernièrement il s'agissait de remplir deux places auxquelles devaient être appelés des savans dans cette spécialité importante et en quelque sorte encyclopédique ; il semblait qu'on dut choisir parmi les hommes qui s'occupent de l'art de guérir, ceux dont les connaissances étaient les plus générales et qui considéraient la science du point de vue le plus élevé ; M. Geoffroy Saint-Hilaire prononça dans ce sens un discours qui eût dû paraître superflu : point du tout ; on

³⁸ [100 n. 1] Le rapport de M. Cuvier, à l'Académie des Sciences, sur l'ouvrage de M. Serres.

³⁹ [100 n. 2] Rapport de M. Cuvier, au nom de MM. Berthollet, Portal, Dumeril et Pinel, commissaires.

choisit parmi les successeurs d'Esculape ceux qui sont habitués à ne penser qu'à la partie mécanique, ceux qui sont le plus hommes de métier, les plus remplis du sentiment de la personnalité ; on choisit deux chirurgiens⁴⁰.

[102] Certainement M. Boyer est un homme vénéré et respectable, un homme érudit et qui a fait ses preuves ; mais s'il est très-bien placé à l'Académie de Médecine, où il s'agit de l'art, il ne l'est pas à l'Académie des Sciences où il s'agit de philosophie, de physiologie, etc. Quant à M. Dupuytren, il n'est encore connu que comme opérateur habile et exercé, et il ne paraît pas ambitionner d'autre honneur.

Les académies ne sont parvenues au rang qu'elles occupent dans l'estime publique, que par des services réels rendus à la science ; elles déchoiront bientôt de leur haute position, si elles cessent de se livrer à cette activité laborieuse qui cherchait des alimens dans tout le monde savant. On dirait aujourd'hui que la place d'académicien tend à devenir un poste honoraire, une retraite glorieuse : il ne peut cependant en être ainsi ; autrement, où serait leur utilité ? Quant à nous, bien loin de là, nous pensons que passé un certain âge les académiciens devraient être considérés comme honoraires, et admis à une retraite légale pour faire place à de jeunes esprits pleins d'énergie et de force.

Nos savans sont bien loin de se préparer au rôle de directeurs spirituels de la société. On peut dire que la plupart d'entre eux ne vivent que de la vieille gloire qui, comme un préjugé, reste attachée aux titres dont ils sont revêtus : ils nient à tout moment, dans leurs actions, la philosophie de leur science. Ils ne se contentent pas de complaire aux ignorances du pouvoir temporel, ils font plus, ils font leur cour aux préjugés, que leur science nie et qu'elle a renversés. Un astronome parle du pouvoir de Josué, de l'éclipse de l'an trente-trois de [103] l'ère chrétienne, etc. ; un chirurgien prêche en faveur des miracles, parle de démons, de possédés, etc. ; un médecin met les lois des conciles avant les règles impérieuses de son art, etc. Qu'y a-t-il de plus choquant que de voir un savant, un successeur de ces hommes dont les travaux ont renversé l'édifice scientifique, base du catholicisme, se mettant à encenser la vieille idole et se faisant dévôt ?

CONSIDERATIONS SUR LE RAPPORT DU NOMBRE DES PRODUCTEURS A CELUI DES NON-PRODUCTEURS EN ANGLETERRE.

NOUS extrayons de la *Revue Britannique*⁴¹ les renseignements suivans, qui nous paraissent très-propres à servir de complément à plusieurs articles publiés dans *le Producteur* sur les classes ouvrières.

La population des trois royaumes unis de la Grande-Bretagne s'élevait, en 1821, à 20,874,159 habitans, divisés en 4,253,416 familles. Leur classification en producteurs et non-producteurs, donne les résultats suivans :

Non producteurs	1,377,344 familles
Producteurs	2,876,072 <i>idem</i> .

Ainsi, en Angleterre, la classe des oisifs forme presque un tiers de la population ; elle égale à peu près en nombre [104] celle des pauvres, comme nous le verrons plus bas. Nous ne doutons pas que les auteurs de cet état statistique traduit par la *Revue Britannique*, n'aient compris dans les non producteurs, les savans, les médecins, les littérateurs, les artistes et les gouvernans ; mais en déduisant 177,000 familles que nous supposons occupées à ces utiles professions, et certes c'est une évaluation très-forte, surtout si nous prenons nos termes de comparaison en France, il restera encore 1,200,000 familles qui consomment sans produire.

⁴⁰ [101 n. 1] MM. Boyer et Dupuytren.

⁴¹ [103 n. 1] Numéro 15, septembre 1822.

Examinons maintenant les résultats de l'inactivité d'un si grand nombre de membres du corps social ; examinons le sort de ceux qui travaillent pour alimenter leur oisiveté. En 1812, le nombre des pauvres s'élevait à 971,913 familles, nourries par les paroisses ; la totalité des taxes destinées à pourvoir à leurs besoins montait à 6,656,105 livres sterling ; en 1824, le nombre des familles nourries par les paroisses n'était pas moins d'un million et demi, et la taxe des pauvres avait été augmentée de plus d'un tiers.

Ainsi la classe pauvre, nourrie aux dépens du public, s'élève en Angleterre à plus du tiers de la population ; elle se compose, dans sa plus grande partie, des ouvriers devenus impropres au travail et de ceux qui sont momentanément sans ouvrage ; mais il y a des conditions pour recevoir des secours des paroisses, conditions qui font des salariés anglais un véritable peuple de serfs ; ils sont parqués par paroisses : là ils doivent vivre et mourir ; ils peuvent s'éloigner sans doute et aller chercher du travail dans d'autres lieux ; mais alors ils doivent à jamais renoncer à tout secours de la part des communes, et il faut savoir que l'ouvrier anglais, en travaillant seize heures par jour, ne gagne [105] que ce qui lui est exactement nécessaire pour soutenir une existence misérable ; en sorte que le sort de pauvre de paroisse est l'unique espérance de ses derniers jours ; aussi vit-il attaché au sol qui l'a vu naître.

On peut dire que les manufacturiers anglais sont, à l'égard des ouvriers, dans la position où les seigneurs féodaux du moyen âge étaient à l'égard de leurs serfs ; encore y a-t-il dans leur rôle actuel, attendu l'état des sentimens philanthropiques et des lumières, quelque chose de barbare, de déplacé, qu'on ne peut caractériser. Ainsi, cette populace turbulente, comme on l'appelle, s'avise-t-elle de remuer pour quelque motif, tel que celui de demander du pain ou de réclamer un salaire plus élevé ; alors, on proclame la loi martiale, et on dirige sur elle des feux de peloton ou de bataillon, suivant l'occasion ; elle a été quelquefois assez rebelle pour qu'on fût obligé de charger dessus à la bayonnette ou de lancer la cavalerie sur elle. Cette population de serfs produit d'ailleurs beaucoup pour ses maîtres ; elle est admirablement exploitée ; en un mot l'Angleterre, comme le disait Saint-Simon, est une colonie très-bien administrée.

Croirait-on que l'éditeur de la *Revue Britannique*, un homme qui vit en France, a pris la peine d'ajouter en note, à la fin de l'article dont nous avons extrait les renseignemens statistiques précédens, ces mots : *Il faut la chercher (la cause de l'augmentation du paupérisme) dans l'accroissement de population provoqué par des unions imprévoyantes.* Vraiment, il fallait se taire plutôt que dire cela, monsieur l'éditeur ; sans doute vous criez beaucoup contre les droits féodaux, la tyrannie, etc. ; mais que veulent dire ces malheureuses paroles ? certainement elles [106] montrent votre instruction et annoncent que vous avez lu Malthus ; mais, monsieur, n'équivalent-elles pas à celles-ci : « **Vil peuple, né sans fortune, toi qui travailles pour nous, et qui nous coûtes trop cher, oses-tu bien désirer comme nous, avoir femme, enfans et plaisirs !** »

MONOMANIE HOMICIDE.

DEPUIS deux ans, des crimes accompagnés de circonstances effrayantes, et évidemment produits par une horrible aliénation, ont fait retentir les salles de justice. Il en est résulté un accroissement d'activité dans les recherches scientifiques sur ce sujet : malheureusement, elles n'ont encore eu d'autres conséquences que d'ajouter considérablement au grand nombre des observations de ce genre qu'on possédait déjà, et de montrer qu'elles sont beaucoup plus communes qu'on ne le croyait ; car ces dispositions homicides, ces effroyables hallucinations, qui font qu'un malheureux voit dans ce qui lui est le plus cher, dans sa femme et ses enfans, des démons armés pour sa perte, ne conduisent pas toujours devant les tribunaux : elles sont souvent combattues par un reste de raison, et l'aliéné a le temps d'annoncer qu'il est poussé au crime. Des habitudes d'éducation luttent souvent contre ces penchans avec avantage.

[107] La médecine a constamment procédé de la même manière dans la connaissance des maladies et de leur traitement. D'abord elle commence par caractériser la maladie. Pour cela il faut qu'elle constate qu'il est un nombre donné de symptômes, formant un groupe constamment le même, ne variant que dans leur degré d'énergie : encore, arrivée à ce point, ne connaît-elle que des phénomènes apparens. Il y a bien loin de là à savoir que c'est telle lésion, et une lésion de telle nature dans un organe déterminé, qui est l'origine de la modification de fonction que présente l'homme malade. L'histoire nous montre qu'il faut bien du temps pour parvenir à ce premier degré de connaissances, où l'on n'a encore fait que constituer le *diagnostique* d'une affection malade. Ce pas fait, viennent les travaux qui ont pour but la recherche des causes extérieures qui préparent et qui déterminent l'apparition du mal ; c'est précisément à ce point qu'on est arrivé, quant aux monomanies. On induit, il est vrai, par des analogies tirées de phénomènes de la santé, ou de certains faits pathologiques que nous n'avons pas besoin d'énumérer ici, que le siège principal du mal est dans le cerveau, que les causes déterminantes sont des affections morales ; mais il est encore impossible de dire si le cerveau seul est affecté, si ce sont des modifications pathologiques, ou seulement des vices dans la constitution de cet organe ou de ses annexes qui sont à l'origine de l'aliénation, ou bien encore tout autre chose. Cependant la connaissance seule des causes prédisposantes et déterminantes, aurait ici une haute importance : en effet, quand on possède celles-ci, il est presque toujours possible de les éloigner, et leur suppression est un moyen de traitement rationnel des plus puissans. Il n'en est point [108] aujourd'hui ainsi quant aux monomanies homicides ; on procède encore tout-à-fait empiriquement à leur égard. La société demande en vain comment on peut prévenir leurs résultats ; car il ne lui suffit pas de savoir qu'un crime horrible est un acte de folie, qu'il n'y a pas lieu à en accuser la raison humaine : il lui faut des armes pour se défendre, des moyens pour empêcher le mal.

Les dernières recherches faites sur la monomanie homicide, ont déjà conduit à une conséquence : c'est que l'éclat donné à ces sortes d'affaires, et la publicité des débats semblent avoir amené l'apparition d'un nombre assez considérable de maladies semblables. Au reste, ce n'est pas la première fois qu'un phénomène de ce genre se montre sous l'influence de pareilles causes. On a vu, dans des hôpitaux de femmes et d'enfans, des salles entières de malades tomber en convulsion à l'appel d'un seul individu d'entre eux, agité par un accès d'épilepsie ou d'hystérie. Nous avons vu, nous-mêmes, dans un cadre plus petit, un exemple de propagation semblable. Le rire, la douleur, les convulsions se communiquent, comme la pensée, d'individu à individu, par la vue et l'oreille. Il est vrai qu'on a remarqué que cette propagation ne menaçait jamais, soit les hommes doués d'une raison saine et vigoureuse, soit ceux chez qui une forte éducation en tient lieu ; elle n'est à craindre que pour l'homme faible, maladif, ou que l'éducation a prédisposé aux influences de ce genre.

Les psychologues ne se sont point occupés d'expliquer ces phénomènes singuliers d'aliénation dont l'histoire nous rapporte beaucoup d'exemples. On a vu la monomanie, les convulsions, l'extase devenir à quelques époques réellement épidémiques. Elles régnaient sur certaines contrées, sur certaines [109] classes de la société et non point sur d'autres. Il est important de remarquer que ces diverses épidémies ont toutes un caractère particulier, en rapport avec la nature des idées qui occupaient, soit les peuples, soit les classes de la société où on les a observées. Ainsi, à l'époque des discussions auxquelles donnèrent lieu la réformation, les persécutions des camisards, etc., on vit sévir ces maladies d'une manière réellement épidémique. La démonomanie, dont les exemples sont rares aujourd'hui, les possessions, l'extase, ont été, à diverses époques semblables, du nombre des faits assez communs pour être relatés par des hommes étrangers aux connaissances médicales. Il paraît donc évident que toute monomanie peut devenir épidémique, si les formes sous lesquelles elle se présente, ont rapport avec une disposition générale existante ou susceptible d'exister. Il est naturel de penser qu'il en est sans doute de même de la monomanie homicide ; réflexion qui

nous conduit à poser cette question : En vertu de quelle cause prédisposante la monomanie revêt-elle aujourd'hui le caractère homicide, plutôt que celui de possession qu'elle avait dans les siècles derniers ? Cette question nous paraît ressortir exactement de l'histoire du sujet. Nous croyons que sa solution serait de la plus grande importance, et de nature à répondre au besoin de sécurité que la société éprouve à cet égard, puisqu'elle fournirait à l'instant des moyens d'une application générale, bien autrement puissans d'ailleurs que ces traitemens toujours individuels auxquels nous sommes réduits de nos jours.

B. Z.

[110]

BIBLIOTHEQUE INDUSTRIELLE, ou *Collection de Traités séparés des Sciences et des Arts et Métiers*⁴².

ON ne saurait trop encourager les efforts faits pour rapprocher la science et l'industrie : les éditeurs de la *Bibliothèque industrielle* ont eu une heureuse idée en cherchant à réunir, pour la composition de chacun des traités, l'expérience d'un homme élevé dans l'atelier, aux lumières d'un rédacteur versé dans la science. Jusques à présent, les manuels et tous les ouvrages directement destinés à l'industrie, ont eu presque exclusivement le caractère pratique ; les livres de science, au contraire, sont en général au-dessus de la portée des chefs d'ateliers : les manuels ne pouvaient donc pas conduire les industriels dans la voie des nouvelles découvertes, et les traités scientifiques ne leur étaient, pour ainsi dire, d'aucun secours.

Le premier traité publié est celui de chimie, par M. Desmarest, pharmacien, ancien élève de l'Ecole polytechnique ; autant que nous pouvons en juger par une première lecture faite rapidement, ce traité nous paraît remplir les conditions nécessaires pour le résultat que les éditeurs de la *Bibliothèque industrielle* se proposent d'obtenir ; cette [111] première publication est une garantie du soin qu'ils apportent dans le choix des rédacteurs.

Nous pensons que la *Bibliothèque industrielle* n'aura pas uniquement pour but l'application des diverses branches des sciences dites naturelles à l'industrie agricole ou manufacturière ; les industriels ont encore besoin d'acquérir de nouvelles idées sur une foule de choses qui les intéressent : les commerçans, par exemple, et surtout les banquiers qui servent d'intermédiaires dans presque tous les actes de l'industrie, doivent allier les connaissances pratiques, qu'ils acquièrent par les observations de détail qu'ils peuvent faire dans le cercle étroit de leurs affaires individuelles, à une vue d'ensemble qui leur permette d'apprécier leur propre utilité dans le mécanisme social ; ainsi l'économie politique, envisagée principalement sous le point de vue de la division du travail, et de la combinaison des efforts, nous paraît être une partie obligée de la *Bibliothèque industrielle* ; cette division renfermerait, par exemple, *l'histoire des progrès de l'industrie*, sous le rapport des procédés généraux de production et des moyens d'association ; celle des industriels, quant à leur influence progressive dans les relations sociales, c'est-à-dire leur *histoire politique* ; enfin, la *théorie du crédit*, ou en d'autres termes, l'histoire des moyens successivement employés pour faire passer le plus facilement possible les capitaux des mains oisives dans les mains laborieuses ; ce qui comprend l'histoire du fermage, du prêt, de l'hypothèque, des lettres de change et des billets de banque ou autres titres du crédit ; enfin nous pensons que la *Bibliothèque industrielle* ne justifiera complètement son nom que si l'on y trouve les moyens de détruire ces absurdes [112] préjugés de rivalité qui entretiennent, même pendant la paix, une lutte cruelle entre les peuples, puisqu'ils les privent des immenses avantages qu'ils pourraient retirer de leur union.

⁴² [110 n. 1] A Paris, librairie scientifique et industrielle de Malher et comp., passage Dauphine. Le prix de chaque volume, in-12, cartonné à l'anglaise, variera de 3 fr. à 4 fr. 50 cent, selon la force du volume et le nombre des planches.

MEMOIRES DE LA SOCIETE CENTRALE D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS *du département du Nord, séant à Douai. Séance publique du 11 juillet 1826*⁴³.

Ce volume renferme les comptes rendus des travaux de la société et plusieurs mémoires ou rapports auxquels elle a décerné des prix ou qu'elle a jugés dignes de l'impression. Nous avons surtout remarqué dans cette collection le rapport sur les concours d'éloquence et de poésie, par M. H. Corne, secrétaire-adjoint de l'académie.

La question qui avait été proposée pour prix d'éloquence (Quelle influence l'étude des sciences économiques exerce-t-elle sur le patriotisme ?) n'a été traitée par personne. Ce sujet qui se rattache, comme le dit le rapporteur, à tout ce qu'il y a de plus relevé dans la science de l'économie et de la morale publiques, n'était mis au concours que depuis quelques mois ; cette circonstance, ajoute M. Corne explique assez pourquoi il n'est parvenu aucun mémoire sur cette intéressante question, qui est remise au concours pour l'année prochaine. Nous croyons que le [113] défaut de temps et de publicité n'est pas la seule cause de l'absence des concurrents. L'économie politique est encore bien peu répandue en France, et les jeunes littérateurs qui briguent les honneurs décernés à l'éloquence académique sont malheureusement étrangers à cette science. Le rapport nous fournit une nouvelle preuve de cette triste vérité ; voici ce que nous y lisons : « Deux fois, depuis votre dernière séance publique, vous avez cherché à exciter l'émulation des poètes par l'attrait des concours ; vous aviez d'abord offert à leur verve un sujet bien digne de l'inspirer ; vous leur demandiez le tableau d'un auguste monarque, parcourant les superbes galeries du palais de ses pères, transformées tout-à-coup en un magnifique bazar, et prodiguant à l'industrie française les plus nobles encouragemens ; il y avait là le germe de grandes pensées ; il y avait là un beau cadre qui eût permis à un peintre de répandre avec variété les plus brillantes couleurs d'une riche palette. Malheureusement un peintre a manqué à ce grand tableau. » Ce sujet ne pouvait être traité que par un poète qui aurait su apprécier le rapport intime qui existe entre le fait proposé et les sentimens de notre époque ; c'est-à-dire, entre l'importance accordée aux travaux de l'industrie et la position sociale des industriels. Alors tous les souvenirs du Louvre auraient été rappelés : Henri II, chevalier amoureux, qui, sortant des bras de Diane de Poitiers, trouvait la mort dans un tournoi ; Charles IX, qui fusillait ces hérétiques, dont les enfans portèrent, plus tard, leur industrie à l'étranger. Enfin, Henri III, et ses Quélus, Maugiron et Saint-Maigrin, vivaient-ils à une époque où l'on aurait pu concevoir l'idée de réunir dans le palais des rois les merveilles de l'industrie ? Sully même et Colbert, [114] donnaient-ils au peuple d'autres fêtes que le spectacle des plaisirs de ses maîtres, c'est-à-dire, des carrousels ou des guerres ? En évoquant les ombres de ces rois méprisés et de ces deux grands hommes, en les rendant témoins de cette magnifique exposition, combien d'idées nouvelles s'empareraient de leur esprit ! Que diraient-ils à la vue d'un peuple qui se précipite en foule pour jouir du tableau de la richesse due à son travail, pour s'estimer davantage en appréciant mieux sa véritable puissance, cette puissance dont on ne trouve pas les preuves dans les arsenaux, mais qui commande aux hommes, plus impérieusement encore que le canon, de rester en paix et d'associer leurs travaux pour augmenter leur bonheur ?

La société de Douai, en mettant au concours ces deux sujets d'éloquence et de poésie, devait redouter d'avance ce qui est arrivé ; mais en proposant aux littérateurs et aux poètes des questions trop fortes pour eux, ou du moins pour lesquelles ils ne sont pas encore tout-à-fait mûrs, elle a donné un excellent exemple : nous l'avons déjà dit dans ce journal, les académies ne doivent pas se borner à enregistrer des découvertes, elles doivent surtout avoir pour but de diriger les travaux individuels vers un but commun, et par conséquent de poser quelquefois

⁴³ [112 n. 1] A Douai, de l'imprimerie de Wagrez aîné ; un volume in-8°.

des questions qui soient un peu en avant de l'état des esprits. Cependant nous croyons que la société de Douai a donné encore un bon exemple, en laissant, l'année dernière, le champ libre aux poètes ; elle leur a abandonné le choix du sujet : cette prudente innovation nous paraît également sage, à une époque où les hommes qui s'occupent des travaux intellectuels ne se sont pas encore réunis autour des mêmes principes, et où il est difficile que les [115] corps savans puissent avoir positivement la certitude que les questions qu'ils proposent au concours sont dans la ligne des travaux de l'avenir. En laissant au génie poétique toute la liberté possible, ils abandonnent à l'enthousiasme individuel le choix de ses inspirations, et cherchent ainsi à découvrir la tendance des sentimens actuels, qu'il ne leur est pas encore possible de diriger. Cette *liberté* prouve sans doute que les académies ne sont pas encore en position d'exercer sur la société toute l'influence qu'elles auront un jour, puisqu'elles paraissent chercher les sentimens et les lumières hors d'elles-mêmes, et non les développer et les répandre par les inspirations sorties de leur sein ; mais, nous le répétons, cette impuissance tient à la position toute transitoire dans laquelle nous nous trouvons, et au peu d'harmonie qui existe dans les esprits.

La collection des mémoires de la société de Douai, renferme quelques morceaux intéressans sur des questions d'agriculture ; nous avons aussi remarqué un essai sur la poésie des livres sacrés, par M. Bruneau, membre de l'académie ; ce morceau, dont l'idée principale a été développée d'une manière si brillante dans le *Génie du christianisme*, nous a paru plein de chaleur et de goût ; nous sommes loin de partager cependant les vues philosophiques de l'auteur.

ÉCONOMIE POLITIQUE DE M. SCHMALZ⁴⁴.

ON ne pourra pas reprocher à l'auteur de cet ouvrage d'avoir resserré l'économie politique dans un cadre trop étroit : depuis la mesure de police qui ordonne de détruire les moineaux, jusqu'aux plus hautes questions métaphysiques sur le juste et l'injuste, tout s'y trouve. M. Schmalz a fait un livre qui, semblable à presque tous les livres allemands, annonce de l'érudition ; mais il nous a été impossible d'y trouver une seule idée nouvelle, et malheureusement l'auteur en adopte quelques-unes qui sont par trop anciennes ; ainsi le système de Quesnay lui paraît encore aujourd'hui admirable dans toutes ses parties. Nous ne pensons pas qu'on puisse nous accuser de ne pas payer à ce grand homme le tribut de la plus profonde admiration⁴⁵ ; mais, tout en reconnaissant ce que lui doit la science, nous croyons qu'elle doit aussi quelque chose aux adversaires de la secte économique, précisément à cause des modifications qu'ils ont apportées au système de Quesnay.

En développant aujourd'hui les principes du tableau éco[117]nominique, on n'a rien de neuf à dire ; le père de la science a été assez commenté depuis l'année 1750 jusqu'à 1780 ; or, M. Schmalz fait de l'économie politique avec le juste et l'injuste, comme Quesnay la faisait avec le *droit naturel*. Cet écrivain reproche aux partisans de Smith, de condamner Quesnay, parce qu'ils ne le comprennent pas ; nous croyons qu'il se trompe ; Smith et ses élèves ont condamné Quesnay sur des points où ils comprenaient parfaitement son système ; nous pensons, il est vrai, qu'ils n'en ont pas senti toute l'étendue, puisqu'ils ont substitué une théorie assez étroite à une doctrine très-large ; mais leurs attaques n'en sont pas moins fondées sur une observation plus exacte des faits de détail.

Au reste, si nous regardons la traduction de l'ouvrage de M. Schmalz, comme une acquisition de peu d'importance pour la France, nous ne jugeons pas de la même manière son utilité par rapport aux peuples pour lesquels cet ouvrage a été écrit. Jusqu'à présent les Allemands qui s'étaient occupés de la science des richesses⁴⁶ avaient fait, en général, des collections d'observations statistiques, et non pas de l'économie politique ; cette science est encore assez neuve pour eux, il est donc naturel qu'elle commence chez eux comme chez nous ; seulement *la physiocratie* de Quesnay n'aura pas le temps d'y faire école, grâce aux progrès que la science a faits depuis les travaux de Smith.

[118] Nous manquerions cependant de justice, si nous ne disions pas que l'ouvrage de M. Schmalz renferme des détails assez intéressants, et quelques modifications même aux principes de Quesnay ; mais nous regrettons de ne pas avoir pu trouver les idées de cet économiste sur l'importation des produits bruts du sol ; il parle de leur exportation, et de l'importation et exportation des produits fabriqués, sans indiquer ce qu'il pense de l'importation des produits de l'agriculture étrangère : Quesnay la regardait généralement comme un mal ; nous aurions voulu savoir si M. Schmalz la jugeait de la même manière.

⁴⁴ [116 n. 1] Ouvrage traduit de l'allemand, par Henri Jouffroy, conseiller au service de Prusse, revu et annoté par M. Fritot, avocat à la Cour royale ; 2 volumes in-8°. Chez Arthus Bertrand, libraire, rue Hautefeuille, n° 23, et chez Bossange père, rue de Richelieu, n° 60, 1826.

⁴⁵ [116 n. 2] Voyez l'article sur les Progrès de l'Économie politique.

⁴⁶ [117 n. 1] En exceptant toutefois M. Storch, qui a écrit, à St-Pétersbourg, son ouvrage en français, et qui a su profiter avec talent des travaux des économistes français et anglais.

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR M. PINEL.

PHILIPPE PINEL, docteur en médecine, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris, membre de l'académie des sciences, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Il naquit en 1745, à Saint-Paul, près Lavar, département du Tarn. Son père était médecin, mais il était sans fortune et sans nom. Le jeune Pinel commença ses premières études médicales à Toulouse ; en 1764, il fut reçu médecin dans la faculté de cette ville ; ce titre, ainsi que tous les autres grades qui le précédaient, lui furent accordés gratuitement, avantage qui n'était pas à dédaigner, attendu sa position pécuniaire. Revêtu du droit de se livrer à la pratique, reconnu déjà pour un des élèves les [119] plus distingués de la faculté de Toulouse à cette époque, Pinel ne pensa pas au premier soin qui occupe les hommes vulgaires, à celui de son établissement et de sa fortune : il s'abandonna aux inspirations de son génie, qui le portait, avant tout, à devenir savant. Cet amour pur de la science conduit rarement à la richesse, mais il fait les grands hommes. Ainsi nous voyons notre jeune médecin redevenir élève à Montpellier, et se livrer à l'enseignement des mathématiques pour soutenir sa laborieuse existence. Là, il étudia les ouvrages de Haller, de Bordeu, de Fouquet, etc. Après quelques années consacrées à connaître les doctrines de cette fameuse et antique école, il vint à Paris, où il se livra avec une nouvelle ardeur à l'étude des sciences accessoires. Il ne tarda pas à se lier avec tout ce que la capitale renfermait d'esprits philosophiques, Fourcroy, Bertholet, Cabanis, Chaptal, et avec tous les futurs réformateurs dans la double carrière des sciences et de la politique. Plus tard il faisait partie de cette société choisie qui se réunissait à Auteuil chez madame Helvétius. Il publia, en 1785, une traduction de la nosographie de Cullen, qu'il ne tarda pas à faire suivre d'une édition des *œuvres de Baglivi* ; ces travaux montrent quelles étaient déjà les pensées qui occupaient son esprit ; dès lors, il suivait, dans ses recherches, la direction imprimée à la science par les travaux physiologiques du grand Haller. Après avoir rédigé, pendant quelque temps, la *Gazette de Santé*, il travailla sous la direction de Fourcroy, à un recueil ayant pour titre : *la Médecine éclairée par les sciences physiques*. Sans doute les rapports qu'il eut avec ce grand médecin, si riche en inspirations et doué d'un esprit si philosophique, ne purent que lui être utiles ; il fut d'ailleurs mis à même, par là, de reconnaître com[120]bien est insuffisante toute appréciation des phénomènes propres à l'homme, d'après les données physiques et chimiques. Enfin, en 1792, Pinel fut nommé médecin en chef de Bicêtre ; ce fut là qu'il trouva cet hospice où les aliénés étaient traités comme des prisonniers dangereux, enfermés dans des cachots et enchaînés ; ce fut là qu'il conçut son *Traité médico-philosophique de l'aliénation mentale*, ouvrage devenu classique et qui fut le point de départ de tous les essais qui ont paru depuis sur le même sujet. Il sortit de Bicêtre, pour devenir médecin en chef de la Salpêtrière. Cet hôpital lui offrit les moyens d'ouvrir un cours de médecine clinique, et lui ouvrit d'ailleurs un vaste champ d'observations. Ce fut peu de temps après sa nomination à ce poste, qu'il publia sa *Nosographie philosophique, ou la Méthode de l'analyse appliquée à la Médecine*, dont la première édition parut en 1798. Tout le monde connaît l'immense succès de cet ouvrage ; c'est avec lui que la plupart de nos médecins ont été élevés en France ; une longue suite d'éditions permit à son auteur de le porter au degré de perfection dont il le croyait susceptible. Peu de temps après, la *Nosographie* fut suivie d'un traité de médecine clinique qui en faisait comme le complément. Pinel, enfin, professa la médecine à l'école de santé et à la faculté de Paris ; il publia divers mémoires sur l'anatomie comparée et la zoologie ; il travailla au *Dictionnaire des sciences médicales*, en soixante volumes. Il mourut après une vie longue et utile, avec le double titre de membre de l'académie des sciences, et de professeur honoraire de l'école de médecine.

Si l'on recherche les causes qui ont porté Pinel au rôle élevé qu'il a joué dans le monde médical, et à la [121] place éminente qu'il occupe dans l'histoire moderne de la science, on trouve qu'elles sont précisément dans la généralité des objets qu'il a embrassés, et surtout en

ce qu'il a réellement accompli une fonction dans la progression scientifique, ses œuvres étant d'un degré plus avancées que tout ce qui l'avait précédé. A l'époque où il était dans la force de l'âge, on s'occupait beaucoup des classifications et des nomenclatures qu'on appelait naturelles. D'un autre côté, en médecine, Cullen et Brown avaient commencé à essayer l'application des principes de Haller ; la physiologie, d'humorale qu'elle était dans les anciens, devenait solidiste ; les deux auteurs dont nous venons de parler, avaient aussi commencé ce dernier travail en pathologie ; Pinel ne l'acheva pas ; mais il fit beaucoup dans cette direction ; la plupart des ordres ou des genres qu'il établit ou qu'il reconnut dans les maladies, annoncent une tendance à la localisation, mais portent encore d'une manière remarquable l'empreinte des habitudes ontologiques ; car il généralisa tous les travaux de détail exécutés antérieurement. Quant aux fièvres, il n'ajouta presque rien à ce qui avait été fait avant lui, sauf leur division. C'est la partie de ses travaux où il est resté le plus engagé dans le mode par hypothèses. Dans les phlegmasies, au contraire, il établit les différences par tissu et par organe, et devina, pour ainsi dire, l'anatomie générale de Bichat. C'est la partie de son ouvrage où le caractère positif est le plus nettement exprimé. Au reste, il se servit ici de tous les travaux de détail qui venaient d'être achevés ou qui se faisaient ; nul doute que la lecture des œuvres de Bordeu, les découvertes de Corvisart, etc., ne lui aient beaucoup servi. Il eut d'ailleurs sur eux l'avantage de faire un ouvrage qui embrassait [122] l'ensemble de la médecine. Il transporta en pathologie les habitudes de classification usitées en histoire naturelle ; en sorte que sa classification est partout empreinte d'ontologie. Il n'y a, en effet, dans les maladies aucun rapport de classe à ordre, d'ordre à genre, de genre à espèce, etc., comme il en existe entre les plantes et les animaux ; en un mot, les affections pathologiques ne peuvent être considérées comme des êtres ayant une existence distincte ; tandis qu'en botanique et en zoologie, il n'y a que des individus. Dans son traité *de l'aliénation mentale*, il ne se présente pas moins ontologiste que dans sa *Nosographie* ; ainsi les divisions sont tirées de l'idéologie : ce sont des lésions de la mémoire, du jugement, de la réflexion, etc.

Nous sentons que nos remarques sur les livres de Pinel auraient besoin d'être appuyées d'une discussion, que la nature de ce journal ne permet pas ; mais une seule réflexion suffit, il nous semble, pour marquer la distance franchie depuis les premières éditions de la *Nosographie*. Rarement, dans Pinel, l'anatomie pathologique est appelée pour caractériser une maladie, aujourd'hui elle est constamment appelée dans ce but ; Pinel désigne, la plupart du temps, les maladies par les symptômes ; aujourd'hui on les désigne par l'organe affecté, ou le genre de lésion.

B. Z.

[123]

FUNERAILLES DE TALMA.

LA puissance qui, dans la société, fixe en morale les règles du bien et du mal, et dispense la considération et le crédit, ne borne pas son empire à la vie des hommes ; elle les suit encore dans le tombeau, pour leur départir l'éloge ou le blâme éternel, pour les bénir ou les maudire, selon le langage du catholicisme romain. Cette prolongation de l'autorité spirituelle sur des cadavres ; cet empiétement des vivans dans le domaine de la mort, fut imaginé, sans doute, pour donner à la loi du devoir une sanction de plus, pour contenir à la fois les penchans anti-sociaux par la crainte du châtimeut présent, et de la réprobation future ; et dès lors il était naturel que les organes avoués de l'opinion sociale, dans l'appréciation de la conduite actuelle des individus, continuassent ainsi leur ministère, lors même que leur jugement ne pouvait plus s'appliquer qu'à la mémoire de leurs concitoyens. Dans l'antiquité, cette sentence posthume, prononcée par les prêtres, fut redoutée des Égyptiens, tant qu'ils considérèrent le sacerdoce comme l'interprète des volontés du ciel ; et quand ils purent penser qu'ils lui échappaient à la mort, et braver ainsi ses condamnations funéraires, c'est qu'ils s'étaient réellement soustraits à son influence pendant la vie. Chez les modernes, le clergé catholique, également investi du gouvernement moral des sociétés, posa aussi les limites de la vertu et du vice, de l'honneur et de l'infamie ; et son approbation et ses anathèmes déterminèrent seuls les arrêts de l'opinion [124] publique sur les vivans et sur les morts, aussi long-temps que la pensée sacerdotale fut l'expression de la pensée sociale, c'est-à-dire qu'elle se trouva en harmonie avec les lumières et les besoins des peuples. En ces jours de la splendeur et de la force du catholicisme, quand l'église repoussait de son sein une profession, cette profession devait subir à peu près le sort des parias de l'Inde ; quand elle excluait un individu de ses sacremens, cet individu se trouvait exclu, par le fait, de la considération publique ; et cette souveraineté morale du prêtre s'exerçait au-delà comme en-deçà de la tombe. Mais, à mesure que la doctrine théologique du moyen âge a perdu de plus en plus sa concordance primitive avec les idées et les intérêts sociaux, on s'est habitué à ne plus regarder ses interprètes comme les directeurs nécessaires et exclusifs de l'opinion. Des actions réputées criminelles sont devenues peu à peu indifférentes ; des classes frappées de réprobation ont paru d'abord moins odieuses, puis ont été jugées utiles ; et l'on a fini par reconnaître universellement qu'on pouvait fort bien être honnête homme, et jouir de l'estime publique attachée à ce titre, sans être religieux selon l'église romaine. Les ministres mêmes de cette église, entraînés par le mouvement social, ont sanctionné implicitement cette séparation de l'influence religieuse qu'ils conservaient, et de l'influence morale qui leur échappait ; on les a vu entourer de considération, rechercher, proclamer *gens comme il faut*, les hommes des conditions supérieures qui, les premiers, avaient nié l'éternelle et rigoureuse synonymie de la vie chrétienne et de la vie honnête, et n'avaient pas craint de disputer au sacerdoce catholique le monopole des diplômes de probité et de vertu. Que de pieux évêques, [125] que de vénérables pontifes ont accueilli, en effet, honorablement des grands de la terre qui ne faisaient pas régulièrement leurs pâques ! Que de relations amicales le Saint-Siège lui-même n'a-t-il pas consenti à entretenir avec des princes *qui avaient le malheur d'être hérétiques ou schismatiques !*

Dans cette décadence graduelle de *l'absolutisme papal*, du système exclusif du catholicisme, le corps chargé d'en faire l'application à la société, ne pouvait que voir décroître insensiblement l'omnipotence et le crédit qui avaient été attachés primitivement à son importante mission. Mais les vivans s'étaient soustraits à sa domination, que les morts et les mourans la subissaient encore ; et ce reste de puissance suffisait pour dissimuler l'abandon dans lequel se trouvait la doctrine même. « Un incrédule, en parfaite santé, disait le clergé,

brave le jugement de Dieu, parce qu'il le croit éloigné ; il dédaigne alors les médecins de l'âme, comme il rit de ceux du corps ; mais au premier danger qui menace sa vie, l'intrépidité et la raillerie fuient de sa bouche pour faire place au repentir ; à ce moment suprême toutes les illusions mondaines se dissipent ; la vérité se présente dans son effrayante nudité à l'impie qui l'a méconnue ; et la loi saine des chrétiens, qu'on oublia *dans le temps*, et à laquelle on revient avec empressement à mesure qu'on s'approche de *l'éternité*, reprend son empire sur ce rebelle d'un jour, dont la tardive invocation atteste même l'indestructibilité de la doctrine qu'il renia dans son délire. » Ainsi parlait le prêtre catholique, réduit de plus en plus à la direction des malades ; et l'expérience justifia long-temps ce langage, au milieu des triomphes de la philosophie critique. On désertait l'église pendant [126] sa vie, et l'on en réclamait les ministres à la mort ; on ne voulait pas des sacrements pour soi, et l'on se pressait autour du lit d'un parent ou d'un ami, pour lui inspirer la pensée d'y recourir, dût cette insinuation hâter l'heure de la séparation éternelle ; et si le mourant, plus conséquent que ses proches, refusait de démentir les principes qui servirent de règle à sa conduite, et repoussait cette sollicitude de convenance plus que de conviction, il était abandonné à la réprobation du sacerdoce, et personne, parmi ceux qui lui furent le plus dévoués, n'osait lui rendre publiquement les derniers devoirs. Le corps de Molière fut menacé des insultes de la populace ; l'autorité fit enlever, de nuit, celui de Voltaire. Bien plus, lorsque, de progrès en progrès, le criticisme eut arraché ses adeptes à l'habitude de la rétractation *in extremis*, les *non croyans* voulurent mettre sous la protection des pompes ecclésiastiques, les funérailles de ceux là même dont ils partageaient et prênaient la persévérance hétérodoxe. L'agonie avait échappé au prêtre ; on s'en félicitait hautement, et l'on exigeait qu'il prêtât encore son ministère aux morts qui l'avaient répudié de leur vivant ! Chose bizarre ! La violence fut même employée quelquefois pour introduire dans le temple catholique, le cadavre de ceux qu'on aurait proclamés *des transfuges de la philosophie, des jésuites*, si on les y eût vu entrer pendant leur vie ! Et des journaux qui en sont venus à pouvoir faire une solennelle profession de déisme, gourmandaient incessamment les pasteurs qui refusaient de sanctionner l'inconséquence des incrédules.

Enfin ce dernier vestige de la puissance du catholicisme sur ses ennemis eux-mêmes, vient de disparaître. La tombe se soustrait à son tour à l'empire d'une doctrine [127] qui avait perdu insensiblement son influence sur les hommes, aux phases diverses de la vie. Aux scènes tumultueuses, affligeantes, qui signalèrent les obsèques de M^{lle} Raucourt et de l'acteur Philippe, pour leur faire obtenir ce qu'ils n'avaient point désiré, succède le spectacle imposant du convoi de Talma, *porté directement*, selon sa volonté dernière, *de sa maison au champ de repos*. Cette fois, ceux qui avait estimé un bon citoyen et admiré un grand artiste, en dépit de l'excommunication, ont compris qu'ils pouvaient aussi honorer sa mémoire sans l'assistance du clergé qui l'excommunia, et cela suffit pour confirmer ce que nous avons si souvent répété aux écrivains rétrogrades, et aux libéraux trop faciles à s'alarmer, que le pouvoir spirituel du moyen âge ne pouvait plus envahir le gouvernement moral, ni devenir redoutable, dès que son opinion n'était plus l'expression exclusive de l'opinion publique, dès que sa réprobation et ses apothéoses n'étaient plus la mesure du blâme et de l'éloge sociaux, tant vis-à-vis des morts que des vivans.

Cependant les organes les plus conséquens de l'opinion libérale et de l'ultramontanisme, *le Globe* et *le Mémorial Catholique*, ont constaté à l'envi cette décadence de l'ancienne doctrine, à l'occasion de l'enterrement de Talma. « C'est une chose digne de remarque, a dit *le Globe*, comme dans un temps où les peuples se détachent d'une doctrine politique et religieuse, tous les moyens employés pour les y retenir tournent au contraire à précipiter leur désertion. L'histoire de nos jours en laissera des preuves assez frappantes, comme toutes les autres époques de transition.... Un concours immense de citoyens vient donner approbation à la bonne foi simple et [128] courageuse d'un honnête homme ; et la

capitale de la France voit célébrer les premières funérailles solennelles sans appareil religieux. L'absence des pompes catholiques ne surprend ni n'irrite cette masse de peuple, qui naguère aurait assiégé, furieuse, les portes de l'église, et arraché aux prêtres leurs honneurs et leurs prières pour un incrédule. » Quant au *Mémorial*, il s'exprime ainsi : « Nous venons de voir un comédien excommunié par l'église, excommunier, en quelque sorte l'église à son tour. Sa dernière volonté répudie la religion de Jésus-Christ. Il veut descendre hardiment dans le tombeau que Dieu va sceller sur lui. Cette intrépidité fait peur à un chrétien fidèle ; *mais il n'y a plus de chrétiens fidèles parmi nous : car aucun cri de terreur ne s'est fait entendre !* Au contraire, les journaux qu'on appelle les interprètes de l'opinion publique, ont loué la fin courageuse de Talma. Ils ont annoncé qu'il était mort avec le calme d'une conscience irréprochable, avec la fermeté d'une âme pure ; ils ont parlé de ses vertus, ils ont admiré sa vie, ils ont appelé le peuple autour de son cercueil, et une grande multitude est accourue pour rendre hommage à ce grand homme. On a vu son convoi traverser Paris avec toutes les marques d'honneur que l'on devrait à un citoyen qui aurait sauvé la patrie..... Et ce n'étaient pas seulement des philosophes, des déistes ou des athées, que nous avons vu se presser autour du cercueil d'un homme mort en abjurant l'espérance d'un avenir, et en reniant l'église de Jésus-Christ : c'étaient encore des hommes revêtus de fonctions publiques, et qui étaient descendus vers le cadavre d'un homme sans Dieu avec les marques de leurs dignités. » Nous n'ajouterons rien à cet aveu, qui, attestant ce que nous avons [129] tant de fois signalé, l'impuissance actuelle de l'autorité, chargée, dans l'ancien système social, du gouvernement intellectuel et moral, implique la nécessité de ce que nous réclamons incessamment, une nouvelle doctrine commune et une organisation spirituelle correspondante, pour ne pas laisser plus long-temps sans direction, les idées et les sentimens individuels qui, abandonnés à eux-mêmes, perdraient le caractère social, surtout dans les masses, où le défaut de lumières rendrait plus désastreuse la tendance anarchique du scepticisme.

L.

CORRESPONDANCE.

**LETTRES AU REDACTEUR DU PRODUCTEUR SUR LE SYSTEME
DE la *Coopération mutuelle* ET DE la *Communauté de biens*,
D'APRES LE PLAN DE M. OWEN.**

(Deuxième lettre.)

Londres, le 19 octobre 1826.

Monsieur,

Dans ma première lettre, je me suis attaché à deux des points principaux du sujet qui nous occupe ; j'ai d'abord présenté un aperçu des motifs qui ont conduit au désir de remplacer l'état actuel de la société par le système coop[130]ratif, et ensuite j'ai indiqué les dispositions fondamentales d'une communauté coopérative d'après le plan de M. Owen. Maintenant, pour compléter les élémens préliminaires de cette grande question, je vais donner une esquisse historique des principales tentatives faites jusqu'à ce jour pour l'établissement pratique du système dont il s'agit.

Je ne parlerai point de certaines communautés politiques de l'antiquité, telles que celle si vantée de Lacédémone, car les membres de ces communautés n'étaient point des coopérateurs *productifs*, mais au contraire de véritables agens spoliateurs de la classe productive, puisqu'ils avaient des *esclaves* qui étaient forcés d'exécuter presque tous les travaux utiles. Or, comme toute l'antiquité avait admis l'esclavage, ce sera nécessairement dans des temps postérieurs qu'il nous faudra chercher le berceau des véritables sociétés coopératives.

Il faut à cet égard se reporter vers l'époque de l'établissement du christianisme, autant du moins que nous pouvons l'apprendre par nos monumens historiques. En effet, d'après Philon, juif d'Alexandrie, qui a écrit peu de temps après la mort de Jésus-Christ, il a existé deux sectes juives, les *Thérapeutes* et les *Esséniens*, dont tous les individus vivaient en commun, dans les principes d'une entière égalité ; et d'un autre côté, il résulte des Actes des Apôtres⁴⁷ que les premiers chrétiens avaient mis en commun tous leurs biens, et qu'aucun d'eux n'avait retenu de propriété particulière. Je n'entrerai point ici dans la question de savoir s'il n'y a point dans les auteurs quelque confusion à l'é[131]gard des premiers sectateurs de Jésus, qu'on prétend avoir été désignés par le nom d'*Esséniens*, comme il est certain qu'ils le furent sous celui de Nazaréens, de Galiléens, etc. Un tel point de controverse me mènerait trop loin. D'ailleurs, en admettant que la secte des Esséniens existait avant la venue du Christ, comme cela paraît certain, et alors même qu'elle aurait eu déjà les mœurs qui distinguèrent bientôt les chrétiens, ne serait-il pas possible que cette conformité de leurs mœurs avec les préceptes du christianisme, rendant leur conversion plus facile, eût contribué à faire donner le nom d'*Esséniens* à tous les chrétiens primitifs ? Dans tous les cas, il reste constant qu'il a existé à cette époque des sociétés régies d'après les principes de la communauté de tous les biens et de la plus parfaite égalité ; et comme c'est principalement sur les Esséniens que nous avons des renseignemens positifs, je crois devoir traduire ici un passage de Philon, qui nous en donnera une idée assez complète, en même temps qu'il nous permettra d'établir la comparaison de leur plan social avec celui des communautés proposées par M. Owen.

⁴⁷ [130 n. 1] Chap. IV, v. 32, 34, 35.

« Ils sont appelés Esséniens⁴⁸, nom qui bien que formé, selon moi, d'après une analogie peu exacte, correspond en grec à celui de *saint* ; car ils ont atteint le plus haut degré de sainteté dans le culte de Dieu, et cela non par le sacrifice d'animaux, mais en cultivant la pureté du cœur. Ils habitent principalement des villages, évitant les villes par [132] ce qu'ils pensent que de même que les maladies physiques sont engendrées par les émanations putrides, ainsi une impression ineffaçable est produite sur l'âme par la contagion de la société. Quelques-uns d'entre eux cultivent la terre, tandis que d'autres se livrent aux arts de la paix, c'est-à-dire à tous ceux qui leur sont avantageux sans nuire à leur prochain. Ils n'aspirent point à entasser de l'or, ni à obtenir d'amples héritages pour satisfaire la prodigalité ou l'avarice, mais ils se contentent de ce qu'il faut pour les premiers besoins de la vie. C'est la seule classe d'hommes qui, bien que n'ayant ni argent, ni possessions (et cela plutôt par choix que d'après les rigueurs de la fortune) se considèrent comme riches, parce qu'ils pensent que la richesse ne consiste pas dans la grandeur des possessions, mais dans la frugalité et le contentement. Parmi eux on ne fabrique ni épées, ni coutelas, ni boucliers, ni autre arme propre à la guerre, ni même tout autre instrument dont on puisse abuser en temps de paix. Ils renoncent au commerce et à la navigation, comme excitant à l'avarice et au luxe. Ils n'ont aucun esclave ; tous sont libres et administrent à leur tour les affaires de la société.

. Quant à l'instruction, ils abandonnent aux sophistes la branche appelée logique, pensant qu'elle n'est pas nécessaire à l'acquisition de la vertu, et ils ne cultivent la philosophie de la nature qu'en ce qui regarde l'existence de Dieu et la création de l'univers. Ils laissent aux métaphysiciens les autres parties des sciences naturelles, comme étant au-dessus de nos moyens de connaître ; mais, se conformant aux lois de leur pays, ils étudient avec soin la philosophie morale, dont l'excellence peut être difficilement [133] comprise sans l'inspiration de Dieu.

. Les sujets d'instruction sont la piété, la sainteté, la probité, l'économie domestique et politique, la connaissance de ce qui est vraiment bon, mauvais ou indifférent, ce qu'il faut faire, et ce qu'il faut éviter. En discutant ces objets, le but auquel ils rapportent tout, et qui leur sert de règle de conduite, est l'amour de Dieu, l'amour de la vertu, et l'amour de leurs semblables. Ils donnent des preuves de leur amour de Dieu en menant une vie continuellement pure, que ne souillent ni les sermens, ni le mensonge, regardant Dieu comme la source de tout bien et jamais du mal ; ils montrent leur attachement à la vertu par leur affranchissement de toute avarice, de toute ambition, des plaisirs sensuels, par leur tempérance et leur patience, par leur frugalité, leur simplicité et leur contentement, par leur humilité, leur soumission aux lois, et autres vertus semblables. Ils manifestent l'amour de leurs semblables par leur bienveillance, leur équité et leur libéralité, dont il est bon de donner une idée, quoiqu'aucun langage ne puisse bien la décrire. D'abord il n'est aucune maison, quelque privée qu'elle soit, qui ne soit ouverte à tous les autres membres de la communauté ; et non-seulement tous ces membres sont réunis sous le même toit, mais encore tous les étrangers de la même croyance sont librement admis parmi eux. Il n'y a qu'un seul trésor pour tous leurs besoins, et leurs vêtements appartiennent à la société, aussi bien que leurs provisions. On ne connaît point d'autre classe d'hommes vivant ainsi sous le même toit et mangeant à la même table ; mais l'on ne doit point s'en étonner, puisque le simple manouvrier même ne garde [134] point le produit du sol qu'il cultive, mais le livre au magasin commun, en sorte que chacun a droit aux produits créés par les autres. Les infirmes ne sont point méprisés ou négligés, en raison de ce qu'ils ne sont plus capables de travail ; au contraire, ils vivent dans l'abondance, recevant du

⁴⁸ [131 n. 1] Il n'y avait d'Esséniens qu'en Palestine, et ils étaient au nombre d'environ quatre mille. Voyez Fleury, *Mœurs des Chrétiens*, p. 131.

trésor tout ce qui leur est nécessaire. Les vieillards y sont aimés, révévés, servis comme des parens par des enfans chéris, et des milliers de mains et de cœurs volent au-devant d'eux pour entourer leurs dernières années de toutes les aisances de la vie. »

On voit par ce passage, dont j'ai retranché ce qui n'est que relatif à la croyance religieuse, que la communauté des Esséniens ressemblait par plusieurs traits principaux avec celles de M. Owen. Cependant elle en différait sous quelques rapports qui sont d'une grande importance ; d'abord elle n'existait qu'entre personnes d'une *certaine secte*, tandis que celles proposées admettront non-seulement les individus de toutes les sectes possibles, mais encore ceux qui n'en auront adopté aucune en particulier. En second lieu, elle bornait son travail à la production des objets de *première nécessité*, tandis que M. Owen veut qu'on l'étende à tout ce qui peut procurer de véritables jouissances, en préférant toujours, il est vrai, celles qui tiennent aux besoins essentiels, et en évitant celles qui pourraient amener le repentir. Troisièmement, les Esséniens mettaient aussi *des limites* à leur instruction, tandis que l'instruction, dans les nouvelles sociétés, embrassera tout le domaine des connaissances humaines, et même celui des beaux-arts. Quatrièmement, cette société avait entièrement *renoncé au commerce*, tandis que celles de M. Owen l'admettront, mais en le ramenant à des bases [135] plus équitables et plus philanthropiques, c'est-à-dire à un simple échange de produits résultant de quantités égales de travail, en s'abstenant de ce qu'on nomme *profit*. Cinquièmement enfin, les Esséniens avaient exclu la fabrication et l'usage de tout ce qui avait rapport à *la guerre*, tandis que nos communautés, quoique tendant sans cesse à un système de paix et de charité universelles, ne seront pas moins disposées à faire tout ce qui peut assurer leur conservation et celle de l'état auquel elles appartiendront, tant qu'il existera des hommes assez insensés pour vouloir se procurer des jouissances aux dépens des autres, au lieu de s'entendre avec eux pour la plus grande production des biens qui procurent ces jouissances.

J'ai insisté un peu longuement sur cette communauté, parce que c'est la première société vraiment coopérative dont l'histoire nous ait conservé le souvenir ; mais je passerai très-rapidement sur les autres communautés religieuses qui s'établirent plus tard dans le monde chrétien, et qu'on nomma des *monastères*, soit parce que leur but principal fut presque toujours l'exercice de certaines pratiques religieuses, soit parce que leurs relations sociales n'embrassaient point l'ensemble de la vie humaine, puisque les deux sexes n'y étaient point réunis, soit enfin parce qu'elles ne tardèrent pas à dégénérer de leur institution primitive, sous le rapport surtout des principes d'égalité. Néanmoins, dans le principe de leurs établissemens, et tant qu'ils furent obligés de travailler pour satisfaire à leurs besoins, ils parvinrent à créer par la coopération mutuelle des masses considérables de biens, et l'on ne doit pas oublier que c'est aux monastères qu'on est redevable des premiers défrichemens de terre dans une grande partie de l'Europe occidentale.

[136] Mais il est une secte assez moderne, qui offre le tableau de communautés presque entièrement semblables à celle des Esséniens, et sur lesquelles je crois devoir m'étendre davantage que sur celles des monastères. Je veux parler des frères *moraves*, connus principalement sous ce nom, parce qu'ils ont plusieurs établissemens en Moravie, mais qui sont aussi désignés quelquefois sous le nom de *frères unis*, et sous celui de *Hernheutes*. Cette dernière dénomination vient, selon les uns, d'un village de la Lusace, dans lequel ils ont une de leurs communautés, et selon les autres, de la corruption du mot allemand *hernhuthers*, qui signifie *gardiens du Seigneur*. Il paraît que leur secte est un débris de celle de *Jean Huss*, dont les disciples, après avoir été longtemps persécutés dans le dix-septième siècle et le commencement du dix-huitième, finirent par se disperser et se fixer sur tous les points de l'Europe où ils purent trouver quelque asile. Plus tard ils se répandirent dans plusieurs des autres parties du monde, et ils ont maintenant des communautés non-seulement en Moravie, en Allemagne, en Hollande et en Angleterre, mais encore en Amérique, en Afrique, et jusque dans le Groënland, ainsi que dans plusieurs colonies danoises.

On trouve sur les Moraves des renseignemens assez précis dans l'Encyclopédie au mot *Moraves*, dans le *Dictionnaire des cérémonies religieuses* au mot *Hernheutes*, mais surtout dans *l'Histoire des sectes religieuses*, par M. l'évêque Grégoire qui a visité lui-même une de ces communautés, à Leist, près d'Utrecht en Hollande. On peut aussi consulter avec fruit une notice placée en tête du roman de la *Luthérienne*, ou la *Famille morave*, par M. Victor Ducange, ouvrage qui, sous quelques apparences de [137] frivolité, peut-être indispensable pour la classe de ses lecteurs, présente un sens moral profond, en faisant voir le contraste du bonheur solide et vrai dont on peut jouir dans une société fondée sur l'harmonie de tous ses membres, avec les misères sans nombre et tous les vices qu'enfante notre système anti-social, dont la base n'est que la *rivalité* des individus, et, par une conséquence inévitable, l'opposition continuelle de leurs idées et de leurs intérêts.

Les Moraves, sauf quelques exceptions⁴⁹, ont tous leurs biens en commun et vivent sur le pied de la plus parfaite égalité, comme faisaient les Esséniens. Ils s'occupent aussi principalement d'agriculture et de plusieurs espèces d'arts et métiers, donnant toujours la préférence aux plus utiles. Quant aux sciences, ils ne s'occupent également que de celles qui ont rapport aux premiers besoins, et quoiqu'ils aient l'esprit de prosélytisme, ils n'ont jamais voulu établir d'imprimerie. Mais ce qui les distingue des Esséniens et de presque toutes les autres sectes, c'est leur *entière tolérance* en matière d'opinions religieuses. Non seulement ils ne haïssent ni ne méprisent ceux qui pensent autrement qu'eux, mais encore *ils les admettent dans leur sein*. Ils ne font pas consister ce qu'ils appellent l'*unité* dans la conformité des *croyances*, mais dans celle des *sentimens* d'affection mutuelle⁵⁰, ce qui est un trait de ressemblance bien essentiel avec les communautés de M. Owen.

[138] Quant à leur gouvernement intérieur, leur grand axiome est que ce sont les principes reconnus par la société et les réglemens faits par elle qui doivent la régir, et non la volonté particulière des individus, qui ne doivent faire autre chose qu'appliquer ces principes et ces réglemens.

Après avoir donné une idée assez étendue des frères *moraves*, sur lesquels nous avons des renseignemens plus complets que sur bien d'autres sectes, je ne puis qu'indiquer en passant quelques autres sociétés à peu près du même genre, principalement composées de laboureurs et qui sont établies en Auvergne depuis plusieurs siècles, au rapport de l'auteur même de l'article *Morave* dans l'Encyclopédie, qui n'en fait aussi qu'une mention extrêmement sommaire. Il est bon toutefois de faire observer que ces sociétés n'ont rien de monastique, et qu'elles sont formées par la réunion de plusieurs familles, comme chez les Moraves et les anciens Esséniens.

Je ne dois point ici passer sous silence que M. Faiguet, auteur de l'article déjà cité de l'Encyclopédie, avait proposé à la suite de cet article la formation d'une communauté qui aurait eu les plus grands traits de ressemblance avec celles de M. Owen, puisqu'elle aurait également embrassé tous les rapports de la vie, et aurait aussi eu pour base la plus grande liberté dans tous les genres. Cependant ce plan présentait une exception au système de la communauté entière, car chaque membre pouvait avoir un *pécule* particulier, et il n'est pas bien expliqué si c'était pour en jouir entièrement dans le sein même de la société, ou s'il était principalement réservé au cas de sortie, obligée ou volontaire. J'ignore si l'on a fait dans le temps quelque tentative pour réaliser ce projet dicté par la plus pure philanthropie.

[139] On trouve dans l'ouvrage de M. Grégoire la description de deux autres sectes modernes, établies en Amérique et vivant aussi en communautés, mais qui, bien que non catholiques, ressemblent presque entièrement à nos monastères, puisqu'elles sont vouées au célibat et ont pour but principal l'exercice de certaines pratiques religieuses très-austères. Je

⁴⁹ [137 n. 1] *Histoire des Sectes religieuses*, tome I, pages 282 et 283.

⁵⁰ [137 n. 2] *Ibid.*, pages 272 et 284. Voyez aussi le mot *Morave*, dans *l'Encyclopédie*.

veux parler des *Dunkers* ou *Dumplers* et des *Shakers* ou *Shaking-Quakers*⁵¹. Les premiers sont établis en Pensylvanie depuis le commencement du dix-huitième siècle, et les autres, qui ne datent que de 1747, ont plusieurs établissemens dans les états de New-Yorck, de Connecticut, d'Indiana, et dans la province du Maine. Ces deux sectes ont beaucoup de traits de ressemblance, et nous venons d'indiquer les principaux. Elles ont aussi également pour principe de ne pas faire la guerre, et même de ne pas se défendre, ce qui est conforme à la doctrine des Quakers, dont les *Shakers* sont une dérivation. Cependant il y a entr'elles quelques différences : la première, qui est très-marquée, est relative au célibat ; chez les *Dunkers* il n'est point absolument forcé, mais ceux qui se marient sortent de la communauté et vont se fixer dans le voisinage, tandis que les *Shakers* infligent des punitions corporelles très-sévères à ceux qui rompent la continence, même lorsqu'ils voudraient sortir pour se marier. Mais ce qui est bien extraordinaire, à côté de ce règlement si tyrannique pour un acte tel que le mariage, c'est [140] que les *Shakers* laissent à chacun la plus entière liberté de régler sa croyance religieuse et de discuter toutes sortes de matières, pourvu qu'il se soumette pour la discipline à ce qui est réglé par la société. Une autre différence bien prononcée entre les deux sectes est que le chef élu par les *Dunkers* les gouverne avec un pouvoir absolu, tandis que le gouvernement des *Shakers* est entièrement fondé sur l'égalité. Tout s'y fait par de simples délégués temporaires ; et en matière de religion ils n'ont aucun prêtre, chacun prêchant quand il se croit inspiré, ce qui est encore conforme à la doctrine des *Quakers*. Les *Shakers* sont très-hospitaliers et ne reçoivent rien de ceux qui les visitent. Enfin tout membre qui veut quitter la communauté a le droit de reprendre en sortant tout ce qu'il y avait apporté.

Il ne me reste plus, avant de passer à l'historique des travaux de M. Owen et de ses amis, qu'à dire quelques mots sur une secte encore plus moderne que les deux précédentes, mais qui a la plus grande analogie avec elles, et qui est établie en Amérique depuis douze ans environ : je veux parler des *Harmoniens*, originaires du royaume de Wirtemberg, d'où ils se rendirent d'abord dans la Pensylvanie, qu'ils quittèrent peu de temps après pour s'établir dans l'état d'*Indiana*, sur les bords de la Wabash, dans l'endroit même que M. Owen vient d'acheter d'eux pour fonder plusieurs communautés sur son propre plan. Les *Harmoniens* vivent aussi en communauté, mais il paraît que l'égalité n'est point parfaite entre eux et que leur gouvernement intérieur est fort près de l'oligarchie⁵². Ils sont [141] entièrement dirigés, tant au spirituel qu'au temporel, par leur pasteur et par quelques autres individus influens de la communauté. Ils s'adonnent principalement à l'agriculture et aux arts utiles, mais ils paraissent trop enclins à l'esprit de commerce, et leurs chefs paraissent fort avides d'argent, à la différence des *Shakers* qui ont une grande réputation de désintéressement. Cependant ils leur ressemblent sous un autre rapport, c'est-à-dire en négligeant toute science qui n'a pas trait aux premiers besoins, et en s'obstinant à ne point vouloir établir d'imprimerie. Ils sont également voués au célibat, mais non pas avec la même rigueur que les *Shakers*, et il ne paraît pas même qu'ils renvoient au dehors ceux qui se marient, comme font les *Dunkers*. Ils sont exclusifs quant à la croyance, et regardent comme étrangers tous les individus qui ne sont pas de leur secte ; mais ce qui les distingue d'une manière bien avantageuse, c'est qu'ils n'emploient jamais aucun moyen coercitif envers ceux de leurs frères qui négligent leurs devoirs ou qui font quelque action blâmable, se contentant de les traiter avec indifférence, ou tout au plus de leur adresser quelques reproches, ce qui suffit entièrement pour les ramener.

Maintenant je vais aborder le récit des tentatives faites par M. Owen et par les partisans de sa doctrine ; mais comme vous désirez sans doute connaître le caractère particulier de ce célèbre philanthrope, dont toutes les actions d'ailleurs sont une suite constante de *travaux*

⁵¹ [139 n. 1] Voyez aussi la notice publiée par M. Owen, sur les *Shakers*, notice qui lui avait été communiquée par M. W. S. Warder, quaker de Philadelphie.

⁵² [140 n. 1] Voyez, sur cette communauté, la brochure publiée par M. W. Hebert, sous ce titre : *a Visit to Harmony*, etc.

dirigés vers l'application pratique du système auquel il a donné son nom, je suis persuadé que vous lirez avec plaisir une esquisse historique des principaux traits de sa vie. La notice que je vais avoir l'honneur de vous présenter sera [142] en grande partie l'abrégé d'une notice plus étendue, publiée en 1824 dans le *Metropolitan Literary Journal* ; et pour tout ce qui est postérieur à cette dernière époque, j'en puiserai les matériaux, soit dans les divers écrits publiés séparément à cet égard, soit dans quelques articles de la *Revue encyclopédique* et du *Cooperative Magazine*, soit dans les communications de quelques amis communs, soit enfin dans mes propres souvenirs, n'ayant jamais perdu de vue les opérations de M. Owen, depuis 1824.

M. Owen est né en 1771, à Newtown, dans le comté de Montgomeryshire, ensorte qu'il a maintenant 55 ans. A l'âge de dix ans il vint à Londres, où il resta fort peu de temps, pour aller ensuite à Stamford en Lincolnshire, où il resta trois ans. Il retourna alors dans la capitale, et demeura quelque temps dans un fort magasin de mercerie et de bonneterie. De là il fut à Manchester, où il commença, quoique très-jeune encore, à travailler pour son compte dans la fabrication des machines et dans la filature de coton. Il entreprit ensuite successivement plusieurs établissemens analogues avec diverses maisons, dont l'une avait un comptoir à Londres. Enfin il acheta, avec ses derniers associés, la filature de M. Dale, située à New-Lanark en Ecosse, dans laquelle il a encore un intérêt.

On doit déjà présumer, d'après le genre de vie qui absorba toute la jeunesse de M. Owen, qu'il lui fut impossible de soigner son instruction ; aussi ne reçut-il point ce qu'on appelle une éducation classique, et, dans plusieurs occasions, il s'est lui-même représenté comme un homme illettré ; cependant tout porte à croire qu'il a [143] lu beaucoup, et surtout ce qui pouvait se rapporter à ses vues. Quoi qu'il en soit, il est certain que ce fut au milieu d'une carrière toute pratique, et spécialement dans son établissement de New-Lanark, où il a été vingt ans à la tête d'un grand nombre d'ouvriers, qu'il fit toutes ses remarques sur les moyens de former le caractère des hommes, sur ceux de les faire concourir plus amplement vers un but commun, enfin sur les moyens de tirer parti des réunions considérables, tant pour diminuer les frais de production que pour obtenir avec facilité les divers perfectionnemens de l'espèce humaine.

Ce fut en 1811 ou 1812 qu'il attira pour la première fois l'attention publique à Glasgow, par un discours qu'il prononça dans un dîner solennel donné à J. Lancaster. Ce fut là qu'il émit plusieurs idées fort remarquables sur les résultats futurs des machines destinées à remplacer le travail de l'homme, et sur la réaction de ces effets sur toute l'organisation sociale. Ces aperçus furent alors taxés d'exagération comme tout ce qui est extraordinaire et nouveau, quoique déjà l'on ait reconnu que les données sur lesquelles il se fondait étaient encore bien au-dessous de la réalité.

Je passerai sous silence quelques écrits publiés par lui, peu de temps après, sur divers objets d'économie industrielle, et je m'empresse d'arriver à son principal ouvrage, à celui qui fait la base de la partie *morale* de son système, comme son discours de Glasgow en avait jeté les fondemens sous le rapport *économique*. Cet ouvrage fut publié en quatre parties successives dans le courant de 1813, sous le titre de : « [Nouvelle vue de la société, ou Essais sur la formation du caractère de l'homme, etc.](#) » Je vais [144] en donner une idée le plus succinctement possible.

M. Owen pose d'abord en fait que la formation du caractère de chaque individu n'est point son propre ouvrage, et qu'elle dépend entièrement, soit de sa propre organisation primitive, qu'il n'a pas été le maître de créer à son gré, soit ensuite, et même principalement, de toutes les circonstances qui l'entourent dans le cours de sa vie, mais surtout dans l'enfance, idée qu'il rend par l'expression abrégée : « [que le caractère de l'homme n'est point formé par lui, mais pour lui.](#) » Cette idée, comme on le voit, rentre dans la doctrine générale de la nécessité de nos actions ; mais quelles que soient les objections qu'on puisse faire contre les

conséquences vraies ou prétendues de cette doctrine, objections que j'aborderai plus tard, M. Owen fait voir qu'elle conduirait à deux résultats bien importants, l'un quant à la possibilité de changer entièrement le système actuel de société, l'autre quant à la révolution bienfaisante que l'adoption générale de ce principe opérerait sur les sentimens réciproques de l'espèce humaine. Sous le premier rapport, voici ce que pense M. Owen : « Puisque aucun individu n'est le maître de former son propre caractère, lequel est influencé par toutes les circonstances qui l'entourent, mais surtout par celles de son enfance, il serait facile à toute communauté investie d'un certain pouvoir de replacer la société sur des bases plus conformes au bonheur de ses membres, en changeant les circonstances qui entourent chaque individu, et surtout en fondant l'éducation sur des principes plus rationnels. Sous le second rapport, la conséquence du même principe serait de faire disparaître tous les sentimens hostiles résultant de l'opinion qu'il dépend de l'individu d'être autre [145] que ce qu'il est ; car comment s'irriter contre des êtres qu'on considérerait comme impérieusement entraînés par des circonstances qu'ils ne peuvent anéantir eux-mêmes ? Ce dernier résultat contribuerait puissamment au bonheur de l'homme, en nous pénétrant tous de la plus vive indulgence, en répandant une charité universelle, en adoucissant ainsi tous les froissemens d'idées ou d'intérêts, et en centuplant toutes les jouissances morales et intellectuelles.

Ce fut dans le même écrit que M. Owen donna une notice fort intéressante sur l'établissement de New-Lanark, que beaucoup de personnes confondent avec les communautés complètement coopératives, mais qui n'est qu'une grande manufacture instituée dans le système du reste de la société, et pour laquelle M. Owen a des associés qui ne lui permettraient point d'y faire entièrement l'application de ses principes. Cependant, malgré cette circonstance, c'est là qu'il fit ses observations les plus importantes sur les moyens de former le caractère des hommes, pour peu qu'on ait sur eux quelque autorité. A son arrivée, il trouva la population de New-Lanark plongée dans la crapule et dans tous les vices qui peuvent affliger l'humanité. Le vol même y était une chose tout-à-fait commune ; et pour comble de malheur, il y existait un esprit d'intolérance religieuse qui achevait de rendre tout accord impossible. Touché de la plus vive compassion pour ces infortunés, il entreprit de réformer leurs mœurs et leurs principes ; et malgré mille obstacles, dont l'un des plus grands était sa qualité d'étranger, il parvint en peu de temps, à force de patience, de bonté, et de raisonnemens simples sur leur véritable intérêt, à bannir du milieu d'eux presque tous les vices auxquels ils étaient en proie auparavant [146]. Il les rendit probes, décens, sobres, économes, tolérans. Mais il s'attacha surtout de bonne heure à réformer le plan d'éducation des enfans des deux sexes, et il adopta de si bonnes méthodes d'enseignement et de discipline que l'étude ne fut plus qu'un jeu pour les élèves, en même temps qu'elle tendait sans cesse vers le perfectionnement de leur être physique et moral. Enfin, c'est à New-Lanark surtout qu'il eut occasion d'observer combien il est facile, dans une société où règne l'accord des volontés, de mettre à profit toutes les ressources des arts et des sciences pour diminuer les frais et les désagrémens de la production, tandis que les produits et les agrémens même du travail s'augmentent au contraire d'une manière étonnante.

L'année 1817 fut une époque remarquable dans les travaux de M. Owen. D'abord, ce fut cette année qu'à la requête d'un comité de la chambre des communes, il fit *un rapport sur les pauvres employés dans les manufactures*, contenant un projet d'établissement pour l'emploi d'une réunion de douze cents individus. Ce fut aussi en 1817 qu'il convoqua à Londres une assemblée publique, à l'effet de discuter son système et de le soumettre à toutes les objections possibles. L'assemblée commença par un discours dans lequel il fit un tableau frappant des maux qui résultent de l'état actuel de la société, en indiquant ensuite les moyens d'apporter un remède durable à ces maux ; mais les esprits étaient encore si peu accoutumés à de pareilles idées, que l'assemblée fut très-tumultueuse, et que l'orateur trouva surtout des opposans parmi les plus célèbres partisans de la réforme, tels que M. Waitman, M. Wooler, le

major Torrens, et même le fameux Henri [147] Hunt. La séance fut ajournée, et quoique M. Owen fut traité personnellement avec le plus grand respect, il éprouva encore une semblable opposition, notamment de la part de M. Waitman et du vénérable major Cartwright, ce vieillard si éminemment philanthrope, et qui était considéré comme étant au degré le plus extrême des réformateurs démocratiques. Cette opposition vint sans doute de ce que M. Owen annonça sans ménagement que tous les remèdes proposés par le parti populaire, tels que la réduction des taxes et la réforme purement politique, ne guériraient aucun mal véritable tant qu'on ne trouverait pas les moyens d'occuper les classes industrielles d'une manière permanente, mais surtout tant qu'on n'aurait point refondu entièrement l'éducation intellectuelle et morale de toutes les classes du peuple.

Je ne fais qu'indiquer ici quelques écrits publiés par M. Owen, vers la même époque, toujours dans la vue de développer ses principes, et j'arrive à l'été de 1818, pendant lequel il fit un voyage en France, en Suisse et en Allemagne. La même année, il publia deux *Mémoires* en faveur des classes industrielles, dont l'un fut adressé aux gouvernemens d'Europe et d'Amérique, et l'autre aux souverains alliés réunis à Aix-la-Chapelle. On ne sera pas étonné d'apprendre que ces deux mémoires, mais surtout le dernier, restèrent absolument sans résultat positif ; mais ils servirent du moins à répandre toujours davantage les principes qu'ils contenaient, en les exposant sur un plus grand théâtre.

En 1819, M. Owen fut candidat pour la chambre des communes, mais il ne fut pas nommé. Cela ne l'empêcha pas de redoubler d'efforts pour arriver à l'application pratique de son système ; il publia d'abord une adresse aux classes industrielles, qui renferme d'excellentes idées pratiques ; ensuite il convoqua successivement deux assemblées publiques, qui furent présidées par le duc de Kent, frère du roi, et auxquelles assista le duc de Sussex, autre frère du roi, ainsi que plusieurs autres personnages de distinction. Là, M. Owen offrit au public un modèle en relief d'un village expérimental de coopération qu'il proposait d'établir. Il éprouva bien encore quelque opposition, mais elle n'empêcha pas qu'on ouvrît de suite pour cet objet une souscription, dont le total devait être de 100,000 liv. sterl, (environ 2,500,000 francs). M. Owen et M. J. Smith, banquier et membre du parlement, souscrivirent chacun pour 1,000 liv. st. (environ 25,000 fr.).

Bientôt après, le montant des souscriptions fut assez considérable pour que M. Owen et quelques amis se rendissent à Motherwell en Ecosse, pour y acheter 500 acres de terres, à l'effet d'y fonder le village projeté. L'établissement n'eut cependant pas de suite, mais par des causes qui sont loin d'être défavorables, comme on le verra plus tard. On parvint aussi dans cette occasion, à former une société permanente, qui fut nommée *Société philanthropique britannique et étrangère*. Cette société se réunit plusieurs fois, et fit insérer plusieurs articles dans les papiers publics ; mais elle cessa bientôt ses travaux pour se fondre dans une autre société actuellement existante, dont nous parlerons aussi plus tard.

Pendant les années 1820, 1821, 1822, M. Owen se produisit peu en public ; mais il ne cessa de s'occuper avec le plus grand zèle de l'exécution de ses plans, faisant toujours quelques prosélytes, mais ne pouvant obtenir tout l'appui qu'il aurait désiré trouver en Angleterre. Ce qui est bien remarquable, ainsi que nous l'avons déjà fait observer à l'occasion de la première assemblée de Londres, c'est qu'il éprouva de nouveau beaucoup d'opposition dans le parti appelé *radical*, vraisemblablement parce que son système est loin d'avoir pour but de faire triompher aucun parti politique, ni d'aigrir aucune partie des membres de la société contre les autres.

En 1823, M. Owen déploya la plus grande activité : il se rendit en Irlande, où il convoqua successivement trois assemblées publiques sous la présidence du lord-maire de Dublin. Une foule de personnages éminens assistèrent à ces assemblées, et ce ne fut que dans la première qu'il éprouva quelque opposition, notamment de la part de plusieurs membres du clergé. Dans la dernière, il fut résolu : 1° qu'on formerait une *société philanthropique*

hibernienne ; 2° que M. Owen serait chargé de présenter au parlement des pétitions, qui furent préparées sur-le-champ. Il ne paraît pas que la société hibernienne eut alors beaucoup de suite ; mais elle devait, comme celle de Londres, renaître aussi plus tard sous une autre dénomination. Quant aux pétitions, elles excitèrent quelque discussion dans le sein du parlement, mais d'après leur peu de succès dans cette assemblée, il fut déjà facile d'entrevoir qu'on devait renoncer pour le moment à tout moyen semblable de mettre en pratique le système proposé.

En juillet de la même année, M. Owen vint à Londres, où il convoqua aussi deux assemblées successives, dans le but spécial de venir au secours de l'Irlande par le moyen des communautés coopératives. Quelques opposans se firent encore entendre, mais il n'obtint pas moins l'adop[150]tion unanime des résolutions qu'il avait proposées, et qui tendaient à prier le gouvernement de favoriser une expérience de cette nature en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, mais surtout dans ce dernier pays. Le gouvernement, à ce qu'il paraît, fut sourd à cette prière comme l'avait été le parlement.

A la fin, M. Owen voyant qu'il ne pouvait rien obtenir de l'autorité publique, pensait d'ailleurs que l'Angleterre était un lieu peu propre à l'accomplissement de ses desseins, soit en raison du vieil état de la société, soit à cause du prix trop élevé des terres, prit la résolution de passer en Amérique avec les capitaux dont il pouvait disposer. A cet effet, il traversa la mer en 1824, et se rendit dans l'état d'*Indiana*, l'une des parties nouvelles des États-Unis, où il acheta environ 30,000 acres de terrain, appartenant à la communauté des *Harmoniens* dont nous avons déjà parlé, et qui désiraient s'enfoncer davantage dans les portions inhabitées du pays. Il trouva sur cette acquisition un beau village, ou plutôt une petite ville bien bâtie, ainsi qu'une partie des terres déjà en rapport.

Il ne perdit pas de temps pour tâcher d'attirer la population nécessaire, et outre les moyens ordinaires de publicité, il obtint deux fois la permission de développer ses vues dans le sein même de la chambre représentative des États-Unis. Les discours qu'il prononça dans cette occasion sont remarquables surtout par la noble franchise avec laquelle il osa dire aux Américains, du haut de leur tribune nationale, qu'ils n'étaient point encore une nation vraiment libre, puisqu'il existait au milieu d'eux un fort esprit d'intolérance en matière de religion ; et il ajouta qu'on ne pouvait s'appeler libre que lorsqu'on pouvait discu[151]ter toutes les opinions possibles sur toute espace de sujet, non-seulement sans être judiciairement persécuté, mais même sans inspirer la moindre animadversion de la part de ceux qui ne partagent pas ces opinions. Malgré ces vérités sévères, ces discours furent écoutés avec le plus grand respect et ne nuisirent point aux progrès du système.

Bientôt une foule de personnes accoururent de plusieurs parties de l'Amérique septentrionale pour se fixer à *Nouvelle-Harmonie*. Dans plusieurs lieux où passa M. Owen, l'enthousiasme fut à son comble. A Pittsburgh, il harangua le peuple dans le temple presbytérien, et les tribunaux suspendirent leurs séances durant l'assemblée.

Dès que les premières bases de l'établissement furent posées, il en laissa la surveillance à son second fils et au capitaine Macdonald, et il revint à Londres pour rendre compte de ce qu'il avait commencé en Amérique, et pour encourager ses amis à redoubler d'efforts pour la propagation du système, ainsi que pour son exécution pratique en Europe même, autant que cela serait possible.

Sur ces entrefaites, et avant même le départ de M. Owen pour l'Amérique, il s'était formé à Londres, des débris de l'ancienne *Société philanthropique britannique et étrangère*, une nouvelle société permanente, sous le nom de *Société coopérative de Londres*, qui avait déjà acquis beaucoup de consistance au retour de M. Owen, et dans laquelle il fit ses premières communications. Il fut résolu dans une des réunions de cette société qu'on convoquerait une assemblée plus nombreuse, ce qui eut lieu en effet peu de jours après dans l'amphithéâtre de l'*Institution pour les artisans de Londres*. Près de deux mille personnes

assistèrent à cette assemblée, où M. Owen en[152]tra de nouveau dans les développemens de son système, et présenta, comme dans une assemblée précédente, le modèle en relief d'une communauté coopérative, ainsi qu'un très-grand tableau représentant le même sujet. Il fut écouté avec la plus grande attention et couvert d'applaudissemens. Il fut secondé avec beaucoup de succès par deux membres de la Société coopérative de Londres, dont l'un, simple artisan et père de famille, s'exprima avec le plus grand sens et avec toutes les convenances de la meilleure éducation. Quelques voix d'opposition se firent bien entendre, mais elles firent peu d'impression, et l'on adopta à l'unanimité des résolutions tendant à ouvrir une souscription, parmi les classes ouvrières surtout, pour la formation d'une communauté coopérative en Angleterre.

Il est bon de faire observer ici qu'avant le retour même de M. Owen, qui avait eu lieu au printemps de 1825, les fondateurs de la Société coopérative de Londres avaient rédigé et fait imprimer un contrat d'association (articles of agreement) pour la formation d'une communauté coopérative dans un rayon de cinquante milles de Londres. Ce rapprochement de la capitale avait pour but de mettre l'établissement à la portée d'une observation plus générale et plus suivie ; malheureusement ce projet n'a pu encore être mis à exécution, soit à cause des mêmes difficultés qui avaient engagé M. Owen à se rendre en Amérique, soit par quelques raisons de détail qu'il serait ici trop long de développer.

Cependant la Société de Londres ne resta point inactive, et, si l'on excepte quelques mois d'interruption pendant l'été, elle n'a jamais cessé depuis deux ans de se réunir régulièrement, d'abord une fois, puis deux et enfin [153] trois fois par semaine. Une de ces séances est réservée à l'administration des affaires intérieures de la société ; les autres, qui sont publiques, sont destinées à recevoir et donner toute espèce de communication sur l'objet dont elle s'occupe. Très-souvent, dans ces séances, l'on établit régulièrement des discussions polémiques, où sont invités les opposans de toute espèce avec entière liberté de présenter leurs objections.

Indépendamment de tous les moyens de propagation dont je viens de parler, la Société coopérative de Londres a pris la résolution, depuis le commencement de cette année, de publier une feuille mensuelle sous le titre de *Cooperative Magazine*, non-seulement pour développer au public les principes de la société, mais encore pour recevoir toutes les objections qu'on pourra présenter, un appel ayant été adressé formellement dans le prospectus à tous ceux qui désireraient se servir de cette voie. Cette feuille est en outre destinée à l'insertion de tous les renseignemens qu'on peut se procurer sur les progrès pratiques du système ; et elle peut être considérée, sous ce rapport, comme le journal officiel de la Société.

Pendant que les choses se passaient ainsi à Londres, quelques amis de M. Owen reprirent l'ancien projet d'une communauté en Ecosse ; mais au lieu de Motherwell, lieu précédemment choisi à cet effet, ils s'établirent à Orbiston, non loin d'Edimbourg, sur les terres de M. Hamilton, l'un des anciens souscripteurs de Motherwell. Toutefois, par des motifs de prudence de la part des principaux bâilleurs de fonds, cette communauté ne fut point établie complètement d'après les principes. D'abord, l'association se divisa en deux grandes classes, celle des *propriétaires*[154] et celle des *fermiers*, c'est-à-dire des *travailleurs*, sans cependant exclure la faculté d'être à la fois travailleur et propriétaire ; mais dans une assemblée subséquente des propriétaires, ils ont manifesté l'intention de céder entièrement la propriété aux travailleurs, dès que ceux-ci seront dans le cas d'administrer la communauté d'après la pureté des principes de coopération. En second lieu, les statuts de la société renferment aussi quelques exceptions aux principes d'égalité parfaite et à ceux d'une entière liberté de croyance, mais la disposition générale paraît être aussi de renoncer peu à peu à ces exceptions. Au reste, maintenant que les travaux préparatoires sont achevés, on pourra observer les développemens du système dans cette partie de l'Europe ; et lors même qu'on

éprouverait quelque obstacle à son entier établissement sur ce point, l'expérience tentée à cet égard ne peut être que très-intéressante et très-utile.

C'est aussi durant la même période, c'est-à-dire dans le courant de 1825 et au commencement de 1826, que l'application pratique a commencé à faire quelques progrès dans d'autres parties de la Grande Bretagne. Une société coopérative a été formée à Dublin, à l'instar de celle de Londres, et M. Thompson, l'un des membres les plus distingués de cette dernière société, est occupé en ce moment à fonder une communauté à Cork, autre ville d'Irlande. Une société coopérative a aussi été formée à Exeter, dans l'ouest de l'Angleterre, et même dans des vues immédiatement pratiques ; car la société d'Exeter, considérant que le plus grand obstacle à l'établissement de la communauté projetée près de Londres était la difficulté de se procurer un capital suffisant pour l'achat des terres, [155] résolut de commencer par en *affermer* une certaine quantité, avec faculté d'achat postérieur. Elle résolut aussi, pour faciliter les classes pauvres, d'ouvrir une souscription progressive, c'est-à-dire d'une faible somme par semaine ; enfin, pour ne pas perdre un temps précieux, elle décida qu'on commencerait sur une très-petite échelle, entrant d'abord en possession d'un petit terrain, sur lequel quelques familles feraient les premiers travaux, et ainsi progressivement à mesure que les capitaux et les coopérateurs augmenteraient. Ce plan fut entrepris avec beaucoup d'ardeur : on mit la main à l'œuvre presque aussitôt, et tout semblait prospérer lorsqu'un manque de promesse de la part de quelqu'un des premiers promoteurs obligea les autres associés à renoncer à l'entreprise.

Cependant un tel exemple n'a point été entièrement perdu, et dans le mois de juin de cette année, une association du même genre, dont les statuts provisoires sont insérés dans le n° 7 du *Cooperative Magazine*, a été formée dans le sein de la Société coopérative de Londres. Quoique la capitale offre plus de difficultés d'exécution qu'aucune autre partie du territoire, il faut espérer qu'avec de la persévérance et l'expérience des causes qui ont fait échouer la tentative des environs d'Exeter, on parviendra à faire dans ceux de Londres un établissement plus solide, qui aurait une grande importance à cause du voisinage de la capitale.

J'ai été obligé, Monsieur, d'interrompre le récit des travaux particuliers de M. Owen en Amérique, pour vous faire part de tout ce que ses amis avaient tenté depuis quelque temps dans les trois royaumes. Je vais maintenant reprendre ce récit, sans toutefois m'arrêter aux [156] détails d'exécution, qui m'entraîneraient trop loin, et dont l'intérêt diminue d'ailleurs considérablement devant le simple exposé des résultats. Je dirai cependant que très-peu d'obstacles sérieux se sont présentés, même dans le cours des travaux préparatoires. Certes il était impossible qu'il n'y eût dans le principe quelques causes de dissidence au milieu d'une société formée d'éléments aussi divers et aussi peu préparés au nouveau genre de vie qu'il fallait adopter ; mais tout a été heureusement aplani, surtout depuis le retour de M. Owen en Amérique. Il est complètement faux qu'on ait jamais songé à abandonner l'établissement, ainsi qu'on en avait fait courir le bruit à plusieurs reprises. Au reste, pour fournir la preuve du peu de fondement de ce bruit, et pour donner en même temps une idée aussi juste que possible de l'état actuel de la colonie harmonienne, je ne crois pouvoir mieux faire que de donner un extrait de deux lettres de M. Maclure, président du lycée d'histoire naturelle de New-York, toutes deux sous la date du 4 juillet dernier, dont l'une est adressée à M. C. de Lasteyrie, et l'autre au rédacteur de la *Revue encyclopédique*. Je commencerai par l'extrait de cette dernière.

« Quand M. Robert Owen forma son établissement à New-Harmony, M^{me} Frétegeot et M. Piquéal abandonnèrent leur entreprise⁵³, qui était avantageuse, pour enseigner à New-

⁵³ [156 n. 1] M^{me} Frétegeot et M. Piquéal avaient établi auparavant, dans la Pensylvanie, une maison d'éducation, d'après un mode très-perfectionné, et qui avait beaucoup de succès.

Harmony, ne recevant en échange que leur [157] nourriture et leur habillement, selon le système de la *Société coopérative*⁵⁴, et satisfaits de contribuer à une aussi grande amélioration. Nous avons tous passé les cinq derniers mois à New-Harmony, et nous y avons établi une école d'après le même système. Nous avons acheté de M. Owen divers bâtimens⁵⁵.

.....
..... On aurait assez de place pour 800 ou 1 000 enfans ; il n'y en a encore que trois ou quatre cents, classés comme il suit : 100 de l'âge de *deux* ans à *cinq*, sous la direction de M^{me} Frétegeot ; 180 à 200, de *cinq* à *douze* ans, à l'école de M. Nœf, assisté par ses quatre filles et son fils, tous les cinq élèves de Pestalozzi ; et 80 de *douze* à *dix-huit*, sous M. Phiquepal, qui leur enseigne les arts utiles, les mathématiques, etc. »

» On est fondé à croire que toutes les écoles seront [158] bientôt pleines, tant à cause du bon marché (100 dollars ou 500 francs par an, pour l'habillement, la nourriture et l'instruction), qu'à cause de la solidité des connaissances qu'on y acquiert⁵⁶. MM. Thomas, Say, Troost et Lemur professent l'histoire naturelle, la chimie, le dessin, etc. ; M. Say a l'intention de publier son bel ouvrage sur l'entomologie, avec des planches coloriées. On a demandé à Paris et à Londres tous les matériaux nécessaires. Les deux fils de M. Owen et la famille de M. Applegath sont déjà à l'école, et nous attendons d'Angleterre des hommes du premier talent, tous partisans du système. La communauté a acheté de M. Owen 900 acres de bonnes terres pour les écoles expérimentales de fermiers, où les garçons de tout âge apprendront et mettront en pratique les meilleures méthodes d'agriculture. Ceux que dirige M. Phiquepal ont produit dans les six premières semaines une valeur de 900 dollars (environ 5,000 francs), ce qui fait espérer que les enfans se soutiendront d'eux-mêmes par un travail de *quelques heures par jour*.

..... M. Owen a établi sur sa propriété trois sociétés d'agricul[159]ture et de mécanique. Il espère en avoir *dix ou douze autres* avant peu de temps. »

Voici maintenant l'extrait de la lettre adressée à M. de Lasteyrie, laquelle confirme d'ailleurs dans le reste de son contenu tout ce qui précède.

« Il y a aussi une communauté, formée principalement de quakers, à Valley-Forge, à quarante milles ouest de Philadelphie, une autre à Haver-Strand sur l'Hudson, au-dessus de New-York, lesquelles prospèrent toutes deux, outre une demi-douzaine d'autres plus petites dans l'ouest, ce qui est très-considérable vu l'époque si peu éloignée où l'on a commencé à songer à de tels établissemens. »

⁵⁴ [157 n. 1] Ce passage pourrait faire croire que le nouveau système n'a en vue que la satisfaction des premiers besoins de la vie, et même des besoins purement physiques ; mais une telle opinion serait une méprise complète, et l'on doit se rappeler que, dans ma première lettre, j'ai insisté formellement sur ce qu'il embrasse tout le domaine des véritables jouissances. D'ailleurs, la suite de l'article de M. Maclure le fait voir également, puisqu'il y est parlé de l'enseignement de toutes les sciences, ainsi que de l'art du dessin, etc., en même temps qu'il est question d'une salle pour les concerts, les conversations, les récréations, etc. M. Maclure entend sans doute, par ce passage, que personne n'aura en propre des jouissances qui ne soient aussi à la disposition des autres membres de la communauté.

⁵⁵ [157 n. 2] Ces bâtimens font partie de ceux que M. Owen a trouvé construits sur le territoire acheté par lui des *Hermoniens*.

⁵⁶ [158 n. 1] D'après ce passage et quelques explications contenues dans la lettre de M. de Lasteyrie, je suis fondé à croire que cette école, quoique basée sur les principes de la coopération, rentre à certains égards dans la société générale, en permettant d'y recevoir des individus qui n'appartiennent point à la communauté coopérative. Peut-être ce terme moyen est-il une heureuse invention pour former peu à peu des sujets pour le système complet de coopération et de communauté.

» Personne n'a encore quitté la communauté sans désirer d'y rentrer, tant cette égalité et ce genre de société ont de charmes pour tous. Afin d'empêcher la foule de venir, on a été obligé de publier dans les journaux qu'il n'y avait plus de place pour de nouveaux membres. »

Après ces morceaux intéressants, qui répondent assez aux fausses allégations qu'on a répandues sur les établissements de New-Harmony, je crois avoir rempli à peu près la tâche que je m'étais imposée dans cette lettre, savoir de vous donner une idée des principales tentatives faites jusqu'à ce jour pour l'application pratique du système dont il s'agit. Dans ma prochaine lettre j'aborderai l'examen des principales objections qu'on lui oppose ; mais qu'il me soit permis de finir celle-ci par quelques traits du caractère particulier de son fondateur. M. Owen est l'homme qui, sous tous les rapports, convenait le mieux à cette grande entreprise, car il joint la douceur la plus inaltérable à un enthousiasme profond et soutenu. Jamais un mot d'aigreur ne sort de sa bouche, jamais il ne manifeste un [160] signe d'impatience. L'opposition la moins fondée, l'imputation la plus malicieuse le trouvent également impassible, non par esprit d'indifférence ou de dédain, mais parce qu'il est pénétré de la plus tendre indulgence pour tous les hommes, parce qu'il a le respect le plus étendu et le plus sincère pour toutes les opinions, enfin parce qu'il a l'intime conviction qu'il suffit à la vérité de pouvoir être exposée librement pour qu'elle surmonte à la fin tous les obstacles. Il est au reste très-éloquent, mais d'une éloquence douce et persuasive, sans jamais employer l'invective ni l'ironie. Cet homme a dans tous les traits de son visage une telle empreinte de sérénité et de bienveillance qu'il serait impossible aux cœurs les plus aigris de ne pas céder à son arbitrage. Aussi tout différend cesse à son approche, et il est si conséquent à ses principes, dans toute sa conduite, que cette déférence qu'il inspire ne nuit en rien à la liberté de lui faire toutes les observations qu'on juge convenables. On est si à son aise avec lui qu'on n'éprouve aucun embarras de s'exprimer ; l'empire qu'il exerce généralement n'est que l'empire de la bonté et de la raison réunies à un degré que peu d'hommes peuvent concevoir.

R. Y.